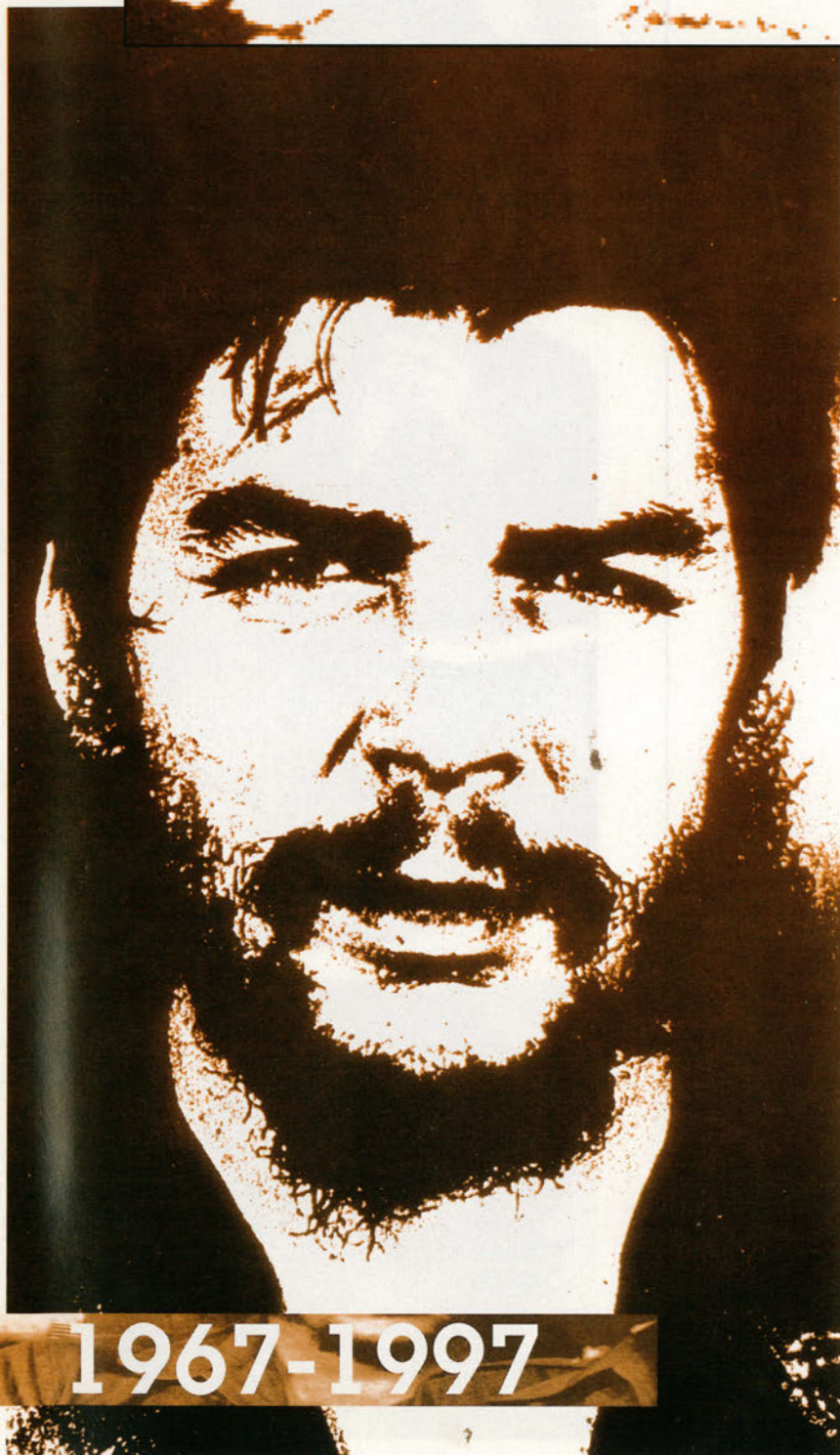
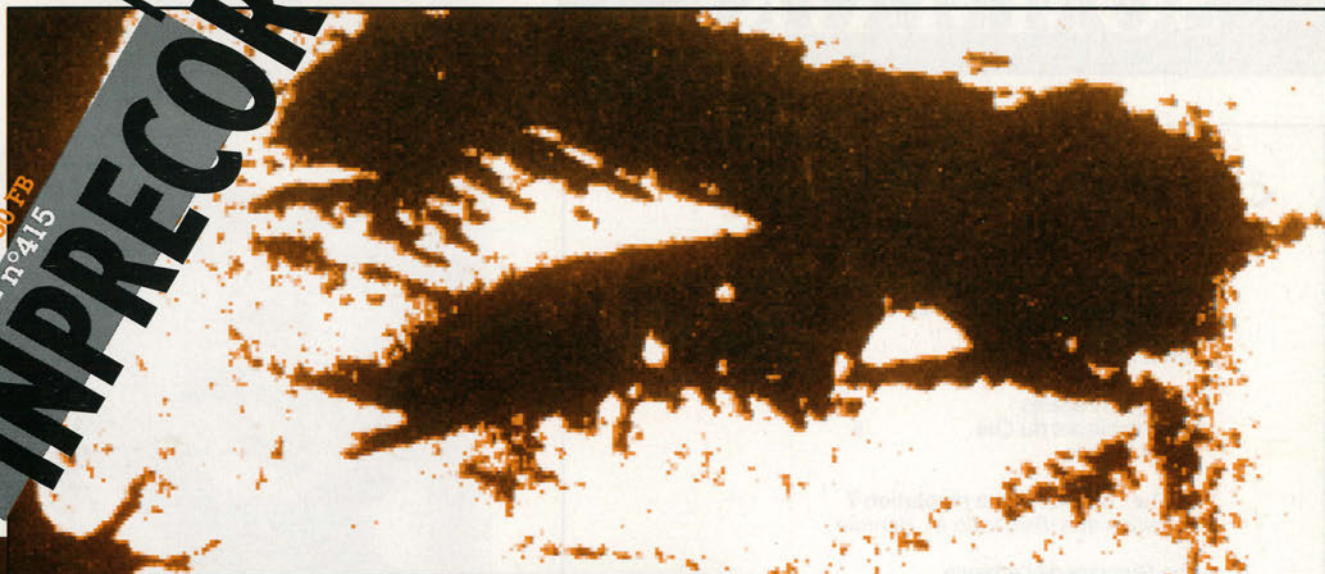


Prix : 35 FF/7 FS/ 150 FB
Juillet 1997 - n°415

INPRECOR



CHE GUEVARA

De l'éthique dans
le combat politique

SOMMAIRE

Dossier: Che Guevara 1967-1997

Che Guevara 1967-1997 : l'étincelle qui ne s'éteint pas 3
Michael Löwy

Quelques repères biographiques du Che 6
Pierre Sylvain

Le Che : produit d'une révolution 7
Entretien avec Fernando M. Heredia

Che Guevara de l'éthique dans le combat politique 8
Janette Habel

Le Che dans le maquis africain 13
Zbigniew M. Kowalewski

Le discours d'Alger 17
Che Guevara

HAÏTI 19

Impasse politique en Haïti
Arthur Mahon

FRANCE 21

La France vote contre le libéralisme
Christian Picquet

TURQUIE 24

La fin peu glorieuse du Refahyol
Erdal Tan

QUATRIÈME INTERNATIONALE 27

Déclarations du SU (Albanie, Pérou)

GRANDE-BRETAGNE 28

La victoire de Blair
Roland Rance

CONGO (BRAZZAVILLE) 29

Une guerre civile qui ne cache pas ses origines
Jean Nanga

RÉPUBLIQUE DU CONGO 31

Les défis de l'Alliance
Denise Comanne et Eric Toussaint

XIV^e CAMP INTERNTIONAL DE JEUNES 33

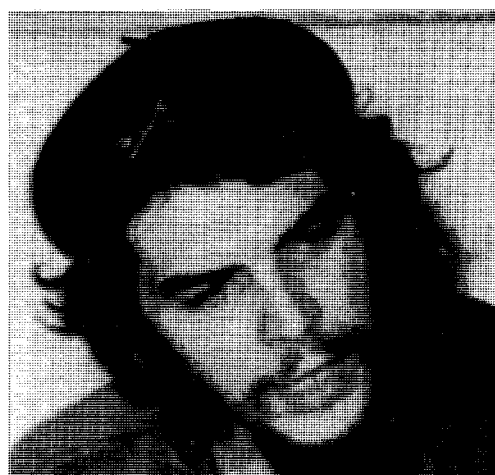
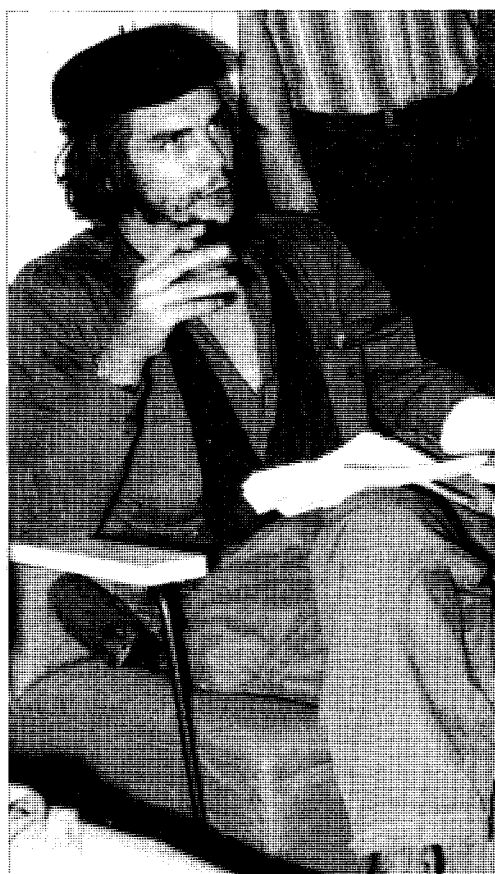
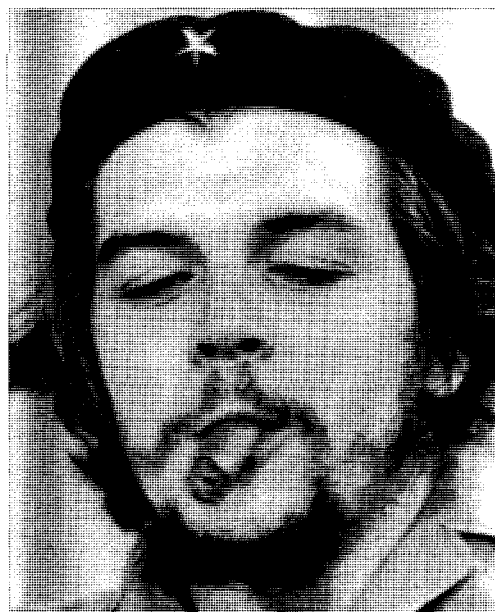
Une brèche dans la forteresse Europe

RUSSIE 35

Le 4^e congrès du PCFR
B. Kagarlitsky et R. Clarke

NOUVELLES DU MONDE 36

Pays-Bas - Maroc



Che Guevara 1967-1997 : **l'étincelle qui ne s'éteint pas**

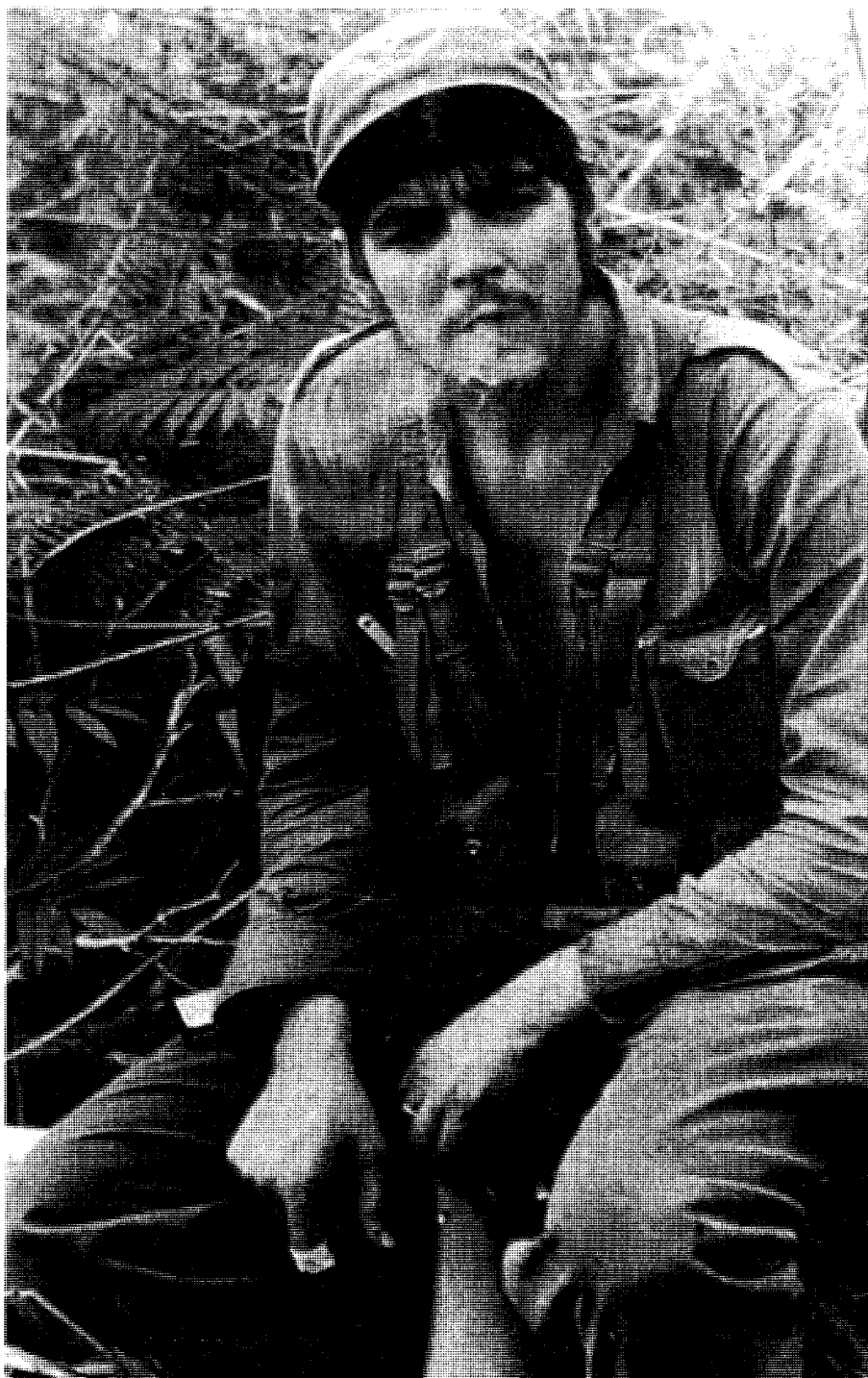
Les années passent, les modes changent, aux modernismes succèdent les post-modernismes, les dictatures sont remplacées par des démocraties, le keynésianisme par le néolibéralisme, le mur de Berlin par le mur de l'argent. Mais le message de Che Guevara, trente années plus tard, contient un noyau incandescent qui continue à brûler.

Par Michael Löwy

Il y a quelque chose dans la vie et le message du médecin/guérillero argentin/cubain qui parle encore aux générations de 1997. Sinon, comment expliquer cette pléthore d'ouvrages, articles, films et débats ? Ce n'est pas un simple effet commémoratif du trentième anniversaire : qui s'intéressait, à Joseph Staline en 1983, 30 années après sa mort ?

Le Che est — comme José Martí, Emiliano Zapata, Augusto Sandino, Farabundo Martí et Camilo Torres — une de ces figures qui sont tombées debout, les armes à la main, et sont devenues, pour toujours, des graines d'avenir semées dans la terre latino-américaine, des étoiles dans le ciel de l'espérance populaire, des charbons ardents sous les cendres du désenchantement.

Dans toutes les manifestations de la mouvance révolutionnaire en Amérique Latine au cours des 30 dernières années, de l'Argentine au Chili, du Nicaragua à El Salvador, du Guatemala au Mexique, on perçoit les traces, plus ou moins visibles, du « guévarisme ». Elles sont présentes aussi bien dans l'imaginaire collectif des combattants, que dans leurs débats sur les méthodes, la stratégie et la nature de la lutte. On peut les considérer comme des semences qui ont germé, pendant ces trente dernières années, dans la culture politique de la gauche latino-américaine, produisant des branches, des





feuillages et des fruits. Ou comme un des fils rouges avec lesquels on tisse, de la Patagonie au Rio Grande, les rêves, les utopies et les actions révolutionnaires.

LES IDÉES DU CHE ne sont-elles pas dépassées ? Serait-il maintenant possible de changer les sociétés latino-américaines — dans lesquelles une oligarchie installée au pouvoir depuis des siècles monopolise les ressources, les richesses et les armes, en exploitant et en opprimant le peuple — sans révolution ? C'est la thèse que défendent au cours des dernières années certains théoriciens de la gauche « réaliste » en Amérique latine, à commencer par le talentueux écrivain et journaliste Jorge Castaneda, dans son livre bien connu *L'utopie désarmée* (1993). Toutefois, à peine quelques mois après la parution du livre, dans son propre pays, le Mexique, on assistait au spectaculaire soulèvement des indigènes du Chiapas, sous la direction d'une organisation d'utopistes armés, l'EZLN, dont les principaux dirigeants viennent du guévarisme. Il est vraie que les zapatistes, contrairement aux groupes de guérilla traditionnels, n'avaient pas pour objectif de « prendre le pouvoir », mais de susciter l'auto-organisation de la société civile mexicaine en vue d'une profonde transformation du système social et politique du pays. Néanmoins, sans le soulèvement de janvier 1994, l'Armée zapatiste de Libération Nationale — toujours les armes à la main, quatre années plus tard — ne serait pas devenue une référence pour les victimes du néolibéralisme, non seulement au Mexique, mais dans tout l'Amérique latine et au delà. Le zapatisme combine plusieurs traditions subversives, mais le guévarisme n'en n'est pas moins un des ingrédients essentiels de cette bouillonnante et imprévisible culture révolutionnaire.

Curieusement, le même Jorge Castaneda, dans un article récent publié dans la revue américaine *Newsweek*, commence à se demander s'il sera réellement possible de redistribuer, par des moyens non-révolutionnaires, la richesse et le pouvoir concentrés dans les mains des élites riches et puissantes, transformant les structures sociales ancestrales en Amérique latine : si cela se révèle, en cette fin de siècle, trop difficile, il faudra reconnaître qu'« après tout, Guevara

n'avait pas tout à fait tort ». (1)

Le Che n'a pas été seulement un combattant héroïque, mais aussi un penseur révolutionnaire, le porteur d'un projet politique et moral, d'un ensemble d'idées et de valeurs pour lesquelles il a lutté et donné sa vie. La philosophie qui donne à ses options politiques et idéologiques sa cohérence, sa couleur, sa température, est un profond humanisme révolutionnaire. Pour le Che, le véritable communiste, le véritable révolutionnaire est celui qui considère les grands problèmes de l'humanité comme ses problèmes personnels, celui qui est capable de « ressentir de l'angoisse quand on assassine un homme quelque part dans le monde et d'être exalté quand se lève quelque part un nouveau drapeau de liberté » (2). L'internationalisme du Che — à la fois mode de vie, foi séculaire, impératif catégorique et patrie spirituelle — a été l'expression combative et concrète de cet humanisme révolutionnaire et marxiste.

Il y a une phrase de José Martí que le Che citait souvent dans ses discours, et qu'il appelait « le drapeau de la dignité humaine » : « Tout être humain véritable doit sentir sur son visage le coup porté au visage d'un autre être humain ». La lutte pour cette dignité est un principe éthique qui va l'inspirer dans toutes ses actions, depuis la bataille de Santa Clara jusqu'au dernier combat désespéré dans les montagnes de Bolivie. C'est un terme important dans la culture latino-américaine. Il faut peut-être chercher son origine dans le Don Quichotte, œuvre que le Che lisait dans la Sierra Maestra, qu'il citait dans les « cours de littérature » donnés aux recrues paysannes de la guérilla et héros avec lequel il s'identifiait, ironiquement, dans la dernière lettre à ses parents. Mais cette valeur n'est pas pour autant étrangère au marxisme. N'est-ce pas Marx lui-même qui écrivait dans son article « Le communisme de l'Observateur Rhénan » (septembre 1847) : « Le prolétariat a besoin de dignité encore plus que de pain » ?

ON A SOUVENT LIMITÉ la pensée stratégique de Guevara au thème du foco de guérilla. Ses idées sur la révolution latino-américaine sont beaucoup plus profondes. Par sa célèbre formulation de 1967, dans le Message à la Tricontinentale — « Il n'y a plus d'autre changement à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution » — il a aidé toute une génération de révolutionnaires à se dégager du carcan de la doctrine stalinienne de la « révolution par étapes ».

Il n'en reste pas moins qu'on trouve dans ses écrits — que ce soit sur l'expérience cubaine ou sur l'Amérique latine — et encore plus dans sa tragique tentative bolivienne, une tendance à réduire la révolution à la lutte armée, la lutte armée à la guérilla rurale et celle-ci au petit noyau du foco.

Cette tendance a dominé dans l'héritage guévariste en Amérique latine, même si l'on trouve aussi dans son œuvre des passages qui nuancent cette conception — par exemple en insistant sur l'importance du travail politique de masse, ou sur l'inadéquation de la lutte armée dans un pays où il existe un régime démocratique. Sans parler de son refus explicite et catégorique des attentats et du terrorisme aveugle. (3)

En tout cas, l'héritage du guévarisme, qui a marqué la stratégie des organisations révolutionnaires latino-américaines au cours des années 60 à 80, reste présent, comme sensibilité révolutionnaire et comme résistance irréductible à l'ordre établi, dans la gauche du continent, aussi bien dans certains mouvements sociaux, comme le MST (Mouvement des paysans sans terre du Brésil), que dans les courants qui se réclament du socialisme.

Le socialisme dans les Amériques, écrivait José Carlos Mariategui en 1929, ne doit pas être copie et calque, mais création héroïque. C'est exactement ce qu'a essayé de faire le Che, en rejetant la proposition de copier les modèles « réellement existants » et en cherchant une voie nouvelle vers le socialisme, plus radicale, plus égalitaire, plus fraternelle, plus humaine, plus cohérente avec l'éthique communiste.

Ses idées sur le socialisme et la démocratie étaient encore en évolution au moment de sa mort, mais on observe clairement dans ses discours et écrits une prise de position de plus en plus critique envers l'auto-intitulé « socialisme réel » des héritiers du stalinisme. Dans son célèbre « Discours d'Alger » (février 1965) il appelait les pays se réclamant du socialisme à « liquider leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Ouest », qui se traduisait dans les rapports d'échange inégal avec les nations essayant de se libérer du carcan impérialiste. Il ajoutait ceci : « Le socialisme ne peut exister s'il ne s'opère dans les consciences une transformation qui provoque une nouvelle attitude fraternelle à l'égard de l'humanité, aussi bien sur le plan individuel dans la société qui construit ou a construit le socialisme que, sur le plan mondial, vis-à-vis de tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste ». (4)

Analysant dans son célèbre essai de mars 1965, *Le socialisme et l'homme à Cuba*, les modèles de construction du « socialisme existant » en Europe de l'Est, le Che rejetait, toujours à partir de sa perspective humaniste révolutionnaire, la conception

1) Jorge Castaneda, « Rebels Without Causes », *Newsweek*, 13/1/1997 « We may discover, by the end of the century (...) that Che Guevara had a point, after all ».

2) Che Guevara, *Œuvres III, Textes politiques*, Paris, Maspero, 1968, p.118.

3) Voir par exemple E.Guevara, *Textes militaires*, Paris, Maspero, 1968, p. 162.

4) Ibid. pp. 266-267.

qui prétend « vaincre le capitalisme avec ses propres fétiches » : « en poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries léguées par le capitalisme (la marchandise prise comme unité économique, la rentabilité, l'intérêt matériel individuel comme stimulant, etc.) on risque d'aboutir à une impasse ». (5)

UN DES PRINCIPAUX DANGERS du modèle importé de l'URSS c'est l'accroissement de l'inégalité sociale et la formation d'une couche privilégiée de technocrates et bureaucrates : dans ce système de rétribution « ce sont les directeurs qui, chaque fois, gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la République démocratique allemande ; l'importance qu'y assume la gestion du directeur ou mieux la rétribution de la gestion du directeur ». (6)

La pensée économique du Che sur les questions de la transition au socialisme est à la fois passionnante et problématique. Passionnante par son engagement égalitaire et anti-bureaucratique et par sa critique du fétichisme du marché — y compris dans les pays dits « socialistes ». Ce n'est pas un hasard si notre camarade Ernest Mandel s'est solidarisé avec lui dans le débat économique des années 1963-64, contre les partisans des conceptions économiques de Staline (Charles Bettelheim) et contre les imitateurs cubains du modèle soviétique.

Mais sa réflexion — évidemment inachevée — est aussi problématique à plusieurs égards. Moins par ce qu'elle dit, que par ce qu'elle tait : la question de la démocratie socialiste. Ce n'est pas que les arguments du Che en défense de la planification économique contre les catégories marchandes soient faux : au contraire, ils gagnent une nouvelle actualité face à la vulgate néo-libérale dominante aujourd'hui. Mais ils laissent dans l'ombre la question politique clé : qui planifie ? Qui décide des grands choix du plan économique ? Qui détermine les priorités de la production et de la consommation ? Sans démocratie véritable — c'est-à-dire sans :

- a) pluralisme politique :
- b) discussion libre des priorités et
- c) libre choix par la population entre les diverses propositions et plate-formes économiques alternatives, la planification devient inévitablement un système bureaucratique, autoritaire et inefficace de « dictature sur les besoins », comme le montre abondamment l'histoire de l'ex-URSS. En d'autres termes : les problèmes économiques de la transition au socialisme sont inséparables de la nature du système politique. L'expérience cubaine au cours des vingt dernières années a révélé, elle aussi, les conséquences négatives de l'absence d'institutions démocratiques/socialistes — même si Cuba a pu éviter les pires



aberrations bureaucratiques et totalitaires des autres États dits « socialistes réels ».

La polémique du Che contre le fétichisme mercantile était tout à fait justifiée ; mais ses arguments en faveur de la planification seraient beaucoup plus convaincants s'ils étaient situés dans une perspective de contrôle démocratique des travailleurs sur les instances planificatrices. Comme le soulignait Ernest Mandel dans un autre contexte, il existe un tertium datur au delà des impasses du marché d'une part et de la planification bureaucratique de l'autre : l'auto-gestion démocratiquement articulée et centralisée, l'auto-gouvernement planifié des producteurs associés. (7) Dans ce domaine les idées de Guevara étaient - malgré sa méfiance envers le modèle soviétique et malgré sa grande sensibilité anti-bureaucratique - loin d'être claires.

8 octobre 1967 : une date qui restera pour toujours dans le calendrier millénaire de la marche de l'humanité opprimée vers son auto-émancipation. Les balles peuvent tuer un combattant de la liberté mais non ses idéaux, ses espoirs, ses rêves. Ceux-là lui survivront, en germant dans la conscience des générations qui reprennent la lutte. C'est ce qu'ont découvert, pour leur rage et déception, ceux qui tuèrent Emiliano Zapata, Rosa Luxembourg, Léon Trotsky et Ernesto Che Guevara.

Le monde d'aujourd'hui, après la chute du mur de Berlin, la fin des régimes autoritaires en Europe de l'Est, le triomphe de la globalisation capitaliste et l'hégémonie des idéologies néo-libérales, semble se trouver à des années-lumière de celui qui a vu vivre et lutter Ernesto Guevara. Cependant, pour ceux qui ne croient pas à la pseudo-hégélienne « fin de l'histoire », ni à la pérennité de l'économie de marché capitaliste/libérale, pour ceux qui refusent les injustices sociales criantes et la marginalisation des peuples du Sud par le « nouvel ordre mondial », le message humaniste et révolutionnaire du Che reste une fenêtre ouverte sur l'avenir. ★



5) Che Guevara, « Le socialisme et l'homme à Cuba », Textes politiques, p. 283.

6) Che Guevara, « Le plan et les hommes », Œuvres VI, Textes inédits, Paris, Maspero, 1972, p.90.

7) E. Mandel, « In defense of socialist planning », New Left Review, n°159, sept. oct. 1986.

Quelques repères biographiques du Che

Par Pierre Sylvain

1928-1945 : une jeunesse argentine

Ernesto naît le 14 juillet 1928 à Rosario (Argentine). Pour ménager la santé de leur enfant, asthmatique dès le plus jeune âge, ses parents s'installent à Altavracia, dans la sierra de Cordoba. En 1937, son père y fonde un comité de soutien à la République espagnole. C'est en 1944 que la famille s'établit à Buenos-Aires.

1945-1956 : études de médecine et découverte de l'Amérique latine

De 1945 à 1953, Ernesto mène à bien des études de médecine, interrompues par un périple aventureux de sept mois en Amérique latine.

A peine diplômé, il quitte à nouveau l'Argentine, gagne l'Amérique centrale et s'arrête au Guatemala en pleine effervescence démocratique sous le gouvernement Arbenz. Il y rencontre Hilda Gadea, sa première épouse. Après le coup d'État militaire qui renverse Arbenz, il gagne le Mexique. C'est là qu'il fait la connaissance de Fidel Castro en juillet 1955, qui le recrute comme médecin de l'expédition en préparation pour libérer Cuba. Sa fille Hildita naît en mars 1956 : « ... mon âme communiste se dilate sans mesure : ce poupon joufflu est le portrait caché de Mao Tsé Toung », écrit-il à sa mère.

En juin 1956, il est emprisonné au Mexique avec Fidel Castro et un groupe de rebelles cubains. Ils sont libérés au bout de deux mois.

1957-1958 : aux côtés de Fidel Castro dans la guérilla à Cuba

2 décembre 1956 : les 82 hommes embarqués à bord du Granma, qui a quitté les côtes mexicaines dans la nuit du 24 au 25 novembre, débarquent en catastrophe sur les côtes cubaines à l'est de l'île, immédiatement harcelés par les troupes de Batista.

Réduit bientôt à 22 hommes, le groupe réussit à se réorganiser dans la Sierra Maestra et remporte ses premiers succès. L'armée rebelle se renforce. En août 1958, le Che prend la direction d'une colonne de 148 hommes qui gagne le centre de l'île, avec l'objectif d'isoler la ville de Santa Clara. La ville est prise par les troupes du « commandante » Che Guevara le 30 décembre 1958. La dictature s'effondre et Batista s'enfuit de

la Havane paralysée par une grève générale : les troupes du Che et de Camillo Cienfuegos font leur entrée dans la capitale le 2 janvier 1959.

1959-1965 : dirigeant de premier plan de la révolution cubaine

Le Che joue un rôle de premier plan dans la conduite de la révolution cubaine : responsable de la réforme agraire à la tête de l'INRA en octobre 1959, nommé président de la banque nationale en novembre de la même année, il devient ministre de l'industrie en février 1961. C'est à cette époque que Fidel Castro proclame le caractère socialiste de la révolution à Cuba.

Avec Aleida March, compagne des années de guérilla, que le Che a épousée en juin 1959, il aura trois enfants, Aleidita, Celia et Camillo.

Il effectue de nombreux voyages à l'étranger, visite à plusieurs reprises l'Algérie de Ben Bella, dirige la délégation cubaine invitée à Moscou pour le 47^e anniversaire de la révolution d'Octobre. A nouveau à Alger, il y prononce le 24 février 1965 un discours essentiel, où il met explicitement en cause la politique de l'URSS.

Il quitte Cuba en mars 1965 en abandonnant toutes ses responsabilités officielles. C'est le 3 octobre que Fidel Castro donne lecture de sa lettre d'adieu.

1966-1967 : dernier « cri de guerre contre l'impérialisme » — la guérilla bolivienne

Après avoir cherché à apporter son soutien aux luttes de libération en Afrique noire, le Che gagne la Bolivie en novembre 1966. Le noyau de guérilla dont il prend la direction est bientôt pourchassé par d'importantes forces de l'armée bolivienne. Très isolé, privé du soutien promis par le parti communiste bolivien, le groupe survit dans des conditions de plus en plus précaires. Lors d'un nouvel affrontement le 8 octobre 1967, le Che est blessé et capturé ainsi que la plupart de ses compagnons. Le lendemain, il est assassiné sur ordre du président bolivien Barrientos et de ses conseillers de la CIA. ★



Che Guevara

produit d'une révolution

Philosophe internationalement reconnu, membre du Parti communiste cubain (PCC), Fernando Martinez Heredia a été, au cours des années 60, le principal rédacteur de la revue marxiste indépendante *Pensamiento Critico*, qui a dû cesser sa parution en 1971. Auteur d'un livre sur Che Guevara et le socialisme qui a reçu le prix « Casa de las Americas » en 1987, il fait partie du groupe de chercheurs récemment renvoyés du Centre d'étude des Amériques (organe de recherches auprès du CC du PCC). Lors de son récent passage à Paris, où il a été l'invité du Centre d'études marxistes sur l'Amérique latine « José Carlos Mariategui », nous lui avons posé quelques questions.

*Entretien avec Fernando Martinez Heredia
Propos recueillis par Michael Löwy*

Inprecor : Nous commémorons cette année le trentième anniversaire de la mort du Che. Au-delà de cette commémoration, il y a un problème de fond, à savoir l'actualité de sa pensée. Tu es auteur d'un livre important sur le sujet. Tes contributions ont été débattues à Cuba et en Amérique latine. Pourquoi à ton avis la pensée du Che est-elle toujours d'actualité ?

Fernando Martinez Heredia : Si l'idée selon laquelle la fin des régimes de l'Europe de l'est est la fin du socialisme ne tient plus la route, il faut reconnaître l'usure des idéologies qui se sont affrontées au capitalisme tout au long de ce siècle. La revitalisation de l'idéal socialiste ne sera pas facile.

Maintenant, le message du Che est à la fois le message d'un homme exemplaire capable de donner sa vie pour ses idées et pour les autres, celui de quelqu'un qui a pu imaginer un monde sans capitalisme pendant qu'il combattait le capitalisme.

Le socialisme du Che n'avait rien à avoir avec ce monde très particulier où des crimes ont été commis au nom du socialisme. Pour lui le socialisme devait être une nouvelle manière de vivre favorisant le développement individuel et transformant aussi bien les rapports entre les individus que les relations entre la société et le pouvoir.

Si son nom a toujours été associé à la lutte c'est parce que pour lui la fin du capitalisme ne pourra être que le résultat d'un combat que nous devons mener à bien.

● **Quelles sont à ton avis les différences fondamentales entre la conception du socialisme du Che et le « socialisme réel » ?**

Avant tout je crois que c'est le but en lui-même : c'est-à-dire la libération de l'être humain, la libération des relations entre individus proposée par Marx et Engels.

Che représente la première révolution

socialiste du monde occidental. Lutte de libération nationale de par sa situation dans le monde colonial et néo-colonial, elle est internationaliste parce qu'elle exprime le nécessité de l'union de tous les exploités et opprimés de la planète.

Le Che est le produit de cette expérience, mais il a toujours accompagné son action d'une réflexion non seulement sur les problèmes auxquels il a été confrontés mais aussi sur leurs répercussions et l'émergence de situations nouvelles.

Dans ce sens, il s'inscrit dans la tradition marxiste bolchevique.

La conjonction entre cette tradition et la situation historique particulière créée par la révolution cubaine va le conduire à réagir contre ce qui existait en URSS. C'est-à-dire la domination d'un groupe au nom du socialisme, l'utilisation du marxisme comme idéologie de légitimation du pouvoir et non pas comme instrument de la révolution, l'écrasement de la diversité sociale, la bureaucratisation extrême du système politique, l'expropriation du pouvoir de la population sur l'économie, la politique et la reproduction des idées.

Alors, cette réalité pendant les années du Che que sont les premières années de la révolution cubaine comportait beaucoup de confusions.

De plus le peuple soviétique, en combattant héroïquement contre le fascisme avait redoré le blason d'une révolution écrasée avant la Seconde Guerre mondiale.

● Qu'est-ce que tu veux dire ?

Ecrasée parce que si toute révolution doit faire face à des obstacles (l'isolement, le sous-développement, l'agression impérialiste) il s'agit là d'obstacles à surmonter à travers la lutte. Il est compréhensible que des mesures soient prises pour y faire face, mais il faut distinguer les mesures nécessaires de celles qui relèvent d'une volonté politique discutable.



En URSS, des mesures appartenant à la deuxième catégorie ouvrirent la voie à la formation d'un groupe dominant, à l'expropriation politique de la révolution pour aboutir tragiquement à l'assassinat d'une grande partie des révolutionnaires et à l'élimination de toute possibilité de développer la démocratie socialiste.

Ainsi fut liquidé un processus qui aurait pu déboucher non seulement sur la création d'une puissante URSS face au monde capitaliste mais aussi sur une société où les changements dans la vie du peuple auraient créé un pôle d'attraction, une force pour tous les combattants pour le socialisme dans le monde entier. ★

Che Guevara : de l'éthique dans le combat politique

1967- 1997 : il aurait soixante neuf ans. Dans un ordre mondial qu'il n'avait jamais imaginé, dans un continent ravagé par le néo-libéralisme, dans une île soumise aux contraintes de la dollarisation. Comment penser ou repenser le Che ? Brouillée par un monde chaotique, l'image du Che oscille entre les contresens et le persiflage. Mythe vide de sens ou utopiste totalitaire et suicidaire. Guérillero héroïque mais mauvais militaire pour les uns, piètre organisateur pour certains, ou pour d'autres encore, puritain masochiste et impitoyable maniant l'abus de pouvoir, dont l'irresponsabilité et l'inflexibilité politique auraient — en l'absence du génie pragmatique de Fidel Castro — conduit à l'échec la révolution cubaine à l'instar du Congo et de la Bolivie.

Comment retrouver en cette fin de siècle le sens d'un combat mené dans les années 1960, cette décennie révolutionnaire ? On connaît mieux aujourd'hui la fin de la vie du Che mais ses écrits — nombreux — sont conservés à Cuba et restent toujours inconnus. Son itinéraire idéologique reste encore à découvrir.

Par Janette Habel

La brièveté de sa vie politique (treize ans entre la victoire de la CIA contre Arbenz au Guatemala et sa mort en Bolivie, huit ans à Cuba dont six après la victoire) et l'accélération brutale de l'histoire dont il était partie prenante, rendent plus complexe l'interprétation de certains de ses textes. La pensée du Che était en constante évolution.

Bien qu'il se soit défendu d'être un théoricien et qu'il n'ait jamais appartenu à un parti politique avant son engagement à Cuba, tous les témoignages concordent : dans la Sierra Maestra, comme lors de la prise du pouvoir, il fut l'un des principaux inspireurs — voire même le principal — du cours radical suivi par la révolution. Mais



sa conscience politique allait profondément évoluer en quelques années. Entre l'évocation positive des pays du « rideau de fer » dans la Sierra Maestra (dans une lettre au responsable du Mouvement du 26 Juillet René Ramos Latour, lettre qu'il qualifiera « d'idiote » plus tard) et la critique impitoyable de l'URSS et des pays d'Europe centrale des années 1964-1965, six ans à peine se sont écoulés. En Octobre 1960 il se rend à Moscou. L'île est étranglée par l'embargo américain sur les marchandises décrété le 13 Octobre. Il obtient du bloc soviétique des crédits, l'achat d'une grande partie du sucre cubain contre du pétrole (la Chine achètera le reste). Présent lors de l'anniversaire de la révolution d'octobre il est ovationné par la foule. Certain qu'une agression américaine est imminente (l'invasion de la Baie des Cochons aura lieu 4 mois plus tard) il revient convaincu que « l'URSS et tous les pays socialistes sont disposés à entrer en guerre pour défendre notre souveraineté » (1). En Octobre 1962 la crise des fusées apportera un démenti cinglant à ses illusions. Et le guérillero devenu ministre fera l'expérience des pratiques commerciales soviétiques, de la diplomatie de grande puissance de Moscou lors de la crise des fusées. Il découvre la triste réalité du socialisme autoritaire bureaucratique et les privilèges des détenteurs du pouvoir. Dans les conférences du Ministère de l'industrie il dénoncera ce que l'on n'appelle pas encore le « socialisme réellement existant ».

Sa réflexion conforte alors un humanisme forgé lors de son périple en Amérique latine. Argentin, il connaît les pratiques clientélistes et populistes du péronisme. Il découvrira plus tard les privilèges des « directeurs » et des responsables du Parti. « L'homme nouveau » qu'il veut promouvoir et dont on fait une caricature totalitaire, le comportement exemplaire qu'il s'impose en tant que dirigeant, le travail volontaire qu'il impulse, sont à l'opposé des pratiques staliniennes. Il est inspiré par une conception éthique du pouvoir qui s'avère être aussi une nécessité politique. Lorsqu'il annonce aux ouvriers du sucre en 1961 que les pénuries vont s'aggraver (la viande et le lait sont désormais rationnés) il prend un engagement qui soulève l'enthousiasme des participants : « Dans la nouvelle étape de la lutte révolutionnaire personne ne recevra plus que d'autres, il n'y aura ni fonctionnaires privilégiés ni latifundistes. Les seuls privilégiés à Cuba seront les enfants ».

La population souffre déjà de multiples privations ; la résistance à l'invasion américaine suppose une immense mobilisation populaire impossible sans une adhésion au projet révolutionnaire ; la victoire de Playa Giron, première défaite impériale en Amérique latine ne s'explique pas autrement.

Loin de la corruption et du népotisme propres aux caudillos latino-américains, le Che impose l'image d'un dirigeant austère, exigeant avec lui-même comme avec les autres. Les anecdotes sont inépuisables : il supprime les suppléments dont sa famille bénéficie en matière de nourriture, il explique publiquement pourquoi malade, il occupe provisoirement une demeure au bord de la mer que son salaire ne lui permet pas de payer. Le Che a très vite eu conscience de la nécessité de lutter contre les privilèges ; le projet révolutionnaire devait selon lui faire naître un dirigeant exempt de toute corruption, mettant en accord ses paroles et ses actes. Son austérité personnelle était légendaire.

Il mènera un combat incessant contre la bureaucratisation de la nouvelle administration en tentant d'imposer un mode d'exercice du pouvoir radicalement nouveau. Il échouera et « l'Argentin », comme le désigneront avec mépris certains fonctionnaires, se fera beaucoup d'ennemis.

On a parfois donné de son intransigeance une interprétation psychanalytique. C'est ne pas comprendre pourquoi à Cuba, le nouveau pouvoir devait incarner une rupture radicale avec la corruption de l'ancien régime. Car la « nature » revient vite au galop : témoin ces guérilleros du 26 juillet qui après la victoire stratégique de Santa Clara, alors que Batista est vaincu, s'emparent des Cadillac des policiers de la dictature pour rejoindre La Havane. Ils sont immédiatement sanctionnés par le Che. On dit aujourd'hui que ces sanctions, voire ces punitions sévères, relèveraient d'un stalinisme spécifique, le goulag tropical. Ainsi, tout est mélangé : la discipline imposée dans une guérilla en lutte contre une dictature appuyée par Washington, les exécutions des tortionnaires de Batista à la caserne de la Cabaña après la prise du pouvoir, prémisses supposées de l'évolution répressive du régime. On oublie le Che soignant les prisonniers blessés et les relâchant ensuite et sa générosité austère mais sans limites.

UNE RÉFLEXION INACHEVÉE

La relecture des derniers textes du Che dans le grand débat économique public qui l'opposa aux partisans des réformes économiques soviétiques des années 1960 — première version de la pérestroïka —, son essai sur « Le socialisme et l'homme à Cuba » et ses derniers discours, en particulier celui prononcé à Alger en 1965 mettent en évidence une vision critique et prémonitrice des problèmes de la société de transition en URSS. Dans un livre commencé peu de temps avant sa mort et qui resta inachevé, il écrivait : « Beaucoup de soubresauts guettent l'humanité avant sa libération définitive



mais — nous en sommes convaincus — celle-ci ne pourra se produire sans un changement radical de stratégie des principales puissances socialistes. Ce changement sera-t-il le produit de la pression inévitable de l'impérialisme ou d'une évolution des masses de ces pays ou d'un enchaînement de facteurs ? L'histoire nous le dira. Nous apportons quant à nous notre modeste grain de sable tout en craignant que l'entreprise ne dépasse nos forces » (2).

Il fût rapidement conscient des difficultés que Cuba risquait de connaître compte tenu de sa dépendance à l'égard du « grand frère » soviétique.

Dès la prise du pouvoir il avait compris la nécessité de rompre avec la monoculture sucrière pour réduire la dépendance du pays et tenter d'assurer un développement économique plus autonome. L'accent mis sur l'industrialisation répondait à cette préoccupation majeure. Mais très vite la loi d'airain du marché mondial s'était fait sentir : la baisse de la production de la canne à sucre — principal produit d'exportation — ne permettait pas de garantir les importations nécessaires au développement économique d'un pays dépourvu de ressources énergétiques et dont les revenus provenaient pour l'essentiel de cette monoculture imposée par la colonisation au 19^e siècle. Il fallut rectifier. « Nous avons voulu accélérer l'industrialisation. Ce fut une sottise. Nous avons voulu remplacer toutes les importations et fabriquer les produits finis sans voir les complications énormes que supposait l'importation des biens intermédiaires » dira le Che à Eduardo Galeano.(3)

Le commerce avec l'URSS, et notamment les livraisons de pétrole après la rupture totale avec les États-Unis, devait garantir la stabilité des échanges ainsi qu'une équité commerciale réelle entre un petit pays économiquement dominé et une puissance se réclamant du socialisme qui disposait de l'arme nucléaire et venait de se lancer à la conquête de l'espace.

1) Paco Ignacio Taibo II Ernesto Guevara también conocido como el Che. Ed. Planeta Madrid 1996

2) Œuvre inédite. Source: Manuscrit de Carlos Tablada

3) Cité in Paco Ignacio Taibo II p. 424. Cette politique de "substitution des importations" était à l'époque préconisée pour l'Amérique latine par la CEPAL



Il fallut peu de temps au Che — à la différence des autres dirigeants cubains — pour comprendre les risques et la fragilité de ces relations.

TRANSITION ET SOUS DÉVELOPPEMENT

Très vite ses doutes portèrent sur la politique intérieure. Les propositions de réformes économiques marchandes engagées par les économistes soviétiques (notamment Liberman et Trapeznikov) firent l'objet de nombreux débats alors que l'île était déjà confrontée à la nécessité de redéfinir une stratégie de développement.

Le grand débat économique engagé de 1963 à 1965 au sein du Ministère de l'industrie, puis au sein de la direction cubaine, portait sur la construction du socialisme, plus précisément sur les conditions de la transition du capitalisme au socialisme dans une île soumise aux contraintes de la monoculture sucrière, subissant directement les pressions du marché international, dont le développement était entravé par le blocus mis en œuvre par la première puissance économique mondiale.

La controverse concernait le rôle de la loi de la valeur pendant la période de transition, le degré de centralisation des entreprises, le rôle des stimulants matériels et moraux. Ceux qui soulignaient l'importance de la loi de la valeur attribuaient une place majeure aux mécanismes du marché dans l'économie planifiée, ainsi qu'à la nécessité d'accorder une large autonomie financière aux entreprises en insistant sur le rôle des incitations monétaires pour accroître la productivité du travail. Le Che et ses partisans mettaient d'abord l'accent sur la nécessité d'une gestion centralisée tenant compte des inégalités du développement cubain : réseau de télécommunications et de transports développés mais pénurie dramatique de cadres et besoin d'un contrôle drastique des ressources compte tenu du blocus, du faible niveau de développement et surtout de la pénurie de devises. Il estimait que l'autonomie financière des entreprises risquait de remettre en cause les priorités décidées nationalement au profit de choix sectoriels, d'accroître l'autonomie des directeurs en

matière d'investissements et de salaires et d'induire un développement inégal et déséquilibré. Il redoutait les effets d'une organisation du travail fondée exclusivement sur des incitations monétaires et les différenciations sociales qui en découleraient nécessairement. Prophétique, il écrivait : « On revient à la théorie du marché... Toute l'organisation du marché mise sur le stimulant matériel... et ce sont les directeurs qui chaque fois gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la RDA, l'importance qu'y prend la gestion du directeur ou mieux la rétribution de la gestion du directeur » (4). Vingt-cinq ans plus tard on en a vu les conséquences lors du soulèvement des masses populaires d'Allemagne de l'Est lasses du marasme économique, du manque de libertés politiques et des privilèges de dirigeants corrompus.

Inspiré par une sensibilité anti-bureaucratique aiguë et guidé par des considérations politiques et sociales le Che s'était prononcé contre la primauté donnée aux relations monétaire-marchandes dans la construction du socialisme sans que cela ait jamais signifié qu'il ait eu l'illusion de leur suppression brutale. Loin de la caricature que l'on a faite de ses positions il insistait sur la nécessité des stimulants moraux, conçus comme des incitations collectives au travail ce qui allait de pair avec une politique salariale étroitement liée au développement des qualifications, le plus important étant « de choisir correctement l'instrument de mobilisation des masses » sans lequel le socialisme était selon lui voué à l'échec. L'égalité des droits, et la socialisation — sans doute excessive — de l'économie avaient été décisifs pour la résistance populaire : face à l'agression extérieure un autre monde semblait se construire qui valait la peine que l'on se batte. Mais revendiquant le droit à l'erreur il précisait que si ses conceptions « devaient s'avérer être un frein dangereux pour le développement des forces productives il faudrait en tirer les conclusions et emprunter des voies plus connues (transitos) » (5).

Le développement de la conscience révolutionnaire et de l'éducation devaient contribuer à forger une attitude communiste face au travail (c'est pourquoi il montrait l'exemple non par masochisme mais par nécessité), « la formation de l'homme nouveau et le développement de la technique » devaient éviter que la transition au socialisme ne soit dévoyée. Les rapports entre le socialisme et l'homme étaient au centre de ses préoccupations, l'homme comme facteur essentiel de la révolution, « acteur de ce drame étrange et passionnant qu'est la construction du socialisme ». L'éducation et la conscience étaient au cœur de cette société plus juste « Dans cette période de construction du socialisme nous pouvons

assister à la naissance de l'homme nouveau. Son image n'est pas encore tout à fait fixée, elle ne pourra jamais l'être étant donné que cette évolution est parallèle au développement de nouvelles structures économiques... C'est l'homme du 21^e siècle que nous devons créer bien que ce ne soit encore qu'une aspiration subjective et non systématisée » (6).

Ainsi, loin des déformations staliniennes, les prémisses du Che étaient elles humanistes et révolutionnaires. Mais il est vrai qu'il mettait trop l'accent sur la critique économique, sur le poids des relations marchandes et insuffisamment sur le caractère policier et répressif du système politique soviétique. C'est sans doute là une des failles essentielles de sa réflexion. L'un de ses biographes Roberto Massari (7) souligne (comme K.S. Karol) les faiblesses de la pensée du Che ce dont témoignent jusqu'en 1963 environ plusieurs de ses discours ou de ses écrits. Cette faiblesse va de pair avec une certaine naïveté, notable dans ses jugements à l'égard des cadres du vieux PSP.

Ce n'est qu'en 1966, commentant le Manuel d'Economie Politique de l'URSS, qu'il approfondit sa réflexion théorique. Il écrira alors : « Le terrible crime historique de Staline » aura été « d'avoir méprisé l'éducation communiste et instauré le culte illimité de l'autorité » (8).

CONTRE LE DOGMATISME

« Une rébellion contre les oligarchies et contre les dogmes révolutionnaires ». C'est ainsi qu'il célébrait dans son journal en Bolivie la commémoration du mouvement du 26 juillet. Il critiquait avec vigueur « la scolastique qui a freiné le développement de la philosophie marxiste et empêché systématiquement l'étude de cette période dont on n'a pas analysé les fondements économiques » (Le socialisme et l'homme).

Sa conception de l'avant garde, guidée par des dirigeants exemplaires, témoignait d'une réflexion critique mais inachevée sur le rôle et la place du parti dans ses rapports avec les organisations de masse. Il ironisait : « Le Parti a déjà décidé pour toi et tu n'as plus qu'à le digérer » (9). et il affirmait « Nous ne devons pas créer des salariés soumis à la pensée officielle ni des "boursiers" qui vivent sous la protection du budget de

4) Ernesto Che Guevara. *Ecrits d'un révolutionnaire*. Ed. La Brèche. Paris 1987

5) Ernesto Guevara. *A propos du système budgétaire de financement*. Ed. Maspéro. Oeuvres III. 1968

6) E. Guevara. *Textes Politiques Le socialisme et l'homme*. Cuba. Ed. Maspéro 1965-1968

7) R. Massari. *Che Guevara pensiero e politica dell' utopia*. Ed. Associate 1987. Roma

8) Commentaires au "Manuel d'Economie Politique de l'URSS". Œuvre inédite. 1966. Cité in *Tercer Milenio*. Juan Antonio Blanco p 83. La Havane 1995

9) Œuvre inédite. Source : manuscrit de C. Tablada

l'État en exerçant une liberté entre guillemets. »

Mais il n'analysait pas les méfaits du parti unique/parti d'État : son expérience de six années à la direction de l'État cubain fut trop brève. Il était marqué par la guerre, le conflit démesuré avec Washington et par la spécificité de l'expérience cubaine ; dans la Sierra Maestra il s'était opposé à l'aile urbaine du mouvement du 26 juillet identifiée à un courant de droite. L'existence jusqu'en 1965 de trois courants politiques distincts (le M-26-7, le PSP et le Directoire) se révéla être un obstacle à l'unité de la Révolution. Le Parti unique ne fut constitué qu'en 1975 tant la fusion fut difficile. Dans le climat de guerre des premières années de la révolution l'essentiel était de résister. Le pluralisme était relégué à plus tard.

Ceci ne l'empêchait pas de mettre en pratique une conception politique profondément différente de celle instaurée par le nouveau pouvoir. Lors de la première Réunion Nationale de Production en 1961 la transparence règne : les erreurs et ceux qui en sont responsables sont cités publiquement. « Vous venez de m'accueillir par de chaleureux applaudissements mais je ne sais si c'est en tant que consommateurs ou en tant que complices je crois que c'est plutôt comme complices » déclare-t-il devant 3 500 cadres du gouvernement.

Il fut le seul — au prix de quelles critiques ! — à mener dans la revue du Ministère de l'industrie, un débat public et contradictoire sur le système économique du pays. Le Ministère était d'ailleurs un refuge pour ceux qui se trouvaient écartés de leurs responsabilités : c'est ainsi qu'il incorpora l'ancien ministre des communications Oltuski écarté du gouvernement en Juillet 1960. L'anecdote est d'autant plus significative que le Che avait polémique durement avec Oltuski pendant l'insurrection. Membre de l'aile gauche du M-26-7 Oltuski était jugé trop anti-soviétique alors que le rapprochement avec l'URSS était à l'ordre du jour. Le Che avait de la même façon refusé de céder aux pressions d'un dirigeant syndical qui exigeait le licenciement d'un employé de banque accusé d'avoir été batisien : défendant l'honnêteté de ce dernier le Che avait dénoncé le début d'une chasse aux sorcières (10).

Dans un texte très significatif (Un pecado de la revolución) le Che rappelle les erreurs commises selon lui, à l'égard du Deuxième front de l'Escambray mis à l'écart lors de la marche sur La Havane, erreurs dont il estime qu'elles furent à l'origine du départ de nombreux cadres. Ces réflexions autocritiques sur les rapports unitaires avant la prise du pouvoir — sont les seules publiées jusqu'alors.

Il était conscient plus que tout autre diri-

geant du tiers-monde à l'époque des tares du « socialisme réellement existant ». Hostile au langage codé des apparatchiks il n'hésitait pas à critiquer publiquement et durement : dans son discours public à Alger en 1965 (son dernier discours officiel en tant que responsable cubain) il dénonçait devant le séminaire afro-asiatique réuni alors la « complicité tacite » de la direction soviétique avec l'exploitation impérialiste et le maintien de l'échange inégal. C'est aussi parce qu'il avait pressenti les difficultés infernales auxquelles se heurterait la construction du socialisme dans une seule île, et la nécessité d'autres victoires révolutionnaires qu'il avait lancé dans son message à la Tricontinentale le mot d'ordre célèbre « Créer deux ou trois Vietnam »... dont on a souvent donné une image caricaturale. Révolté par « la guerre d'insultes et de crocs-en-jambe que se livraient les deux plus grandes puissances du camp socialiste » il était saisi « par l'angoisse de ce moment illogique de l'humanité » face à « la solitude vietnamienne ». Avec lucidité, le Che devançait l'évolution historique en prévoyant les dangers d'insurrections isolées dans une configuration mondiale tragiquement dominée à l'époque de la Guerre froide par l'impérialisme et le stalinisme, la mort du second étant déjà inscrite dans sa trajectoire.

Dès 1962, un an après la proclamation officielle du caractère socialiste de la révolution cubaine et 2 ans après l'établissement des relations privilégiées avec l'URSS, la crise des fusées avait ébranlé sa confiance quant à la solidité de l'alliance et à la fiabilité de l'aide. Il avait été chargé de négocier l'appui militaire de Moscou face aux menaces de plus en plus précises d'intervention américaine après l'échec de l'invasion de la Baie des Cochons en 1961. La proposition d'installer des fusées nucléaires à Cuba — dont la responsabilité incombe à Moscou — avait pour objectif de dissuader le Pentagone de déclencher une telle agression ; mais elle modifiait de fait l'équilibre atomique. La proximité du territoire américain aggravait la menace nucléaire en rendant en cas de conflit une attaque soviétique beaucoup plus rapide et en diminuant l'efficacité de la riposte américaine. Kennedy exigea le retrait des fusées sous peine de risquer un conflit thermo nucléaire : le monde fut au bord de la guerre. Le gouvernement soviétique accepta le démantèlement des armes offensives.

Mais le retrait des fusées et les négociations entre Khrouchtchev et Kennedy s'effectuèrent dans la tradition bureaucratique de la diplomatie soviétique sans consultation aucune, dans le mépris le plus complet de la souveraineté cubaine. La surprise et l'indignation des Cubains furent totales et la crise d'Octobre (« ces jours lumineux et tristes » évoqués dans sa lettre d'adieu) marqua sans doute la première brèche dans les rapports soviéto-cubains.



La politique étrangère de l'URSS — en particulier le soutien parcimonieux apporté au peuple vietnamien — allait renforcer sa vision de plus en plus critique à l'égard du camp socialiste.

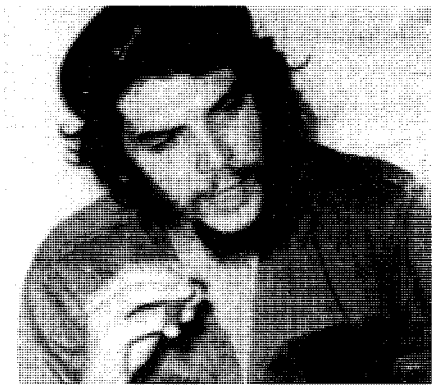
LE MYSTÈRE DU DÉPART

Comment comprendre son départ de Cuba ? Par la conviction de l'impossibilité d'un développement insulaire ? Par son désir de retrouver les champs de bataille ? Par sa volonté de rompre la dépendance cubaine à l'égard de l'URSS et ce en accord avec Fidel ? Ce partage des tâches entre l'homme d'État gestionnaire et le combattant insurgé fut peut-être le résultat d'un compromis. Mais cette division du travail ne suffit pas à rendre compte des failles ou des conflits antérieurs à son départ et ne permet pas de comprendre la séquence des événements ultérieurs. Est-il conscient qu'il a de moins en moins de place dans le système politique qui se met en place ? Ses exigences irritent les fonctionnaires et les cadres dirigeants, son mode de vie est un défi pour la nomenklatura naissante dont il critique l'incompétence. Le manque de cadres est catastrophique pour la gestion économique mais il s'accuse aussi d'être responsable des erreurs commises : « Nous sommes coupables et il faut le dire franchement. La classe ouvrière veut-elle nous condamner pour cela ? Qu'elle nous condamne, qu'elle nous remplace, qu'elle nous fusille, qu'elle fasse ce qu'elle veut. C'est là qu'est le problème » (11). Il s'en prend aux dirigeants syndicaux dont la majorité n'a aucune base de masse et qui croient n'avoir que des droits et aucun devoir. Il affirme : « En ce moment les syndicats pourraient ne pas exister et transférer leurs fonctions aux comités de justice du travail. Seule la bureaucratie syndicale ne serait pas d'accord car il faudrait qu'elle retourne à la production.. les principaux concernés répondent que ça fait 18 ans qu'ils sont dirigeants syndicaux.. »

De même dénonce-t-il très tôt la perversion du rôle des Comités de défense de la révolution (CDR) qu'il accuse d'être un nid d'opportunistes ; il rappelle aux membres de

10) cf le récit de Paco Ignacio Taibo II Op. cité

11) Ibid. p. 445



la Sûreté qu'un « contre-révolutionnaire est quelqu'un qui lutte contre la révolution, mais celui qui use de son influence pour obtenir un logement puis obtient ensuite deux voitures, celui qui viole le rationnement, qui possède tout ce que le peuple n'a pas est également un contre-révolutionnaire » (12).

La biographie récente de Paco Ignacio Taibo II illustre bien la tension croissante que fait naître l'écart entre la pénurie des ressources économiques et humaines et l'urgence du développement dans un pays agressé. « Nous sommes dans un moment difficile : nous ne pouvons nous payer le luxe de punir les erreurs, peut-être pourrions nous le faire dans un an. Qui va licencier le Ministre de l'industrie (13) qui a signé un plan en Novembre dernier prévoyant la production de 10 millions de chaussures et quelques autres stupidités ? (14) » Il semble se consumer dans une lutte épuisante et multiplie les critiques et les autocritiques à l'égard d'un fonctionnement qui exige « l'exécution péremptoire, les obligations non discutées... on finit par ne plus considérer les gens comme des êtres humains mais comme des soldats, comme des numéros dans une guerre qu'il faut gagner. La tension est telle qu'on ne voit plus que le but... et l'on oublie peu à peu la réalité quotidienne. Nous devons faire quelque chose pour que ce ministère soit un peu plus

humain » (15).

Le Che se bat sur tous les terrains : en même temps qu'il impulse la réorganisation industrielle il polémique sur le plan théorique à la recherche d'un autre socialisme de plus en plus convaincu de l'échec soviétique. Mais le débat économique — dont l'enjeu est la stratégie de développement de l'île — se termine pour le Che par une défaite. Il part pour un long voyage. Le discours très critique à l'égard de Moscou qu'il prononce à Alger est très mal accueilli : de nombreux témoignages le confirment (16) et il ne sera pas intégralement publié dans la presse cubaine. L'un des attachés de l'ambassade soviétique aujourd'hui en exil (qui souhaite garder l'anonymat) affirme que le gouvernement soviétique fit savoir qu'il jugeait ce discours inacceptable de la part d'un dirigeant cubain. Après avoir été accueilli par Fidel Castro à l'aéroport, avec lequel il discutera pendant environ deux jours, le Che n'apparaîtra plus jamais publiquement.

Un mois après il part clandestinement pour le Congo. Que l'Afrique ait été considérée par La Havane comme un enjeu majeur dans le conflit entre le tiers-monde et l'impérialisme en ces années soixante ne fait pas de doute. Mais on peut douter que la participation du Che ait été incluse dans le projet initial : outre les problèmes diplomatiques, sa présence ne pouvait manquer de créer des difficultés aux dirigeants africains (dont Laurent-Désiré Kabila) qui ne manquent pas de le faire savoir. Aussi osée qu'ait été la politique étrangère cubaine à l'époque — et elle était d'une extraordinaire audace — il ne semble pas que la présence du principal dirigeant cubain après F. Castro ait été prévue. Selon Taibo, le Che évoque en février 1965 devant Nasser sa participation éventuelle à la lutte congolaise, puis il y renonce, convaincu par les arguments du dirigeant égyptien. Comment expliquer ces hésitations et ces revirements si peu conformes à sa personnalité ?

Quelques mois de présence lui suffiront pour mesurer l'irréalisme de l'entreprise au vu des faiblesses des mouvements de libération africains ; il décidera d'organiser la retraite. Une attitude qui va à l'encontre de ses pulsions « suicidaires ». Il s'opposera à l'envoi supplémentaire de Cubains proposé par F. Castro (17). Réaliste et pragmatique il juge le départ inéluctable. Son journal d'Afrique (intitulé *Passages de la guerre révolutionnaire : le Congo* (18)) ne sera publié que partiellement, trente ans plus tard. Sa correspondance avec Fidel est inconnue.

Il séjournera plusieurs mois à Prague « un lieu sûr où il doit décider ce qu'il veut faire » (19). Sa présence est clandestine car il se méfie beaucoup des services secrets tchèques. On ne sait rien des raisons de ce long séjour ni de ses échanges épistolaires avec Fidel. Il retournera secrètement à Cuba pour

quelques mois s'entraînant clandestinement.

Comment se prépare le départ en Bolivie à la fin de l'année 1966 ? Comment expliquer le rôle attribué au PC Bolivien en dépit de relations déjà conflictuelles ? La réunion du Che à Cuba en 1964 avec le dirigeant d'une scission du PCB favorable à la lutte armée avait déjà provoqué la colère du secrétaire général Mario Monje. Ce dernier allait imposer des exclusives à l'égard d'autres forces boliviennes de gauche avant d'abandonner la guerrilla (20).

Comment expliquer les failles, « le manque de transparence et l'ambiguïté du projet » selon Taibo II quand on connaît la rigueur et la minutie exigeante du Che ? François Maspéro découvrira plus tard qu'il est le principal support du réseau extérieur, Régis Debray voyage pour repérer et étudier les lieux : lourde responsabilité pour un étudiant français dont le choix sera contesté.

Selon Taibo II qui cite un rapport de la CIA, celle-ci aurait été informée dès la fin de l'année 1966 des préparatifs de la guerrilla (21). L'enchaînement fortuit des événements, la découverte prématurée du camp d'entraînement imposant des combats imprévus, suffisent-ils à éclairer la séquence dramatique de l'évolution de la guerrilla et l'issue finale ? A cette question nul aujourd'hui ne peut répondre.

Déformé, momifié, le Che survit. Après la chute du mur de Berlin, dans les décennies des révolutions du vingtième siècle. Vainqueur et vaincu. D'où vient la force du message ? Homme de conviction, chef de guerre et poète raté, insurgé et engagé, ministre puis guérillero. Il incarne le mépris du pouvoir, il réhabilite la politique. Il n'y a pas eu, il n'y a pas de modèle guérilliste de construction du socialisme. Mais la recherche d'un autre mode d'organisation sociale, au service de « los de abajo » (ceux d'en-bas) et non de « los de arriba » (ceux d'en-haut) comme l'on dit aujourd'hui en Amérique latine. Porteur d'une conception éthique du pouvoir, dirigeant politique d'un type nouveau mettant en accord ses actes avec ses paroles, critique féroce des socialismes dévoyés, sa modernité tient à ce mélange d'humanisme et d'intégrité. « Guevara est arrivé, la mascarade est terminée » criaient déjà les manifestants à Montevideo en 1961. ★

12) E. Che Guevara Textes inédits Oeuvres VI Ed. Maspéro 1972 L'influence de la révolution cubaine en Amérique latine p. 149

13) Lui-même..

14) Ibid. p. 451

15) Ibid. p. 435

16) Raúl Roa téléphone au Che à son retour à La Havane (en Mars 1965) pour lui demander de recevoir Huberman et Sweezy et le félicite pour son discours. Réponse du Che "Eres uno de los pocos comieraldas a quien le gusto ese discurso" (témoignage oral. Paris 1997)

18) Extraits du journal de Ernesto Che Guevara L'année où nous n'étions nulle part. P.I. Taibo II, Froilan Escobar, F. Guerra. Ed. Métailié. Paris 1995

19) Titre qui constitue de fait le deuxième volume de *Passages de la guerre révolutionnaire* (Cuba)

20) Selon un agent des services secrets cubains in Paco Ignacio Taibo II. Op. cit.

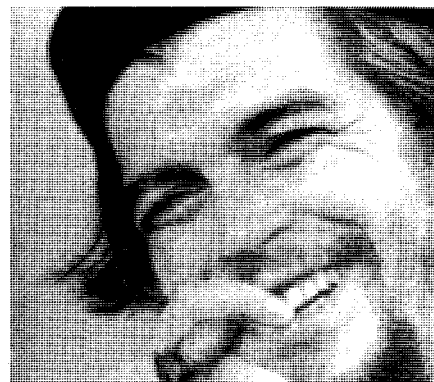
21) Ibid. p. 614

22) Ibid. p. 635.



Le Che

dans le maquis africain



En 1965, après son départ de Cuba et avant son apparition en Bolivie, Ernesto Guevara, à la tête de 125 Cubains, a pris part à la lutte armée contre le régime néo-colonial au Congo (Zaire). Après sa retraite du Congo, il a écrit que « la victoire est une grande source d'expériences positives, mais la défaite aussi », en particulier la défaite des « étrangers qui sont allés risquer leur vie sur un terrain inconnu », « auquel ils n'étaient attachés que par les liens de l'internationalisme prolétarien, inaugurant une méthode inédite dans l'histoire des guerres de libération ».

Par Zbigniew M. Kowalewski

LA PRÉSENCE DE CHE GUEVARA au Congo fut reconnue par les autorités cubaines quelques années après sa mort, mais sans plus de détails, et elle constituait une page vide de sa biographie. Gabriel García Márquez a fourni quelques informations plus précises à ce propos à l'occasion du débarquement des troupes cubaines en Angola (1), et Carlos Moore l'a fait beaucoup plus abondamment mais en s'appuyant sur des sources souvent peu fiables (2). Ce n'est que récemment que l'histoire de l'expédition cubaine au Congo a été reconstruite par l'écrivain mexicain Paco Ignacio Taibo II, sur la base des témoignages des camarades d'armes du Che (3).

Ce qui s'est passé au Congo ex-belge pendant un an et demi après son ascension à l'indépendance en juin 1960, a constitué l'un des plus grands drames de la période de décolonisation de l'Afrique. L'enjeu était énorme : dans ce pays se décidait si l'indépendance des pays coloniaux déboucherait sur un processus permanent de révolution démocratique nationale et socialiste ou sur la victoire du néo-colonialisme. L'intervention militaire de la Belgique, la sécession, orchestrée par le colonialisme belge, de la riche province minière du Katanga (Shaba), l'intervention militaire de l'ONU, l'assassinat du premier ministre et partisan d'un État unitaire et vraiment indépendant Patrice Lumumba, la guerre du peuple luba contre le régime katangais soutenu par des mercenaires blancs, l'installation à deux reprises à Stanleyville (Kisangani) puis la chute défini-

tive, en janvier 1962, d'un gouvernement nationaliste, n'ont pas été décisives. La révolution congolaise était toujours capable de reprendre le souffle.

LES INSURRECTIONS

Initiée avec l'indépendance, la fracture de la jeune élite politique congolaise s'est consommée en 1963, quand l'aile droite a fini par chasser l'aile gauche de l'appareil d'État. Cette dernière, se disant nationaliste et lumumbiste, a profité du renversement du régime fantoche au Congo ex-français pour constituer à Brazzaville, en octobre 1963, le Conseil national de libération (CNL). La deuxième base arrière fut le Burundi. Une alliance tripartite se forgea entre les nationalistes de l'Unité pour le Progrès National (UPRONA), parti tutsi de ce pays, l'Union nationale rwandaise (UNAR), parti des Tutsis réfugiés suite à la « révolution hutu » qui avait amorcé le processus génocidaire au Rwanda, et le CNL congolais.

Mais le CNL en exil n'était pas le seul centre nationaliste. Un peu avant la formation de celui-ci, Pierre Mulele, ancien ministre du gouvernement Lumumba, qui avait fait un stage de formation politique et militaire en Chine populaire, avait établi une guérilla au Kwilu, à l'ouest du pays. En janvier 1964, une insurrection de masse se déclenchait dans cette province, sous la direction de Mulele, indépendante du CNL. En avril 1964, une autre insurrection, préparée par Gaston Soumialot, président du CNL-section de l'Est avait éclaté au Kivu. Les insurgés s'emparèrent rapidement des villes d'Uvira et de Fizi sans parvenir à prendre Bukavu. Du Kivu l'insurrection s'est étendue au Nord-Katanga dont la capitale Albertville (Kalemie) s'est trouvée pendant deux mois et demi entre les mains de l'Armée populaire de libération (APL). Celle-ci a reçu le soutien de l'Armée populaire de libération rwandaise (APLR) formée par l'UNAR au sein de la masse des réfugiés tutsis.

En juillet et août, l'APL sous le commandement de Nicolas Olenga a pris, successivement, le contrôle des provinces du Maniema et du Sankuru (avec leurs capitales respectives Kindu et Lodja) et de la Province orientale. La capitale de cette dernière, Stanleyville, est devenu la capitale

provisoire de la République populaire du Congo dont Christophe Gbenye s'est auto proclamé président et premier ministre. Il dirigeait le courant le plus opportuniste et droitier de la mouvance nationaliste. (4)

La force de frappe du soulèvement à l'Est était constituée par les Jeunesses du Mouvement national congolais — Lumumba (MNC-L) et d'autres partis nationalistes. Le sociologue belge Benoît Verhaegen, l'un des plus éminents spécialistes des rébellions congolaises des années soixante, caractérise ainsi la nature sociale de cette force : « L'élément dominant sont les jeunes entre 16 et 22-25 ans, avec une certaine proportion de très jeunes et d'enfants. La majeure partie provient des villes et des petits centres. Ce sont en réalité des élèves sans écoles, des exclus du système scolaire, des jeunes chômeurs ; pour eux l'espoir né de l'indépendance est définitivement cassé : ils sont les seuls à n'avoir rien à perdre et à ne laisser derrière eux, ni femme, ni maison, ni champs, en s'engageant dans la guerre révolutionnaire. Ils sont marginaux par rapport à toutes les structures sociales de référence : la famille, l'école, la ville, le travail, la classe d'âge. »

Les actions de cette jeunesse marquées par la destruction, la violence et les atrocités s'expliquent en partie par sa nature largement déclassée, mais aussi par le fait que ses impulsions révolutionnaires restaient frustrées. Ces actions étaient dirigées contre l'ensemble des structures politiques et des forces sociales du régime néocolonial et en particulier contre l'alliance de la nouvelle bureaucratie étatique avec l'impérialisme et

1) G. García Márquez, « Operación Carlota », Tricontinental n°53, 1977.

2) C. Moore, Castro, the Blacks, and Africa, University of California, Los Angeles, 1988.

3) P. I. Taibo II, F. Escobar, F. Guerra, L'Année où nous n'étions nulle part, Éditions Métailié, Paris, 1995, et P. I. Taibo II, Ernesto Guevara, también conocido como El Che, Editorial J. Mortiz, Mexico, 1996. Voir aussi R. Gott, « Che Guevara and the Congo », New Left Review n° 220, 1996.

4) Les principaux ouvrages sur le soulèvement congolais sont les suivants : B. Verhaegen, Rébellions au Congo, 2 tomes, CRISP - IRES, Bruxelles - Léopoldville/Kinshasa, 1966, 1969 ; H. Weiss, B. Verhaegen (éds.), « Les rébellions dans l'Est du Zaïre (1964-1967) », Les Cahiers du CEDAF (Bruxelles), n° 7/8, 1986 ; C. Cocquery-Vidrovitch, A. Forest, H. Weiss (éds.), Rébellions-révolution au Zaïre 1963-1965, 2 tomes, L'Harmattan, Paris, 1987. Par ailleurs, signalons un ouvrage se situant sur des positions stalinienno-maoïstes de L. Martens, Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, EPO, Anvers, 1985.



les pouvoirs coutumiers. Mais la petite bourgeoisie nationaliste qui dirigeait le soulèvement à l'Est, n'aspirait qu'à expulser le personnel des appareils d'État pour occuper ses positions ou le forcer à les partager avec elle. Les nombreuses et souvent publiques exécutions de militaires, de policiers et de fonctionnaires n'étaient pas accompagnées de la destruction des appareils du pouvoir néocolonial, étatique et coutumier. Les commandants de l'APL et les dirigeants du CNL montaient les nouveaux organes de pouvoir avec le concours des secteurs de la bureaucratie qui auparavant avaient été écartés des appareils d'État et avec les chefferies coutumières qui déclaraient leur allégeance. Par contre, les jeunes forces combattantes des partis nationalistes et de l'armée de libération n'étaient pas admises dans les structures du pouvoir rebelle, et elles agissaient à leur manière, en général dispersée, arbitraire et « anarchique ».

« La différence fondamentale entre la rébellion du Kwilu et celles de l'Est du pays réside dans son radicalisme révolutionnaire », dit Verhaegen. « Les dirigeants mulelistes du Kwilu entendaient détruire les bases mêmes de l'organisation sociale, économique et politique existante et reconstruire une société nouvelle. C'est sans doute dans le seul cas du Kwilu que le terme « révolution » aurait pu être correctement utilisé au lieu de « rébellion ». Les dirigeants du soulèvement s'appelaient volontiers nationalistes révolutionnaires, mais dans la mouvance nationaliste de l'époque, peu d'éléments étaient vraiment révolutionnaires. C'était, avant tout, le cas de Mulele : son nationalisme très radical exprimait la conviction qu'une vraie indépendance nationale n'était pas possible sans une rupture avec le capitalisme.

A l'Est, les insurgés n'étaient pas soumis à une quelconque formation politique ni même militaire. Non seulement au début, quand ils manquaient d'armes à feu, mais même après qu'ils en eurent récupéré sur l'armée gouvernementale ou reçu de l'étranger un armement moderne important, ils continuèrent à utiliser presque exclusivement les lances, machettes, bâtons, arcs et flèches ou chaînes de bicyclettes. Ils étaient persuadés que les rituels d'immunisation de nature magique, le port des amulettes et une consommation abondante de chanvre les rendaient invulnérables aux balles, grenades, bombes etc. Au début, l'immunisa-

tion représentait une arme puissante dans la mesure où les soldats du gouvernement croyaient en son efficacité et reculaient ou se débandaient devant les attaques des insurgés sans armes. Mais quand l'adversaire eut passé à la contre-offensive, il s'est avéré que c'était une arme à double tranchant : les insurgés tombaient sous les balles sans savoir manier les fusils. Tout un appareil hiérarchisé de docteurs-féticheurs a été établi et attaché à l'APL. Le rituel était également un rite d'initiation combattante et d'admission à l'APL, et il faisait de cette armée une espèce de société secrète séparée des masses de la population civile.

L'INTERNATIONALISATION

En juillet 1964, le pouvoir étatique central du Congo a été pris par Moïse Tshombe, ancien sécessionniste katangais. Il a invité tout de suite les officiers belges à réintégrer l'armée et ordonné le recrutement de ses anciens amis, les mercenaires blancs, en particulier sud-africains, rhodésiens et allemands. Il a également obtenu des États-Unis une force aérienne pilotée par des contre-révolutionnaires cubains. Les attaques aériennes de plus en plus fortes semaient la mort et la terreur dans la population civile et mettaient en question tout le système d'immunité magique des insurgés. Les dirigeants du soulèvement y réagirent en ordonnant la prise en otages des citoyens d'États appartenant à l'OTAN et leur exécution en cas de bombardements. En réalité, peu d'otages furent exécutés. Mais en novembre 1964, sous prétexte de mettre fin au « massacre généralisé des blancs », l'aviation américaine, en utilisant une base britannique, a parachuté des troupes d'élite belges sur Stanleyville.

L'internationalisation ouverte de la guerre civile au Congo par l'impérialisme et les massacres des milliers de civils congolais perpétrés à Stanleyville par les parachutistes belges suscitérent la levée d'une puissante vague anti-impérialiste en Afrique et ailleurs. Les gouvernements de l'Algérie et de la République arabe unie (Nasser) annoncèrent leur soutien, dont l'envoi d'armes, aux insurgés congolais et invitèrent d'autres États africains à suivre leur exemple. A l'Assemblée générale de l'ONU, les puissances impérialistes se trouvèrent face à une attaque d'une telle violence que la presse bourgeoisie accusa les délégués des États africains de « racisme à l'égard de l'homme blanc ».

C'est Che Guevara, au nom

de Cuba, qui lança devant cette assemblée l'appel « à tous les hommes libres à être prêts à venger le crime commis au Congo au nom de la défense de la race blanche ». Suite aux consultations à New-York avec Abdul Rahman Babu, dirigeant de la révolution au Zanzibar et ministre du gouvernement conjoint de la Tanzanie, et avec Malcolm X, dirigeant nationaliste afro-américain, il partit en voyage en Afrique. Il était persuadé de la nécessité de riposter en internationalisant la guerre civile au Congo également de la part des forces anti-impérialistes. Plusieurs gouvernements africains dont ceux de l'Algérie, du Congo-Brazzaville et de la Tanzanie donnèrent leur accord à l'engagement militaire cubain sollicité par les nationalistes congolais. Selon les témoignages recueillis par Carlos Moore, Guevara se renseigna en Afrique sur « le rôle possible que Cuba pourrait jouer dans le combat contre le colonialisme, l'impérialisme et la suprématie blanche dans le continent noir » et sonda le terrain pour savoir « comment les Africains réagiraient devant une brigade internationaliste composée de Cubains noirs et de Noirs américains combattant en Afrique aux côtés des mouvements de libération ».

A Dar-Es-Salam, Guevara passa un accord avec Gaston Soumialot et Laurent-Désiré Kabila sur l'envoi au Congo d'un groupe d'instructeurs militaires cubains et d'armes. Kabila, qui en 1960 déjà avait dirigé la lutte des jeunesses nationalistes du peuple luba contre la gendarmerie katangaise, était depuis le déclenchement du soulèvement l'un des principaux dirigeants du CNL-Est et de son aile gauche. Il était responsable du front de guerre situé sur les rives du lac Tanganyika et s'étendant de la province du Kivu au Nord-Katanga.

UNE STRATÉGIE TRICONTINENTALE

Le plan de Guevara découlait de sa stratégie de la révolution tricontinentale, celle qu'il rendra publique deux ans plus tard en lançant le mot d'ordre de « créer deux, trois... de nombreux Vietnam ». Avec des combattants non seulement congolais mais provenant également de plusieurs autres



pays africains, les militaires cubains et lui-même devaient, au cours d'une guerre de guérilla, construire une colonne-mère de la force mobile stratégique de la révolution congolaise et panafricaine. Au fur et à mesure de sa croissance, cette colonne donnerait le jour à d'autres colonnes ouvrant progressivement d'autres fronts de guerre, au Congo comme dans d'autres pays du continent. Le coup principal des forces de la révolution africaine serait dirigé contre le bloc du pouvoir raciste blanc dont la base principale était le régime d'apartheid sud-africain.

En même temps, l'activité militaire de la petite brigade cubaine au Congo permettrait de sélectionner dans son sein des combattants pour une colonne-mère qui, dans l'avenir, serait établie sous le commandement de Guevara en Amérique latine. En effet, la montée de la révolution continentale africaine devrait être suivie par le démarrage de la révolution continentale latino-américaine. Aux yeux de Guevara, celle-là présentait, par rapport à celle-ci, certains avantages stratégiques : « elle était plus éloignée des États-Unis et disposait de meilleures possibilités logistiques (l'URSS, la Chine, la République Arabe Unie, l'Algérie) » (5). Même si en Amérique latine les mouvements de guérilla s'inspirant de l'exemple de la révolution cubaine semblaient monter, les conditions politiques pour les gagner à une stratégie de la révolution continentale n'étaient pas favorables. A la fin de son voyage en Afrique, Guevara communiqua à la direction du Parti communiste du Venezuela son intention de s'incorporer dans l'avenir à la guérilla dirigée par ce parti. La réaction fut négative : il ne fallait pas internationaliser la lutte. (6)

Mi-mars 1965, après son retour à Cuba, Guevara avait obtenu le plein accord de Fidel Castro pour son projet politique. A cause de l'assassinat en février de Malcolm X, il fut obligé de renoncer à l'idée de compter avec des combattants afro-américains. Il prit le commandement d'un contingent militaire déjà formé de Cubains noirs et le 2 avril il quittait Cuba. C'est à ce moment qu'il a laissé à Castro sa fameuse lettre d'adieu annonçant au peuple cubain : « d'autres terres du monde réclament la contribution de mes modestes efforts ». Dans cette lettre, il expliqua qu'il s'agissait d'« accomplir le plus sacré des devoirs : lutter contre l'impérialisme partout où il est ». Le 24 avril, avec le premier groupe cubain, il pénétrait au Congo en traversant le lac Tanganyika.

LA VÉTOÉ DU TERRAIN

Trois jours plus tôt, à une conférence au Caire, les dirigeants du soulèvement congolais avaient formé, sous la présidence de Gaston Soumialot, le Conseil suprême de la Révolution dont Laurent-Désiré Kabila avait été élu vice-président. Depuis novembre 1964, le soulèvement à l'Est battait en retraite. Les forces rebelles reculaient vers les

frontières des pays voisins ou y cherchaient refuge tandis que les frontières étaient progressivement bouclées par les unités de mercenaires blancs et de l'armée gouvernementale. Tous les hauts dirigeants et commandants du soulèvement quittèrent le pays. Mais dans un rapport diffusé alors sur la situation au front que dirigeait Kabila, on affirmait : « La guerre ne cesse d'apporter à la jeune armée populaire des victoires toujours accrues et des expériences considérablement avantageuses qui la préparent à l'assaut final. Dans la phase actuelle de notre guerre révolutionnaire, il en va comme au début de l'insurrection. L'offensive est la forme habituelle de nos combats : nos forces ont l'initiative tandis que les fantoches commencent à se fatiguer d'être toujours acculés à la défensive. » On rapportait également que, dans les régions libérées, le niveau d'organisation politique, militaire et de conscience des masses s'élevait rapidement, dans la mesure où les rapports sociaux se transformaient radicalement. « L'insurrection a ébranlé le droit bourgeois de l'accès à la propriété » et « fait apparaître aux yeux de tous qu'il est plus rationnel et tout à fait naturel que les moyens de production restent propriété commune ». (6)

A la lumière de ce rapport, sur les rives du lac Tanganyika la révolution nationale démocratique non seulement était en plein essor mais avait déjà pris un cours socialiste. Cela s'est avéré entièrement faux.

Il n'y avait pas d'organisation de masse ni même de direction politique des forces rebelles. Il y avait plusieurs milliers de combattants en armes, répartis dans des unités de guérilla très autonomes, en fait n'obéissant pas à un commandement central du front qui n'existait que sur le papier. Les guérilleros campaient « dans des endroits bien choisis d'un point de vue tactique, sur des collines très élevées d'accès difficile », notait Guevara, mais ils ne bougeaient pas, n'entreprenaient pas d'actions offensives, confiants dans la passivité de l'armée ennemie. Par ailleurs, « l'Armée populaire de libération se caractérisait par son parasitisme, elle ne travaillait pas, ne s'entraînait pas, ne luttait pas, exigeait de la population qu'elle la ravitaillait et travaillait pour elle, parfois avec une dureté extrême ». Ce qui choquait le plus Guevara et les Cubains, c'étaient les rapports de violence entretenus par les combattants congolais avec la paysannerie et leur façon atroce de traiter les prisonniers de guerre.

« Le plus grand défaut des Congolais, c'est qu'ils ne savent pas tirer, ce qui entraîne un gros gaspillage de munitions : c'est par là qu'il faut commencer », observait Guevara. L'immunisation magique jouait le même rôle qu'au début du soulèvement, en dépit de l'abondance relative des armes à feu qui affluaient de l'étranger. Les combattants comme les commandants, même ceux se disant marxistes, expliquaient aux Cubains « comment pour eux les avions ne comptent absolument pas, car ils possèdent le "dawa", un médicament qui rend invulné-



nable aux balles ». « Les plus avancés politiquement disent qu'il s'agit d'une force naturelle, matérielle, et qu'en tant que matérialistes dialectiques, ils reconnaissent le pouvoir du "dawa" », notait Guevara.

Un seul dirigeant congolais a soutenu l'effort cubain visant à construire un front de guerre digne de ce nom : Léonard Mitudidi. Révolutionnaire provenant de l'équipe politique de Mulele et, comme lui, formé militairement en Chine, il était conscient du manque d'une direction politique adéquate du soulèvement. Convaincu qu'il fallait les centraliser et imposer un front unique aux fractions nationalistes rivales, il a joué un rôle important dans la constitution du Conseil suprême de la révolution dont il était membre. Mais début juin, peu de temps après avoir assumé sur le terrain la fonction de chef de l'état-major du front, il s'est noyé lors de la traversée du lac. C'était une perte irréparable. Son substitut, Ildephonse Masengo, ne s'est pas avéré être à la hauteur de la tâche. « Nous avons perdu le seul homme efficace dans cette guérilla », commenta Guevara. Une semaine plus tard, un nouveau coup dur, cette fois-ci sur le plan international : en Algérie, l'armée renversait Ben Bella, et l'alliance cubano-algérienne se rompit.

AU COMBAT

Sans prendre en compte la réalité militaire du front dont il était responsable suprême, tout en le dirigeant de l'étranger, Kabila demandait qu'on lance une attaque sur Albertville et qu'on la prenne. Guevara repoussa l'idée : la chute d'Albertville ne pouvait être que l'aboutissement d'une guerre de guérilla sapant le moral de l'armée gouvernementale, détruisant ses communications et ses renforts et attaquant ses avant-postes. Avec beaucoup de réticences, il accepta un autre ordre d'attaque émanant de Kabila et portant sur un objectif plus modeste mais toujours très risqué : une force conjointe cubaine et rwandaise devait atta-

5) La déposition de C.R. Bustos devant les militaires boliviens, in A.Saucedo Parada, No disparen... soy el Che, Editorial Oriente, Santa Cruz, 1987, p. 63.

6) H.Vargas, « Cuando el PCV rechazó al Che : Entrevista con Douglas Bravo y Francisco Prada », Di (Mexico), n°66, 1982, p. 40.

7) R.I.Lukale, « Les progrès du peuple congolais en armes », La Voix du Peuple (Bruxelles), n°14, 1965, p. 14.



quer le Front de force, principal avant-poste situé autour de la centrale hydroélectrique à Bendera. Il y avait là un bataillon congolais et une centaine des mercenaires blancs. A Guevara, Kabila interdit de participer aux combats.

43 Cubains et un bataillon des combattants rwandais prirent part à l'attaque, lancée le 29 juin. Même si son commandant Joseph Mudandi avait reçu une instruction militaire en Chine, la troupe était très peu entraînée et expérimentée. Le 29 juin, l'attaque de Front de force devait échouer dans la débandade des combattants rwandais. L'autre unité mixte, chargée de prendre en embuscade les renforts envoyés d'Alberville, s'était égarée et, à cause des erreurs commises par son commandant cubain Norberto Pio Pichardo, s'était lancée dans une attaque frontale désastreuse contre une école voisine des troupes spéciales. Le commandant, trois autres Cubains et au moins quatorze Rwandais devaient trouver la mort.

L'arrivée, longtemps attendue, de Kabila semblait remettre sur pied le mouvement de libération. Kabila a déployé une intense activité à l'intention des masses paysannes et des combattants en tentant d'élever le moral, d'établir la discipline et d'organiser les travaux défensifs autour de la base, les exercices de tir, etc. Mais, après un séjour de cinq jours sur le front, il repartit à l'étranger. Il n'est plus revenu. « Nous ne pouvons pas prétendre que la situation se présente bien : les chefs du mouvement passent le plus clair de leur temps en dehors du territoire », notait Guevara en août. « Le travail d'organisation est quasiment inexistant, vu



que les cadres moyens ne travaillent pas, ne savent d'ailleurs pas travailler, et que personne ne leur fait confiance. »

Répartis entre plusieurs unités, les Cubains tentèrent d'assurer une instruction militaire aux combattants congolais et rwandais au niveau des tactiques élémentaires de la guerre de guérilla, de les organiser plus efficacement et de les aguerrir. Lentement, cet effort a commencé à donner des résultats : il y avait de plus en plus de petites embuscades réussies. Mais en même temps, à cause de leur dispersion sur un territoire étendu, les Cubains ne pouvaient constituer le noyau d'une force mobile capable de mener même la plus modeste campagne de guerre. Pour une action, il était impossible de concentrer plus de trente ou quarante Cubains.

LA DÉFAITE

Fin septembre, Guevara tranche : il faut concentrer la plupart des Cubains et former, avec des combattants congolais et rwandais sélectionnés, une colonne indépendante « qui soit à la fois une force de frappe et un modèle ». Il refuse la proposition de Fidel Castro d'envoyer au Congo deux cents militaires cubains supplémentaires en insistant sur le fait que la révolution congolaise doit être fondamentalement l'œuvre des Congolais eux-mêmes. Sinon, dit-il, « au nom de l'internationalisme prolétarien nous pouvons commettre des erreurs très coûteuses ». Mais en octobre, Moïse Tshombe est écarté du pouvoir à Léopoldville, et Joseph-Désiré Mobutu, chef de l'armée, devient l'homme fort du régime. Les États africains pressent pour obtenir le départ des mercenaires, poussent vers une « réconciliation nationale » et proclament une politique de non-intervention au Congo. Dans cette nouvelle situation, le gouvernement tanzanien demande que les Cubains se retirent. Entre-temps, les Cubains se retrouvent de plus en plus au milieu d'un encerclement, non seulement stratégique mais même tactique, par les troupes mercenaires dirigées par Mike Hoare. Ces troupes pénétrèrent même dans le camp où se trouve Guevara et l'obligent à fuir sous les balles. Elles se préparent à l'assaut final de la base cubaine. Le 17 novembre, son cercle de défense extérieure de la base s'effondre. Guevara est obligé de reconnaître la défaite et, le 21 novembre, de quitter le Congo avec les Cubains.

Ce ne sera pas la fin de l'engagement de la révolution cubaine au Congo. Pendant quelques années, les Cubains tenteront d'établir le contact avec Pierre Mulele, même si de la grande insurrection ne restera au Kwilu qu'une petite guérilla. En juin 1967, ils parviendront à expédier de Brazzaville une force combattante — le bataillon « Patrice Lumumba » — sous le commandement du révolutionnaire congolais Thomas Mukwidi. Ce bataillon dont le sort restera inconnu, n'arrivera jamais à joindre le

maquis de Mulele. (8)

UN BILAN

En 1969, la direction cubaine rendra public son bilan de la défaite au Congo, tout en gardant le silence sur la participation du Che et des militaires cubains. On y lit en particulier : « Si l'offensive déclenchée par les troupes de Tshombe, appuyée par des mercenaires sud-africains et belges, et commandée par le sanguinaire Mike Hoare, n'avait pas été repoussée, ce n'était pas tant pour des raisons de suprématie militaire qu'à cause des hésitations constantes de ceux qui, au lieu d'être à la tête des combattants et d'exposer leur vie pour la libération de leur patrie, faisaient tranquillement la guerre depuis une ville où ils ne couraient aucun danger et où ils jouissaient de tous les avantages de la vie citadine. C'est de là que, sans être des stratèges, ils traçaient la "stratégie", comme le fit Laurent Kabila, dont le poste de commandement se trouvait installé dans un appartement bien meublé de Kigoma (Tanzanie), ou encore Masengo, chef d'état-major, dont on ne peut citer aucune action contre les troupes impérialistes du front est qu'il ait réellement dirigée. »

En évoquant le combat de Front de force, ce bilan affirmera : « Des dizaines de fils du peuple congolais et d'autres peuples venus tenir l'engagement international de lutter et de défendre jusqu'à la mort les principes lumumbistes y ont laissé leur vie. Cependant, le fait que les dirigeants ne participaient pratiquement pas au déroulement quotidien de la guerre entraîna une absence totale de fermeté idéologique et de discipline de combat chez la plupart des combattants qui sombraient dans des préjugés tribaux et religieux affectant leur disposition aux sacrifices quotidiens et à la mort. (...) Il faut signaler la disparition, au cours d'un accident sur le lac Tanganyika, du camarade Mitudidi, un révolutionnaire intègre pleinement conscient des faiblesses dont souffrait le mouvement et disposé à chercher des solutions pratiques. »

« Nous assurons de notre disposition à rester à leurs côtés ceux qui sont prêts au sacrifice suprême pour contribuer à la victoire révolutionnaire », lit-on également, « mais en exigeant d'eux qu'ils satisfassent à une condition indispensable : prouver par les actes leur conscience du devoir révolutionnaire ». En particulier, la direction cubaine exigera des nationalistes congolais de « mobiliser et employer réellement cette grande force invincible que représente leur propre peuple, se suffire à eux-mêmes en faisant face aux difficultés et en grandissant ainsi dans l'estime des peuples, et défendant la mémoire de Lumumba dans l'affrontement direct et définitif avec l'impérialisme jusqu'à la victoire ou la mort. » (9) ★

8) En septembre 1968, Pierre Mulele s'est rendu à la dictature mobutiste et fut assassiné par elle dans des conditions atroces.

9) A. Zapata, « En défense de Lumumba », Résumé hebdomadaire Granma, n°8, 1969, p. 12.

Le discours d'Alger *

Nous publions ci-dessous de larges extraits du discours d'Alger prononcé par le Che au cours du Séminaire économique de solidarité afroasiatique, les 22 et 27 février 1965 à Alger.

Par Che Guevara

Chers frères

Cuba participe à cette Conférence, d'abord pour faire entendre à elle seule la voix des peuples d'Amérique, mais aussi en sa qualité de pays sous-développé qui, en même temps, construit le socialisme.

Ce n'est pas un hasard s'il est permis à notre représentation d'émettre son opinion parmi les peuples d'Asie et d'Afrique. Une aspiration commune nous unit dans notre marche vers l'avenir : la défaite de l'impérialisme. Un passé commun de lutte contre le même ennemi nous a unis tout au long du chemin.

Cette conférence est une assemblée de peuples en lutte ; cette lutte se développe sur deux fronts également importants et réclame tous nos efforts. La lutte contre l'impérialisme pour rompre les liens coloniaux et néo-coloniaux, qu'elle soit menée avec des armes politiques, des armes réelles ou avec les deux à la fois, n'est pas sans lien avec la lutte contre le retard et la misère ; toutes deux sont des étapes sur une même route menant à la création d'une société nouvelle, à la fois riche et juste.

(...)

Chaque fois qu'un pays se détache de l'arbre impérialiste, ce n'est pas seulement une bataille partielle gagnée contre l'ennemi principal, c'est aussi une contribution à son affaiblissement réel et un pas de plus vers la victoire finale.

* Ernesto Che Guevara, Œuvres III, pp265-276 Textes politiques, Paris Maspéro, 1968.





Il n'est pas de frontière dans cette lutte à mort. Nous ne pouvons rester indifférents devant ce qui se passe ailleurs dans le monde, car toute victoire d'un pays sur l'impérialisme est une victoire pour nous, de même que toute défaite d'une nation est défaite pour nous. La pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur, c'est aussi une nécessité inéluctable.

(...)

Nous devons tirer une conclusion de tout cela : le développement des pays qui s'engagent sur la voie de la libération doit être payé par les pays socialistes. Nous le disons sans aucune intention de chantage ou d'effet spectaculaire, ni en cherchant un moyen facile de nous rapprocher de tous les peuples afro-asiatiques, mais bien parce que c'est notre conviction profonde. Le socialisme ne peut exister si ne s'opère dans les consciences une transformation qui provoque une nouvelle attitude fraternelle à l'égard de l'humanité, aussi bien sur le plan individuel dans la société qui construit ou qui a construit le socialisme que, sur le plan mondial, vis-à-vis de tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste.

Nous croyons que c'est dans cet esprit que doit être prise la responsabilité d'aider les pays dépendants et qu'il ne doit plus être question de développer un commerce pour le bénéfice mutuel sur la base de prix truqués aux dépens des pays sous-développés par la loi de la valeur et les rapports internationaux d'échange inégal qu'entraîne cette loi.

Comment peut-on appeler « bénéfice mutuel » la vente à des prix de marché mondial de produits bruts qui coûtent aux pays sous-développés des efforts et des souffrances sans limites et l'achat à des prix de marché mondial de machines produites dans les grandes usines automatisées qui existent aujourd'hui ?

(...)

Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Ouest. Le fait que le commerce est actuellement réduit ne signifie rien. En 1959 Cuba vendait du sucre occasionnellement à un pays du bloc socialiste par l'intermédiaire de courtiers anglais ou d'autres nationalités.

(...)

Il n'est pas pour nous d'autre définition du socialisme que l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Tant que cette abolition ne se réalise pas nous restons au stade de la construction de la société et si, au lieu que ce phénomène se produise, la tâche de la suppression de l'exploitation s'arrête, et même recule alors on ne peut plus parler de construction du socialisme.

Toutefois l'ensemble des mesures que nous proposons ne sauraient être prises unilatéralement. Il est entendu que les pays socialistes doivent payer le développement des pays sous-développés. Mais il faut aussi que les forces des pays sous-développés se tendent et prennent fermement la voie de la construction d'une société nouvelle — quels que soient les obstacles — où la machine, instrument de travail, ne soit pas un instrument d'exploitation pour l'homme. On ne peut pas non plus prétendre à la confiance des pays socialistes si l'on joue à garder l'équilibre entre capitalisme et socialisme en essayant d'utiliser les deux forces en compétition pour en tirer des avantages précis : une nouvelle politique de sérieux absolu doit gouverner les rapports entre les deux groupes de sociétés. Nous devons souligner encore que les moyens de production doivent être de préférence aux mains de l'État de façon à ce que les marques de l'exploitation disparaissent peu à peu.

(...)

Le néocolonialisme a montré ses griffes au Congo. Ce n'est pas un signe de puissance mais bien de faiblesse ; il a dû recourir à la force, son arme extrême, comme argument économique, ce qui engendre des réactions d'opposition d'une grande intensité. Cette pénétration s'exerce aussi dans d'autres pays d'Afrique et d'Asie sous une forme beaucoup plus subtile qui crée rapidement ce qu'on a appelé la « sudaméricanisation » de ces continents, c'est-à-dire le développement d'une bourgeoisie parasitaire qui n'ajoute rien à la richesse nationale mais qui, au contraire, accumule hors du pays dans les banques capitalistes ses énormes profits malhonnêtes et traite avec l'étranger pour obtenir encore davantage de bénéfices, avec

un mépris absolu pour le bien-être de son peuple.

(...)

L'aspect de la libération par les armes d'une puissance politique d'oppression doit être abordé suivant les règles de l'internationalisme prolétarien : s'il est absurde de penser qu'un directeur d'entreprise dans un pays socialiste en guerre puisse hésiter à envoyer les tanks qu'il produit sur un front ne pouvant présenter de garanties de paiement, il ne doit pas sembler moins absurde de vouloir vérifier la solvabilité d'un peuple qui lutte pour sa libération ou qui a besoin d'armes pour défendre sa liberté.

Dans nos mondes, les armes ne sauraient être marchandises, elles doivent être livrées absolument gratuitement dans les quantités nécessaires — et possibles — aux peuples qui les demandent pour les utiliser contre l'ennemi commun. C'est dans cet esprit que l'Union soviétique et la République populaire de Chine nous ont accordé leur aide militaire. Nous sommes socialistes, nous constituons une garantie d'utilisation de ces armes, mais nous ne sommes pas les seuls et nous devons tous être traités de la même manière.

(...)

Je ne voudrais pas terminer ces mots, ce rappel de principes que vous connaissez tous, sans attirer l'attention de cette assemblée sur le fait que Cuba n'est pas le seul pays d'Amérique latine, tout simplement c'est Cuba qui a la chance de parler aujourd'hui devant vous, je veux rappeler que d'autres peuples versent leur sang pour obtenir le droit que nous avons, et d'ici comme de toutes les conférences et partout où elles ont lieu, nous saluons les peuples héroïques du Vietnam, du Laos, de la Guinée dite portugaise, de l'Afrique du Sud et de la Palestine ; à tous les pays exploités qui luttent pour leur émancipation nous devons faire entendre notre voix amie, nous devons tendre la main et offrir nos encouragements aux peuples frères du Venezuela, du Guatemala et de Colombie qui aujourd'hui, les armes à la main, disent définitivement « non » à l'ennemi impérialiste. ★

A Lire

La pensée de Che Guevara *Un humanisme révolutionnaire*

Par Michael Löwy
Editions Syllepse

Prix : 90 FF ; 158 pages



Haiti

Impasse politique en Haïti

Le 9 mai, le premier ministre Rosny Smarth a présenté sa démission, en accord avec son parti, l'Organisation politique Lavalas. Cette décision était attendue depuis plusieurs mois en raison de la profondeur du mécontentement. Mais elle prend une dimension particulière du fait de la crise opposant les diverses composantes de ce qui était Lavalas.

Par Arthur Mahon

IL SERAIT UN PEU RAPIDE d'attribuer l'ensemble des maux d'Haïti à la politique économique mise en œuvre depuis un an par le gouvernement de Rosny Smarth. La situation générale du pays, les diktats des bailleurs de fonds et l'héritage des gouvernements précédents ne pouvaient laisser espérer une amélioration substantielle de la situation des démunis. Il n'en reste pas moins que, même en restant dans le cadre d'une politique d'ajustement structurel, le gouvernement, où se retrouvent diverses composantes de la nébuleuse « Lavalas », avait des marges de manœuvre qu'il n'a pas exploitées, notamment en termes de dépenses sociales.

Après son entrée en fonction, en février 1996, René Préval avait fait de grands efforts pour obtenir les bonnes grâces des financiers internationaux, qui avaient interrompu leurs versements quelques mois plus tôt. Cependant, en dépit d'un accord avec le FMI, finalement approuvé par le Parlement à l'automne 1996, les financements ne sont arrivés qu'au compte-gouttes. Méfiantes, les institutions financières internationales ont subordonné leurs versements à la mise en œuvre des mesures d'ajustement structurel promises. Or, malgré les déclarations d'intention, le gouvernement ne s'est pas encore attaqué aux deux questions les plus sensibles : les privatisations et la révocation de milliers de fonctionnaires. Par ailleurs, le vote tardif du budget, qui repose pour 70 % sur des financements internationaux, a eu pour conséquence de bloquer le fonctionnement de certains services de l'administration.

René Préval et le gouvernement ont amorcé quelques réformes — notamment dans l'Artibonite pour résoudre de graves conflits terriens — mais, dans l'ensemble, elles ne pouvaient porter leurs fruits que sur le moyen terme. Le gouvernement ne pouvait donc espérer en retirer un crédit avant longtemps. Par contre, la détérioration des conditions d'existence a entraîné rapidement un profond mécontentement. La cote d'alerte a été atteinte au premier trimestre de cette année. Le 16 janvier, la population de Port-au-Prince et de plusieurs autres villes a répondu massivement à l'appel à



la grève générale lancé par quelques petites organisations. Bien que ces organisations n'aient qu'une implantation très réduite, du moins dans la capitale, et que la grève ait été appelée quasiment du jour au lendemain, elle fut un succès car elle correspondait à la volonté de larges couches de clamer qu'elles en avaient assez. Un nouveau signal d'alarme fut lancé le 26 mars : 29 députés sur 76 présents, soit 38 % d'entre eux, votèrent en faveur d'une motion de censure du gouvernement. Autre signe démontrant la profondeur du malaise, seulement 5 à 10 % des électeurs se rendirent aux urnes le 6 avril pour participer au renouvellement du Sénat et à l'élection, pour la première fois, des Assemblées de sections communales. Il était alors clair que si le gouvernement ne prenait pas des mesures pour redonner confiance à la population, la crise politique et sociale irait en s'aggravant dangereusement. C'est ce à quoi on a assisté ces dernières semaines.

JEAN-BERTRAND ARISTIDE avait souvent dénoncé le fait qu'en Haïti les pauvres devaient se contenter des miettes tombées de la table des riches. Selon lui, le projet de « Lavalas » était que tous, riches comme pauvres, puissent manger autour de la même table. Cette fameuse table servit d'emblème à la Plate forme politique Lavalas, coalition mise en place pour les élections législatives et municipales de 1995. Il y a deux ans, le terme de « grands mangeurs » commença à être employé pour dénoncer la corruption sévissant dans l'entourage d'Aristide. Il désignait ceux qui s'empiffraient à la table de Lavalas. Mais maintenant, tous ceux qui sont un peu haut placés dans l'administration sont considérés par la population comme des « grands mangeurs ». Le président Préval et le gouvernement sont particulièrement visés, bien que rien ne permette d'affirmer que les pratiques en cours sous Aristide aient continué avec René Préval et Rosny Smarth.

Aristide a encouragé le clientélisme au lieu de le combattre. Peut-être dans l'objectif de les neutraliser, il a même accordé des faveurs à certains membres de l'oligarchie. Et il n'est pas exclu que lui-même ait trouvé quelque intérêt matériel dans le développement de pratiques peu recommandables. Sa volonté de retourner au Palais national lors des élections présiden-

tielles de l'an 2 000 entre en tout cas en conjonction avec le désir de nombreuses personnes de revenir dans les allées du pouvoir pour des raisons de business. C'est pourquoi les critiques adressées par Jean-Bertrand Aristide aux projets de privatisation doivent être interprétées avec beaucoup de prudence. Car parmi ceux qui défendent le statu quo en la matière, certains craignent simplement qu'une nouvelle redistribution des cartes au sein du capital ne vienne menacer les positions acquises dans les coulisses du pouvoir. Il faut par ailleurs noter que le ministre des Finances, Fred Joseph, qui s'est illustré par son zèle à réduire le déficit budgétaire, est politiquement proche d'Aristide.

L'ancien chef d'État s'était longtemps refusé à créer un parti politique. Ses relations avec l'Organisation politique Lavalas n'ont jamais été bonnes. Elles sont devenues très tendues depuis que l'OPL est devenue la force dominante du Parlement en 1995 et a fait savoir qu'elle s'opposerait à tout projet de prolonger le mandat présidentiel des trois ans passés en exil. En novembre 1996, Aristide a créé sa propre formation politique, le Rassemblement Famille Lavalas. En public, Aristide prêche la bonne entente entre les deux organisations rivales. Mais, lorsqu'il se retrouve seul avec ses partisans, il ne cache pas sa volonté d'anéantir l'OPL.

LES ÉLECTIONS DU 6 AVRIL ont essentiellement opposé l'OPL et la Famille Lavalas. Le débat politique fut inexistant, aucune des deux organisations n'ayant rien à proposer. La Famille Lavalas, qui apparemment dispose davantage de moyens financiers que l'OPL, a posé des banderoles dans tout le pays et a diffusé de nombreux spots publicitaires à la télévision et sur les radios. Sa propagande tournait autour du slogan suivant : « La table [symbole de Lavalas] appartient au peuple. Le peuple va la reprendre » La reprendre « pour la nettoyer », était-il souvent précisé. Ce qui était une manière habile de retourner les accusations de « grands mangeurs » contre l'OPL. Les candidats de l'OPL, de leur côté, ne se gênaient pas pour accuser certains de leurs adversaires d'être des voleurs. On comprend que les électeurs ne se soient pas dérangés pour départager les deux organisations.

L'un des enjeux des élections était la constitution d'assemblées locales, qui pouvaient devenir d'intéressants lieux de participation à la vie politique. Mais il n'y eut aucune campagne pour expliquer leur fonction. Le débat s'est concentré sur l'élection de neuf sénateurs, dans le cadre du renouvellement du tiers du Sénat. A l'issue du premier tour, il apparut que l'OPL ne pouvait espérer remporter plus de deux sièges sur neuf. Quelques jours après, les accusations de fraude ont commencé à fuser de tous côtés. La Famille Lavalas était particulièrement visée. L'OPL publia un communiqué accusant le Conseil électoral de « s'être mobilisé en faveur d'un secteur précis » Un candidat de l'OPL accusa l'ancien major Fourrel Célestin d'avoir visité des bureaux de vote accompagné d'une douzaine de personnes lourdement armées, membres de la sécurité présidentielle. Fourrel Célestin, qui a si mauvaise réputation que le Sénat avait refusé en 1995 sa nomination par Aristide à la tête de la police, était présenté par la Famille Lavalas à un poste de sénateur. Le débat s'est envenimé lorsque le Conseil électoral a déclaré que Célestin et un autre candidat de la Famille Lavalas avaient recueilli plus de 50 % des voix et étaient donc élus dès le premier tour. L'OPL et le Premier ministre ont alors accusé le Conseil électoral d'avoir violé la loi en ne tenant pas compte des bulletins nuls. A la mi-mai, l'OPL exigea l'annulation du premier tour, et son coordonnateur général, Gérard Pierre-Charles, appela « tous les démocrates à contribuer à ce nouveau combat patriotique pour empêcher qu'Haïti ne connaisse un retour en arrière à des pratiques qui ont causé tant de torts et de souffrances au pays ». L'OPL annonça qu'elle ne

participerait pas au second tour. Dans une interview à une radio québécoise, Paul Déjean, un homme très respecté, seul ministre avec Rosny Smarth à être membre de l'OPL, lançait un brûlot contre Aristide. Il l'accusa d'être responsable du blocage du processus démocratique « en raison de son ambition démesurée ». Ce à quoi des partisans d'Aristide répliquèrent fin mai en accusant l'OPL de comploter pour démolir politiquement Aristide. Certains d'entre eux déclarèrent même que la campagne de l'OPL était menée en liaison avec la CIA et préparait une agression physique.

Après avoir reporté le second tour de trois semaines, le CEP annonça finalement qu'il le repoussait à une date ultérieure non précisée. Entre temps, Marie-Laurence Jocelyn Las-sègue, arrivée en tête à Port-au-Prince, avait déclaré qu'elle aussi, se méfiait de la manière dont les élections étaient organisées et se retirait du second tour. Seule femme candidate, elle avait été présentée par un troisième parti se réclamant de Lavalas, le Pati Louvri Baryè. Entre temps surtout, Rosny Smarth avait présenté sa démission.

Rosny Smarth a justifié sa décision par des questions « de principe et d'éthique » Il dit ne pouvoir « accepter qu'un petit groupe impose ses vues à tout le pays » et le refus du Conseil électoral d'appliquer la loi n'aurait été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Dans sa déclaration, Rosny Smarth ne vise sans doute pas seulement Aristide et la Famille Lavalas, mais aussi le président Préval que, pour sa part, le maire de Port-au-Prince a qualifié de ministre d'Aristide. Après l'interpellation du gouvernement, fin mars, Gérard Pierre-Charles s'était prononcé en faveur du remplacement de plusieurs ministres, qu'il n'avait pas nommés. Mais selon les révélations de la presse, René Préval n'était pas d'accord avec les remplacements proposés. Il voulait en fait le départ de Rosny Smarth afin de se débarrasser du poids de l'OPL. A la fin du mois de mai, un dirigeant de l'OPL mit carrément en cause René Préval. Selon lui, « les élections du 6 avril portaient la marque du Palais national ». Il ajouta : « C'est le président qui bloque le système alors que nous percevons que le gouvernement est bloqué ». La crise politique prenait alors un nouveau tour.

L'OPL A CERTES LE MÉRITE de refuser de suivre Aristide dans sa dérive populiste et de combattre pour la mise en place d'institutions un tant soit peu démocratiques. Mais cette organisation serait plus crédible si elle-même refusait de pratiquer le clientélisme et d'accepter dans ses rangs n'importe quel notable soucieux avant tout des intérêts de son clan. Elle aurait plus d'audience si elle prenait la parole dans d'autres occasions que lorsque ses intérêts électoraux sont menacés (lors d'élections qui, de toute manière, ont été boycottées par 90 ou 95 % des électeurs). C'est ainsi que l'OPL n'a jamais élevé la voix lorsque, comme cela s'est passé à plusieurs reprises ces derniers mois, l'inquiétante « Force d'intervention rapide » de la police est intervenue très brutalement contre des manifestants et des habitants de quartiers populaires. Enfin, l'OPL serait mieux à même de répondre à ceux qui l'accusent de collusion avec la « communauté internationale » si elle avait fait campagne pour des mesures en rupture avec la politique néo-libérale.

La déception et la confusion politique font le lit des duvaliéristes. Fin avril, un discours enregistré par Jean-Claude Duvalier, et appelant les Haïtiens à la réconciliation, a rencontré plus d'écho qu'on n'aurait pu le penser. Assistera-t-on prochainement au retour de Jean-Claude Duvalier et à l'annonce de sa candidature pour l'élection présidentielle de l'an 2 000 ? En tout cas, cette perspective, hier impensable, fait maintenant partie du domaine du possible. ★

La France vote contre le libéralisme

Les élections législatives des 25 mai et 1er juin enregistrent un tournant majeur de la situation française. Avec 48,2 % des suffrages exprimés, contre 46,1 % à l'alliance RPR-UDF qui gouvernait le pays depuis mars 1993, la gauche vient de réaliser une percée qui lui permet d'occuper désormais une majorité de 319 sièges à l'Assemblée nationale.

Par Christian Picquet

17 juin 1997

CETTE POUSSÉE DE LA GAUCHE représente d'abord un effet différé de la grande grève du secteur public, en novembre et décembre 1995, puis de la réactivation sociale qui s'ensuivit. La droite essuie, à l'inverse, la sanction politique du tournant du 26 octobre 1995, qui avait vu les gouvernants remettre explicitement les orientations économiques sur les rails de la lutte contre les déficits dans la perspective de la monnaie unique, en contradiction avec le discours social-volontariste utilisé par le candidat Chirac pour l'emporter sur son adversaire de droite, Edouard Balladur. A l'époque, la première réaction des citoyens, incomprise par les élites, avait été le soutien à la mobilisation de l'hiver 1995. Le 12 décembre 1996, Jacques Chirac fustigeait encore le « conservatisme » des Français, c'est-à-dire leur refus de lâcher la proie de leurs acquis sociaux pour l'ombre d'une dérégulation répondant au seul intérêt des marchés financiers.

D'évidence, l'équipe hier aux affaires resta aveugle devant cette résistance sociale face aux dégâts du libéralisme, que ne cessèrent d'exprimer les luttes depuis un an et demi. Ainsi, en prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, le président de la République croyait-il encore possible de retrouver une majorité lui permettant de durcir sa politique d'austérité, de démantèlement des acquis et de la protection sociale, d'abaissement du coût du travail par la flexibilité et la mise en charpie de déréglementation et de privatisation des entreprises publiques. Il voulait à tout prix éviter le téléscopage, en 1998, si les législatives étaient venues à leur terme normal, entre des aspirations majoritaires à une réorientation des choix économiques et la nécessité d'une inflexion thatcherienne de la politique mise en œuvre, justifiée par le rendez-vous de la monnaie unique mais difficilement assumable en période électorale. Il espérait également prendre de court une gauche traditionnelle qui s'était montrée incapable d'offrir un débouché politique à la mobilisation de 1995 puis à la lutte contre la loi Debré durcissant la position gouvernementale envers l'immigration.

C'est un profond désir de changement que lui aura renvoyé le verdict des urnes. Un simple élément statistique en fait foi : parmi les 13 % d'électeurs qui se sont déterminés le jour même du vote, on retrouve 26 % des 18-24 ans — ceux-là même qui avaient donné une majorité à Jacques Chirac le 7

mai 1995 —, 16 % des ouvriers, 14 % des femmes, 19 % des chômeurs... Un vote sans ambiguïté de la part de catégories fragilisées par la crise, le chômage et la précarité.

UNE CRISE DE RÉGIME

Ce tournant politique débouche, tout à la fois, sur une crise sans précédent de la droite et une crise de régime. La défaite sans appel de l'ex-majorité annonce une redistribution des cartes en son sein. Le bloc réactionnaire doit, à présent, retrouver un projet unifiant, lui permettant de répondre aux mutations actuelles du capitalisme français dans le cadre de la mondialisation libérale de l'économie, sans pour autant voir s'effriter toujours davantage sa base sociale, notamment dans les fractions supérieures du salariat ou dans les couches moyennes. Surtout, il doit se doter d'instruments fiables, sans lesquels il ne peut espérer se lancer à la reconquête du pouvoir.

La crise à droite s'avère d'autant plus aiguë qu'elle se déroule à l'ombre du Front national. Avec 15 % des suffrages exprimés, soit un score équivalent à celui de Le Pen lors de la dernière présidentielle, le parti néofasciste obtient un résultat sensiblement similaire à celui de chacune des composantes de la droite. Le mode de scrutin en vigueur ne lui permet, certes, d'obtenir qu'un seul député au Palais-Bourbon. Mais il « fidélise » son électorat, en détache une part croissante des formations de l'ex-majorité et gagne en influence dans les secteurs populaires en butte à l'exclusion et au poids du chômage. Il se montre, ce faisant, en mesure de déjouer le piège des mécanismes bipolaires inscrits dans la logique de la Ve République. D'où le débat qui s'ouvre, de nouveau, au sein du camp conservateur, sur les alliances à passer avec l'extrême droite à l'occasion des prochaines échéances électorales.

Une véritable implosion menace, par conséquent, la droite hexagonale. Elle pourrait engendrer la dislocation du RPR, c'est-à-dire du courant qui vertèbrerait les coalitions réactionnaires depuis les origines de la Ve République, en 1958. Déjà, ce parti voit se développer en son sein une sévère querelle de succession, qui a vu Philippe Séguin éjecter l'ex-Premier ministre, Alain Juppé, de sa présidence. Au stade actuel, ce processus, que les leaders de la droite qualifient de « refonda-

tion », a pour principal effet de priver le président de la République de tout relais parlementaire fiable : un effet imparable de la crise de régime qui s'est pleinement révélée avec le scrutin du 1er juin.

L'échec électoral atteint, en effet, directement Jacques Chirac. Il n'a pas seulement renvoyé les électeurs aux urnes, il leur a posé la question de confiance. Il voulait un nouvel élan et ce dernier lui a sèchement été refusé. En conséquence, ce désaveu atteint sa propre légitimité et affaiblit la fonction présidentielle, clé de voûte d'un système où tout part de l'Élysée et où tout y revient. Cette nouvelle donne politique met en lumière la fragilité de l'édifice institutionnel en place depuis 1958. Au gré des crises sociales, l'Assemblée voit s'opérer un effet « essuie-glaces », où les majorités parlementaires changent d'une élection à l'autre.

Les partis de la droite traditionnelle subissent érosion de leur base sociale et perte de leur rôle d'encadrement de fractions de classes particulières. Imaginé pour pérenniser la stabilité politique du pays et le pouvoir du camp conservateur, le mode de scrutin révèle sa totale inadaptation lorsqu'il se trouve jusqu'à 40 % d'électeurs pour porter leurs suffrages sur des formations non représentées au Parlement. L'État ne parvient plus qu'avec difficulté à conserver sa capacité d'arbitrage entre les classes, que requiert pourtant la place marginale dévolue à l'Assemblée dans le cadre de la Constitution.

LA GAUCHE FACE AUX ATTENTES

La gauche a su capter à son profit l'aspiration populaire au changement. La politique annoncée par Lionel Jospin, à l'occasion de la campagne électorale, n'en est pas moins marquée par une volonté d'accompagnement social de la gestion maastrichtienne des gouvernements précédents. Aussi n'a-t-il cessé d'indiquer que le changement s'étalerait sur les cinq ans de la législature et que la loi-cadre promise pour la réduction de la durée du travail n'aboutirait aux trente-cinq heures qu'à l'horizon de l'an 2 000, après négociations entre patronat et syndicats dans les différentes branches de l'économie. Reste, en dépit de ces limites, que l'orientation défendue par le Parti socialiste — fondée sur une certaine relance salariale, la création d'emplois publics, le redéploiement des crédits budgétaires en faveur de la croissance et l'arrêt des privatisations — nécessiterait quelques ruptures avec la ligne du franc fort, de l'austérité draconienne, de la tenue à tout prix des critères de Maastricht. Au cours du débat électoral, tout en proclamant son intention de conduire à son terme la marche à l'euro, Lionel Jospin se montrait d'ailleurs déterminé à remettre en cause le « pacte de stabilité », ce Maastricht-II ratifié à la conférence de Dublin par Jacques Chirac.

La politique future du nouveau pouvoir s'en retrouve placée sous le signe de l'instabilité, de l'écartèlement entre les engagements pris, les attentes de l'électorat et les contraintes induites par la continuité de gestion promise par les dirigeants socialistes. Il est, dès à présent, significatif des pressions à l'œuvre que la technocratie libérale se soit fortement imposée dans les cabinets ministériels et que la plupart des ministres socialistes proviennent des courants les plus attachés au dogme maastrichtien.

Le contexte de cohabitation entre un gouvernement de gauche et un président de droite aggraverait inévitablement cette tendance. Les prérogatives constitutionnelles de Chirac s'exerceront notamment dans les domaines où pourrait s'appliquer une inflexion de la logique des « critères » de Maastricht et du « pacte de stabilité ». La crise de la droite et l'affaiblissement de l'autorité présidentielle pousseront Chirac à pratiquer une cohabitation de combat, dans le but de

retrouver prise sur la recomposition du camp bourgeois et de préparer, aux meilleures conditions, les échéances électorales à venir.

Dès lors, la question européenne va occuper le centre de la crise française, autant que les contradictions que va devoir gérer la nouvelle équipe. La victoire de la gauche met en lumière l'impasse que connaît la construction libérale de l'Europe. Elle reflète le rejet populaire dont font l'objet, sur le continent, l'orthodoxie monétariste et l'amenuisement constant des budgets sociaux. En annonçant, dans un premier temps, qu'il suspendait sa signature au bas du « pacte de stabilité » lors de la conférence intergouvernementale d'Amsterdam, le gouvernement français se référa explicitement à l'attente de son électorat. Il n'en aura pas moins fini par souscrire à ce durcissement des accords de Maastricht, en contrepartie de déclarations vagues et de la promesse d'une conférence, aux objectifs indéfinis, sur l'emploi.

Ce premier renoncement à l'un des engagements de la campagne électorale augure de la manière dont le gouvernement traitera ses premiers dossiers tests : l'augmentation attendue du salaire minimum et des minima sociaux, la création de trois cent-cinquante mille emplois pour les jeunes dans les entreprises publiques, l'arrêt de la privatisation de France Télécom, la remise en question de la fermeture de Renault-Vilvorde, etc. Dans le cadre du collectif budgétaire, qui devrait être adopté durant l'été, il aborde sans la moindre marge de manoeuvre ces questions, à propos desquelles se manifesterait la volonté de rompre avec la logique de Maastricht ou de la pérenniser.

CONTRADICTIONS ANNONCÉES

La période qui s'ouvre annonce donc des problèmes d'ampleur pour le camp progressiste. D'autant que la crise des appareils dominants ne se trouve nullement résorbée par la victoire électorale. Certes, le Parti socialiste a su, depuis sa défaite spectaculaire de 1993, restaurer sa crédibilité et sa situation de force d'alternance. Se voulant modeste dans l'exercice du pouvoir et fidèle aux engagements souscrits envers les citoyens, Lionel Jospin a basé ses campagnes électorales de 1995 et de 1997 sur une rupture avec les pratiques ayant caractérisé le pouvoir de François Mitterrand. Il a ainsi pu rassembler sous sa houlette la majorité « plurielle » d'aujourd'hui, des accords séparés avec les Verts, le Parti communiste et le Mouvement des citoyens consacrant le ralliement de ces formations aux orientations fondamentales du programme socialiste.

Il n'empêche ! Au premier tour des dernières législatives, le PS n'a même pas retrouvé les scores de sa défaite de 1986. Il totalisait, à cette époque, 31,6 % des voix, mais n'en a obtenu que 25,71 % cette année. Preuve que, pour dominant qu'il reste, ce parti est loin d'avoir surmonté les séquelles des deux précédents septennats. Autrement dit, des mobilisations importantes pourraient, à terme, se révéler sources de tensions importantes en son sein. Il n'est, d'ailleurs, pour s'en convaincre, que de se souvenir qu'une partie de la base socialiste avait récemment révélé sa perméabilité aux aspirations de la société, en se prononçant en faveur des amendements de l'aile gauche du parti sur la renégociation de Maastricht.

C'est cependant chez les alliés du PS que les secousses risquent d'apparaître le plus rapidement. Le Parti communiste peut se targuer d'avoir fait passer son groupe parlementaire de vingt-quatre à trente-six membres, en profitant de la dynamique électorale du 1er juin. Cela ne peut occulter la stagnation du vote communiste au premier tour, lequel demeure sous la barre des 10 %. Robert Hue a justifié

L'entrée de trois ministres au gouvernement et obtenu l'approbation du parti au terme d'une consultation-bidon des militants, par le contrat passé entre PS et PCF dans leur déclaration commune. Alors que les choix gouvernementaux n'ont même pas encore été annoncés, et avant même la ratification du « pacte de stabilité », il s'estimait pourtant obligé de se prémunir des possibles réactions de sa base et de ses électeurs, en préconisant la formation d'« Espaces citoyens et démocratiques » propres à garantir le changement.

L'espace moindre occupé par les Verts et le Mouvement des citoyens sur le champ politique à gauche ne leur évitera pas davantage les secousses. Le parti de Dominique Voynet n'a obtenu six députés qu'à la faveur d'un accord qui en a fait l'obligé du PS. Son entrée au gouvernement se fait donc au prix d'une perte d'indépendance politique. Quant à la formation de Jean-Pierre Chevènement, elle aura dû mettre en sourdine ses tirades hostiles à l'édification maastrichtienne de l'Europe, ce qui la contraindra à un choix stratégique redoutable lorsqu'il apparaîtra clairement que Jospin n'opère aucune véritable rupture avec la logique libérale et monétariste.

PAS D'ÉTAT DE GRACE

Une chose paraît, d'ores et déjà, acquise : il n'existera pas d'état de grappe pour les nouveaux gouvernants. La victoire de 1997 diffère profondément de celle de mai-juin 1981. D'abord, l'expérience des deux septennats mitterrandiens demeure fortement ancrée dans les consciences. Ensuite, le succès de la gauche n'intervient pas dans une conjoncture de ressac du mouvement populaire mais, au contraire, de remobilisation. Ce dont témoigne l'intérêt que suscite, de nouveau, dans les entreprises et le mouvement syndical, le débat sur les revendications. Enfin, la recomposition du mouvement social au cours des années écoulées octroie à ce dernier une indépendance et une capacité d'action sans commune mesure avec le passé.

Au plan syndical par exemple, la CGT s'est vue contrainte de prendre ses distances avec l'appareil du PCF et de développer une démarche unitaire envers les autres confédérations. A travers la création de la FSU, de SUD-PTT, de l'opposition à Nicole Notat dans la CFDT, sont apparus des structures ou regroupements porteurs d'une nouvelle conception du syndicalisme. Dans le même temps, la multiplication d'associations comme « Agir ensemble contre le chômage », « Droit au logement », les structures pour les droits des femmes, Ras-l'Front témoignent du renouveau de l'engagement collectif sur le terrain de l'exclusion et de l'égalité des droits, en étroite liaison avec le syndicalisme unitaire et revendicatif.

Les rythmes de radicalisation et de politisation de ce mouvement social multiforme n'en seront pas moins lents et différenciés. L'expression des exigences sociales passera sans doute d'abord par des mobilisations partielles ou sectorielles. S'il n'apparaît ni adhésion massive au programme du PS, ni délégation à ses représentants gouvernementaux, il existe cependant une indéniable attente dans l'électorat populaire. La crainte pointée même que cette nouvelle expérience ne s'achève par un désastre qui ne pourrait profiter qu'au Front national.

Cela déterminera l'attitude de la LCR au cours des prochains mois, dans la continuité de sa bataille passée en faveur d'une Entente de l'espoir. Elle a pleinement participé à la défaite de la droite, mais s'affiche aujourd'hui indépendante de la majorité et du gouvernement. Pour autant, elle ne se positionne pas en opposante dudit gouvernement et entend apparaître comme l'organisation qui combat tous les

L'extrême gauche dans les élections

Dans le cadre de ces législatives, la LCR a mené une campagne dynamique, aux effets indéniablement positifs pour sa construction. Elle présentait ou soutenait directement 154 candidatures, qui ont recueilli 101 251 voix. A quoi, il convient d'ajouter les résultats des candidats communistes qu'elle soutenait, dans les Bouches-du-Rhône ou les Yvelines, au terme d'accords avec les fédérations du PCF.

Logiquement, les meilleures performances proviennent des candidatures autour desquelles s'étaient formées de larges convergences unitaires. Leurs résultats s'échelonnent entre 2,74 % et 5,97 % des voix. Lorsqu'ils se retrouvaient seuls, les représentants de la Ligue réalisent une moyenne de 1,26 % des suffrages. Ce qui constitue une progression par rapport à 1993, où les candidats qu'elle soutenait avaient obtenu une moyenne de 1,08 %.

Ces scores sont sensiblement équivalents à ceux des composantes de la gauche alternative — qui, à l'instar de l'AREV et la CAP, avaient refusé tout accord avec la LCR, en dehors de quelques circonscriptions — et du MDC dans les zones où il n'était pas investi par le PS (pour ses députés sortants) ou le PCF (au terme de plusieurs accords départementaux entre les deux partis).

Seule Lutte ouvrière sera parvenue à traduire, aux alentours de 3 % dans les circonscriptions où elle se présentait, les scores présidentiels d'Arlette Laguiller. Mais cette organisation stérilise totalement ce vote en sa faveur et le dévoie dans un positionnement sectaire et gauchiste qui la marginalise sur le champ politique.

obstacles au changement, voulant tout mettre en oeuvre pour que cette nouvelle expérience de la gauche au pouvoir débouche sur la satisfaction des aspirations populaires. Elle réclame donc que le signal soit donné sans tarder d'un authentique changement, d'une volonté de rupture avec la logique libérale à l'oeuvre depuis vingt ans. C'est en ce sens qu'elle défend une série de mesures d'urgence gravitant autour des deux exigences brûlantes de l'heure : l'emploi et la rupture avec l'orthodoxie monétaire ou budgétaire née du traité de Maastricht. Et elle en appelle, sur cette base, à une vaste mobilisation sociale, capable de balayer les résistances au changement. Dans cette logique, elle préconise la mise en place de « comités unitaires pour le changement » et s'adresse pour cela à toutes les composantes du mouvement social, de la gauche et de l'écologie progressiste.

Dans le même temps qu'elle déploie cette démarche unitaire large, la Ligue entend prendre des initiatives en faveur de la convergence des courants indépendants de la majorité et du gouvernement. Les élections législatives viennent, en effet, de démontrer une fois encore que le problème de la situation française réside dans la capacité à construire un autre rapport de forces au sein du mouvement ouvrier.

Les débats de la campagne électorale ont montré à quel point était largement répandue l'aspiration à une gauche différente, allant jusqu'au bout de ses engagements, mais elle s'est vue captée par les organisations traditionnelles, le premier tour marginalisant la LCR au même titre que l'ensemble des composantes de la gauche alternative (voir encadré). Il faudra donc, plus que jamais, mener le débat avec les courants qui s'y montreront disposés, dans et hors les partis gouvernementaux, afin de faire surgir dans l'avenir une gauche indépendante, qui situe résolument son action au sein de la gauche mais refuse de se subordonner à la solidarité de gestion. ★

Turquie

La fin peu glorieuse du Refahyol

La coalition islamo-nationaliste d'Erbakan et de Çiller (le « Refahyol ») a finalement dû démissionner, sous la pression des militaires et de l'opinion publique. Le président de la République, Demirel, a nommé le chef de l'opposition Mesut Yilmaz (président de l'ANAP, droite) pour former le prochain gouvernement. Yilmaz a l'intention de former une coalition « laïque » avec la social-démocratie, en débauchant une dizaine de députés du parti de Çiller.

*Par Erdal Tan
Istanbul, le 21 juin 1997*

CETTE PRESSION DES MILITAIRES et de l'opinion publique, hostiles au maintien des islamistes au gouvernement (voir *Inprecor* n°413), avait déstabilisé le DYP (le parti de Çiller) et une quinzaine de députés de ce parti avaient voté avec l'opposition lors d'une précédente motion de censure. La coalition avait néanmoins réussi à s'en sortir (à 4 voix près !) grâce au soutien in extremis d'un petit parti d'extrême droite. D'ailleurs, jusqu'à maintenant, Çiller n'a pu garder le contrôle sur son parti que grâce aux efforts de son mari, « Monsieur 10 % » (comme le surnomme la presse), qui a eu recours à des méthodes « peu catholiques » : don de grosses commissions et prébendes pour certains députés, chantage avec des dossiers de malversation pour d'autres.

FUITE EN AVANT

Mais les marges de manœuvres se réduisent de plus en plus, Çiller et Erbakan, ont pris acte de la précarité de leur situation. Ils ont décidé de saborder leur propre gouvernement et de tenter une fuite en avant, annonçant la tenue d'élections anticipées avant la fin de l'année. D'ici-là, ils pensaient constituer un gouvernement « Refahyol-bis » sous la direction de Çiller, en espérant que le changement de premier ministre pourrait freiner l'hémorragie dans le parti de Çiller. Mais en nommant Yilmaz pour former le prochain gouvernement, Demirel a déjoué ce plan. Yilmaz s'est mis d'accord avec les deux partis social-démocrates et les dissidents du parti de Çiller pour former une coalition alternative, qui bénéficiera du soutien de l'armée, de la bourgeoisie et des médias. Le vote de confiance n'est pas encore acquis pour ce gouvernement, mais les mêmes facteurs qui ont acculé le Refahyol à la démission, pourront sans doute lui assurer le succès, ne serait-ce qu'à court terme. Les semaines à venir vont donc donner lieu à une activité fébrile de magouilles

parlementaires. L'armée et la bourgeoisie feront tout pour empêcher le retour des islamistes au pouvoir.

MENACES CONTRE LE PARTI DE LA PROSPÉRITÉ (RP)

D'ailleurs, le fait que juste le procureur de la République (sans doute « inspiré » par l'armée) se soit adressé il y a quelques semaines à la Cour constitutionnelle pour déclencher une procédure de dissolution du RP, n'est certainement pas le fruit du hasard. Le RP est accusé de « vouloir provoquer une guerre civile » et « d'instaurer un régime islamique ». En tout cas, c'est sans doute la première fois au monde qu'un tel procès est intenté contre un parti qui est au pouvoir avec 21 % des voix aux élections, et qui détenait le poste de premier ministre et (entre autres) le ministère de la justice. C'est sans doute la preuve que la justice est réellement indépendante en Turquie !

« TRAITRES À LA PATRIE »

C'est parce que le RP a peur que ce procès n'aboutisse assez rapidement, qu'il souhaite de son côté que les élections anticipées se tiennent le plus vite possible. Mais l'armée ne relâche pas sa pression. Récemment, l'état-major a accusé le gouvernement de lui avoir « coupé les vivres » en refusant de financer les frais de l'opération militaire contre le PKK en Irak du Nord. 50 000 soldats sont en effet engagés depuis plusieurs semaines à des dizaines de kms à l'intérieur de la frontière irakienne. Selon les chiffres officiels, plus de 2 000 militants du PKK auraient été tués durant cette opération, qui risque de se prolonger tout l'été. En effet, ce genre d'accusations (relayées par toute la presse et l'opposition parlementaire) est de nature à provoquer une grave crise institutionnelle, puisque dans tout État bourgeois qui se respecte, il s'agit d'une accusation équivalente à la « trahison de la patrie » ! En cas de coup d'État militaire en bonne et due forme, cela aurait pu devenir un « bon » prétexte pour conduire Çiller et Erbakan à la corde. Mais l'objectif à court terme était de provoquer la panique parmi les députés du DYP, pour que certains retirent leur soutien à la coalition.

LA BATAILLE FINALE

Les couteaux sont donc tirés et les deux parties, l'armée et le couple Çiller-Erbakan, savent qu'il s'agit d'une lutte sans merci. A court et à moyen terme, les rapports de forces sont favorables à l'armée. La seule question est de savoir si les militaires vont pouvoir tenir les islamistes éloignés du pouvoir par le biais de méthodes « parlementaires démocratiques » (!), autrement dit avec la formule de la coalition alternavite qui sauverait les apparences démocratiques du régime et permettrait de maintenir les projets d'intégration européenne de la grande bourgeoisie, ou si (en cas d'échec de ce projet au Parle-

ment) elle sera contrainte de recourir à un « vrai coup d'État », qui risque de déraiper vers une semi guerre civile. A plus long terme, tout dépendra de la capacité de la bourgeoisie et de son personnel politique à mettre en œuvre une réforme du système politique et institutionnel, qui lui permettrait de présenter une nouvelle alternative bourgeoise et crédible aux yeux des masses. Ce qui va se passer à très court terme dépasse les limites de l'analyse normale, puisque tout dépend du nombre exact de députés du parti de Çiller, qui n'ont pas beaucoup de « dettes de jeux » et qui seront suffisamment effrayés par les militaires pour oser soutenir le gouvernement alternatif, prenant le risque de perdre leur prébendes et de se voir traînés dans la boue par les révélations éventuelles du mari de Çiller à leur rencontre. Ce qui est certain, c'est que l'armée, qui représente les intérêts généraux du régime, est désormais allée trop loin dans sa lutte contre les islamistes pour pouvoir se permettre de reculer. Ce dont il est question dépasse d'ailleurs largement le cadre d'une lutte de pouvoir conjoncturelle contre un gouvernement indésirable. Comme le prouve l'alliance militaire avec Israël, l'état-major a modifié sa stratégie globale et sa doctrine principale. Récemment, les militaires l'ont d'ailleurs déclaré publiquement : pour l'armée, la « principale menace » (qui a été en vigueur durant les 50 dernières années) n'est plus le « danger communiste venant de l'extérieur avec une 5e colonne à l'intérieur », mais bien la « menace venant de l'ennemi intérieur et de ses supports à l'extérieur », à savoir, « le terrorisme séparatiste kurde et la menace intégriste ». Tout le dispositif de « sécurité » de l'État (police, justice, défense, diplomatie, services secrets) doit donc s'adapter en conséquence. L'arsenal de propagande idéologique de l'État va aussi s'adapter, pour relativiser l'anticommunisme et privilégier à sa place le nationalisme unitaire et le laïcisme kémaliste. En politique étrangère, les pays considérés comme « ennemis » seront désormais ceux qui soutiennent le PKK et les islamistes : avant tout la Syrie et l'Iran. C'est cette politique fondamentale qui sera imposée par l'État à tous les gouvernements bourgeois qui se succéderont, quelles que soient les nuances de leurs programmes et de leurs étiquettes politiques.

LUTTE INTERNE DE LA BOURGEOISIE

Quant à la crise actuelle, il s'agit avant tout d'une lutte triangulaire interne de la bourgeoisie, entre trois secteurs qui se battent pour dominer la vie économique, sociale et politique. La principale force est la grande bourgeoisie industrielle traditionnelle et ses alliés (les associations patronales des PME), représentés par l'armée, les médias et les partis de l'opposition parlementaire (donc, y compris la social-démocratie). Leur projet politique est d'intégrer la Turquie à l'Union européenne, avec une démocratie bourgeoise plus ou moins semblable à celles d'Europe. Ils essayent pour cela de gagner le soutien de la classe ouvrière et de l'intelligentsia de gauche, en les effrayant avec le spectre de l'intégrisme islamiste et en agitant la carotte de la démocratisation, pour les convaincre d'accepter les restructurations et les privatisations (autrefois dit un « pacte de la Moncloa à la turque »).

La seconde force est la bourgeoisie islamiste, qui s'est développée ces dernières années en prenant ses racines dans des fusions d'entreprises moyennes d'Anatolie centrale. Représentée par le RP, cette nouvelle bourgeoisie islamiste veut gagner à sa cause les couches paupérisées et semi-prolétaires du monde urbain, ainsi que la paysannerie kurde, au nom de la « fraternité et la solidarité religieuse ». Ce secteur cherche à briser la concurrence de la grande bourgeoisie classique et du marché mondial, en créant un « marché islamique privilégié », basé sur un « mode de vie et de consommation spécifique de ghettos islamiques ». Ils veulent s'éloigner de l'UE en adoptant un système néo-protectionniste de

déréglementation, qui leur permette de rejeter les normes contraignantes de l'impérialisme occidental (brevets, ISO, normes syndicales, taux d'intérêts, etc.). Leur chiffre d'affaires atteint les 2 milliards de dollars, avec 800 millions de dollars d'exportations vers les pays du Moyen-Orient (ils veulent d'ailleurs privilégier les relations avec le Moyen-Orient et l'Asie du sud-est).

ÇILLER ET LA MAFFIA

Quant au 3^e secteur, il s'agit de la bourgeoisie « parallèle » c'est-à-dire la mafia et les trafiquants de drogue ainsi que leurs réseaux financiers à l'étranger. Son étoile a surtout brillé durant les « années du miracle Özal » (politiques ultralibérales des années 80 et 90) et grâce à la « sale guerre » dans la région kurde. Elle se base tout naturellement sur le lumpenprolétariat, la « lumpentelligentsia » nationaliste, la police et les grands propriétaire terriens (surtout les féodaux kurdes). Les bourgeois aventuriers, qui sont partis à la conquête des nouveaux marchés de l'ex-URSS, sont également proches de cette mouvance. Çiller et son parti, qui est le représentant politique de ce secteur, étaient à l'origine alliés du premier secteur. Mais coincée par ses propres dossiers de malversations, Çiller a renversé ses alliances il y a un an, pour se rapprocher des islamistes. C'est cette « trahison » de Çiller qui est à l'origine du désordre politique actuel. Quant aux néofascistes du MHP (les « loups-gris »), qui étaient les alliés naturels de Çiller depuis le début, ils se sont retrouvés en porte-à-faux avec ce renversement d'alliance et sont entrés dans une grave crise interne après la récente mort de leur leader historique, le « basburg (« führer ») Türkes.

Si les travailleurs et le peuple kurde, qui n'ont pas actuellement un rapport de forces en leur faveur, ne veulent pas faire les frais de cette bataille interne et confuse de la bourgeoisie, ils doivent développer une politique très bien calibrée, pragmatique et rusée. En cette période délicate, trouble et confuse, la seule boussole qui nous permettra d'éviter les pièges et de creuser notre propre tombe par des alliances catastrophiques et inopportunes (ou une passivité criminelle) sera la ligne d'indépendance de classe et la défense des droits et acquis démocratiques.

« NE REFAHYOL NE HAZIROL ! »

C'est à cela que s'est attelé l'ÖDP (Parti de la liberté et de la solidarité). Sous le slogan : « Ne refahyol ne hazirol ! » (ni refahyol (initiales des partis d'Erbakan et de Çiller), ni le « Garde à vous ! » (devant les militaires), ce parti, fondé il y a un peu plus d'un an, grâce à la convergence de la plupart des courants de l'extrême gauche turque des années 70 (et dans lequel militent également nos camarades de Yeniyol, la STQI), a organisé le 26 mai dernier une grande manifestation à Istanbul. 35 000 personnes (selon les estimations de la presse bourgeoise) ont en effet répondu « présents » à l'appel de l'ÖDP, qui a reçu à cette occasion le soutien des syndicats de gauche, DISK et KESK, des associations de gauche et des cercles d'étudiants, du HADEP (parti nationaliste kurde, ayant amené plus de 3 000 sympathisants), de plusieurs intellectuels et artistes renommés, ainsi que d'une série de journalistes démocrates de la grande presse bourgeoise (la manifestation a fait les titres à la une des principaux médias, avec des commentaires très favorables). Avec cette manifestation, l'ÖDP a sans doute réalisé l'initiative politique la plus importante et la plus massive de sa courte histoire politique. Avant tout, le moment choisi pour lancer l'appel à cette manifestation était particulièrement opportun : la vie politique étant limitée à la confrontation entre l'armée et le gouvernement islamo-nationaliste, il était en effet important de

dégager une 3e issue. En deuxième lieu, l'axe était particulièrement bien choisi, car en cette période de menaces de la part de ce gouvernement réactionnaire ou de l'armée, il était important de mettre en avant un mot d'ordre démocratique et légitime, qui puisse rassembler les masses au-delà de l'audience immédiate de l'ÖDP.

Le lieu de la manifestation, la Place Sultanahmet d'Istanbul, était aussi symboliquement important, puisqu'une semaine auparavant, d'abord Çiller, puis le RP, avaient réuni leurs troupes sur la même place, à un jour d'intervalle. En effet, le RP avait rassemblé près de 100 000 personnes à Sultanahmet, venues à la rescousse des écoles religieuses (menacées par la réforme de l'enseignement public que les militaires veulent imposer), alors que la veille, Çiller n'avait pu réunir que 6 à 7 000 personnes sur cette même place, malgré une préparation tapageuse durant un mois — et à grand renfort de moyens financiers. Il fallait donc du culot et une sérieuse détermination politique pour oser affronter ces deux partis au pouvoir (près de 20 % des voix chacun), sur le même terrain. Finalement, le pari a été gagné, puisque la manifestation de l'ÖDP ne faisait pas rougir à côté de celle du RP, ni en nombre ni en militantisme, et dépassait très largement celle de Çiller.

L'ALTERNANCE ÖDP

Désormais, et grâce (entre autres) au succès de cette initiative, l'ÖDP apparaît aux yeux de larges masses, sinon comme une puissante alternative, du moins comme un interlocuteur sérieux, efficace, crédible et légitime, à la gauche de la social-démocratie. En fait, cette mobilisation (qui est la manifestation autonome la plus imposante initiée par l'extrême gauche depuis les années 70) s'inscrit dans un mouvement ascendant qui remonte à plusieurs mois.

Tout d'abord, lors de « l'affaire de Susurluk » (qui avait dévoilé les liens entre la mafia, la police, les milices d'extrême droite et des ministres de Çiller), les militants de l'ÖDP ont été à la pointe de la réaction populaire massive contre ce scandale. Par la suite, le 13 avril l'ÖDP a convoqué un rassemblement « sauvage » (sous prétexte de « conférence de presse ») en plein centre d'Ankara, avec près de 25 000 personnes. De même, au premier mai, le cortège le plus impor-

tant était une fois de plus celui de plus de 25 000 personnes à Istanbul, plus de 15 000 à Ankara, plusieurs milliers dans chacune des différentes villes de province où il y avait un cortège. L'ÖDP avait également lancé, au début de l'année, une campagne de « Signatures pour la paix dans la région kurde » et a réussi à récolter un million de signatures, qui ont été officiellement remises au président du Parlement le mois dernier.

Il est clair que malgré tout ces succès, la taille relativement modeste de l'ÖDP (dans un pays de 65 millions d'habitants) ne lui permet pas encore de se présenter comme une alternative de masse candidate au pouvoir ! Mais les débuts de ce parti pluraliste sont plus que prometteurs. ★



ALTERNATIVE INFORMATION CENTER
SOCIÉTÉ DE DÉMOCRATIE ET D'ÉCONOMIE SOCIALE
RUE DE LA PAIX 10, 1201 GENEVE
Tél. 022 20 11 11 / Fax 022 20 11 12

100 ans de Sionisme : libération ou oppression ?

Du 15 au 17 août 1997 à Bâle (Suisse) se tiendra une Conférence alternative à la célébration officielle du centenaire du premier congrès sioniste à Bâle en 1897. Organisée par, entre autres Sozialistische Alternative-Bâle, Association Suisse-Palestine-Berne, Association pour l'union entre les peuples juif et palestinien-Genève et Alternative Information Center-Jerusalem, la conférence développera les thèmes suivant :

- 1) histoire et idéologie du sionisme ;
- 2) histoire de la résistance palestinienne ;
- 3) le mouvement ouvrier européen et la « question juive » ;
- 4) crise de la société israélienne, crise du sionisme ;
- 5) anti-sémitisme et antisionisme : une confusion intéressée ;
- 6) mizrahim-racisme et discrimination en Israël ;
- 7) 100 ans de sionisme ; une critique.

Pour tout contact :

Coordination : Birgit Althaler

Tel./Fax. 0041/61/382 52 60

e-mail : < birgit.althaler@span.ch >

Conference August 1997, Postfach 143, 4013 Basel, Suisse
ou : Tel./Fax. 0041 / 61 / 382 52 60.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECT", à adresser à PECT, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECT", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECT", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement	☐	Réabonnement	☐
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)	☐		
Institutions (600 FF, 1 AN)	☐		
« Lecteurs solidaires »	☐	(150FF, 6 mois)	☐
« Découvrir INPRECOR » *	☐	(75 FF, 3 mois)	☐

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville :
Pays :

14^e congrès de la Quatrième Internationale

Numéro spécial
(hors série)
supplément à
Inprecor n°389

A commander
à PECT, BP 85,
75522,

Paris cedex 11

Prix : 50 FF, 15 FS, 300 FB



Quatrième Internationale

Déclaration du SU sur l'Albanie

L'Albanie a été présentée pendant des années par des institutions internationales et la propagande impérialiste comme un pays exemplaire pour sa croissance économique et ses progrès spectaculaires dans la construction d'une « économie de marché ». Il a suffi de quelques jours d'un puissant mouvement populaire pour balayer ce mythe en mettant à nu les mécanismes pervers, les formes d'exploitation sauvages, les opérations de véritable escroquerie financière par lesquels ces prétendus résultats avaient été atteints. C'est contre tout cela que les couches les plus larges du peuple albanais se sont révoltées. Elles se sont révoltées en même temps contre un régime politique, symbolisé par Berisha, qui, derrière la façade d'élections truquées dans une large mesure, cachait sa nature profondément antidémocratique, voire policière.

Les porte-parole des pays impérialistes et les médias à leur service ont présenté les protagonistes du mouvement des masses albanaises au mieux comme étant inspirés par des allégeances de clans, recoupant une division territoriale du pays, au pire comme faisant partie de bandes criminelles ou mafieuses. En fait, l'insurrection s'est étendue sous différentes formes au pays tout entier et n'aurait pas pu acquérir une telle ampleur sans une très large et active participation populaire. Quant aux bandes criminelles, qui existent en Albanie de même que dans tous les pays du monde, elles n'ont fait qu'exploiter les conditions créées par le régime de Berisha et son pourrissement, en consolidant leurs liens avec les acteurs des multiples trafics internationaux et en exploitant sans vergogne le désarroi de tous ceux qui ont voulu chercher une illusoire voie de salut en traversant la mer Adriatique. Ce n'est que par une mystification grossière qu'on a voulu les transformer en principaux acteurs du drame. En fait, le mouvement de masses a avancé des revendications absolument légitimes : restitution de l'argent volé par des opérations financières avalisées par le gouvernement, démission du président Berisha, dissolution de son principal instrument de

pouvoir, la police secrète, élections dans des conditions permettant l'expression de la volonté populaire. Son caractère démocratique révolutionnaire s'est exprimé en même temps par la formation de comités populaires siégeant de façon permanente et coordonnés dans un comité national de salut public. Toutefois, les comités n'ont pas atteint le niveau d'organes d'une véritable dualité de pouvoir s'opposant au régime en place. S'ils ont exigé le départ de Berisha, ils se sont limités à jouer, en substance, un rôle d'instruments de pression, sur le gouvernement Fino et ont accepté le déploiement de la « Force multinationale » baptisée opération Alba. Le manque d'expérience des protagonistes du mouvement, les illusions encore assez répandues sur les partis existants et l'absence de noyaux ayant une perspective politique d'ensemble ont pesé dans ce sens d'une façon déterminante.

La IV^e Internationale exprime toute sa solidarité militante avec le mouvement insurrectionnel qui a secoué l'Albanie. Elle appelle à des mobilisations de soutien à l'échelle internationale et en premier lieu dans les pays qui ont lancé l'opération militaire. Il faut exiger :

- ▶ la démission immédiate et sans conditions préalables de Berisha ;
- ▶ la dissolution de la police secrète ;
- ▶ le remboursement de l'argent volé par les escroqueries financières ;
- ▶ la reconnaissance des comités populaires ;
- ▶ le retrait de la force multinationale dont le but principal est la reconstruction d'un appareil d'état répressif antidémocratique et la sauvegarde de l'« économie de marché ».

Le Secrétariat de la Quatrième Internationale

13 mai 1997

Déclaration sur le Pérou

Le SU de la Quatrième Internationale partage l'indignation exprimée par tous les révolutionnaires et les démocrates à l'égard du gouvernement péruvien qui a lancé une opération sauvage contre les militants du MRTA à l'Ambassade japonaise de Lima.

Alors que le commando guérillero n'a tué ni blessé personne et n'a lancé aucun ultimatum, Fujimori a décidé d'accomplir un véritable massacre en engageant les forces combinées de l'armée, de la marine, de l'aviation avec l'aide des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël et la complicité du gouvernement pour exterminer tous les militants et les militantes présents sur place. Les médias bourgeois du monde entier n'ont pas hésité à exprimer leur satisfaction en s'associant aux félicitations que leurs gouvernements ont fait parvenir à Fujimori, ce sinistre personnage qui a atteint

le but de redorer son blason de tyran, terni par l'action du MRTA.

Au delà de toutes ces manifestations obscènes, Fujimori et sa bande ont envoyé au peuple qu'ils dominent un message tout à fait clair : le monopole de la force sous quelque forme que ce soit appartient à l'État et la raison d'État doit avoir le dessus à tout prix : ceux qui contestent ces « principes » et cette légitimité doivent être châtiés sans pitié. Plus généralement, ils ont voulu faire comprendre à ceux d'en-bas, militants politiques ou de mouvements sociaux, quelles que soit leur orientation, que le cadre du système capitaliste doit être respecté. Notamment en Amérique latine, ceux qui ne sont pas disposés à le faire, doivent savoir qu'ils ne seront protégés par aucune loi ni garantie démocratique. Contre eux la « guerre de basse intensité » qui a déjà fait tant de ravages, en Amérique centrale et ailleurs, continue et continuera : voilà l'autre message que Fujimori et ses

alliés impérialistes ont voulu envoyer aux opprimés et aux exploités du continent.

Toute organisation révolutionnaire a le droit de partager ou non les options du MRTA et de se poser la question de savoir si les moyens utilisés par ses militants sont valables ou non, s'ils aident ou non à mener avec succès le combat légitime contre les oppresseurs « nationaux » ou étrangers. Mais au moment où les classes dominantes latino-américaines et leurs patrons impérialistes crient victoire, il est de notre devoir d'exprimer toute notre solidarité au MRTA qui pleure ses morts. Nous exigeons en même temps que cesse au Pérou le scandale de la détention de prisonniers politiques dans des conditions inadmissibles. Une campagne de solidarité avec tous ces prisonniers doit être organisée à l'échelle internationale.

13 mai 1997

La victoire de Blair

La défaite du gouvernement conservateur après 18 ans d'exercice du pouvoir et le succès du « nouveau » parti travailliste de Tony Blair vont provoquer des changements majeurs dans la politique britannique. Cependant la plupart de ces changements ne seront pas dûs au nouveau gouvernement mais se produiront malgré lui et en riposte à sa politique.

Par Roland Rance

Le parti travailliste a naturellement le plus profité de la défaite écrasante des Conservateurs. Mais d'autres partis en ont bénéficié également. Les partis libéraux démocrates ont doublé leur représentation parlementaire en obtenant 46 sièges, les Nationalistes écossais sont passés de 3 à 6 et le Sinn Féin a gagné 2 sièges en Irlande du Nord. Le journaliste Martin Bell, qui s'est présenté comme un indépendant avec le soutien aussi bien du Labour que des Libéraux démocrates a battu le Conservateur corrompu Neil Hamilton dans une circonscription conservatrice typique de la banlieue de Manchester.

Les partis à la gauche du Labour ont obtenu des résultats inégaux. A Glasgow, Tommy Sheridan membre du Parti socialiste (ancien groupe Militant) et candidat au nom de la Scottish Socialist Alliance (SSA) a fait 11,1 %. D'autres candidats de la SSA ont eu des résultats moins encourageants (en moyenne un peu plus de 1 %). Dave Nellist, ancien député travailliste, candidat du PS à Coventry, a obtenu 6,5 %.

Le dirigeant des mineurs Arthur Scargill, candidat du Parti travailliste socialiste (SLP) à Newport dans le pays de Galle a fait un score de 5,2 %. D'autres candidats du SLP ont eu des résultats encore meilleures : à Cardiff Central, 5,3 % pour Terry Berns sur la base d'une plate-forme explicitement révolutionnaire.

A Ham-est (Londres oriental) l'avocat Imran Khan a obtenu le meilleur résultat du parti : 6,8 % dans une circonscription où le Labour était accusé de ne pas prêter suffisamment d'attention aux revendications



d'une nombreuse population d'origine asiatique. Khan est un militant très connu, il a mené une campagne très active en s'opposant aux candidats d'extrême droite du British Nationalist Party (BNP) qui a fait 3,2 % des voix. Dans l'ensemble les candidats à la gauche du Labour ont obtenu 70 000 voix.

Plus de 1 000 voix se sont dirigées vers le Front national fasciste dans une série de circonscriptions londonniennes. Dans la circonscription de Bethnal Green (Londres orientale) où les trois principaux partis avaient présenté des candidats noirs, le Front a obtenu 7,5 % des voix.

L'homme d'affaire franco-anglais James Goldsmith, avec son parti pour un référendum contre Maastricht, a réuni plus de 80 000 voix. Puisqu'on calcule qu'il a dépensé dans la campagne 20 millions de pounds, cela veut dire que chaque voix lui a coûté 25 pounds (40 \$). Les candidats contre l'avortement ont partout essuyé des échecs. Un des aspects positifs des résultats est l'élection de plus de 100 femmes du Labour.

Après l'annonce des résultats, Blair a déclaré : « nous avons participé à la campagne électorale comme New Labour et nous allons gouverner comme New Labour. » Le gouvernement a réaffirmé son intention de ne pas augmenter l'impôt sur le revenu, de ne pas annuler la législation anti-syndicale, et de ne pas rétablir la propriété publique sur des services bradés par les Conservateurs. En même temps il y a eu quelques réformes. Certains des aspects les plus viciés de la législation anti-immigration ont été atténués ; le gouvernement a promis de mettre fin à la vente des mines terrestres et de mettre en place un gouverne-

ment local à Londres. En matière constitutionnelle, des changements majeurs se produiront avec la formation dans deux ans d'une Assemblée écossaise avec les prérogatives de collecte d'impôts et la formation probable d'une Assemblée au pays de Galles. Il est également probable qu'il y aura un changement dans la loi électorale par l'introduction d'un système plus proportionnel.

Blair se trompe s'il croit que le rejet massif du Parti conservateur équivaut au soutien à son projet de New Labour. Des Exit polls ont indiqué que 60 % des gens qui ont voté travailliste pour la première fois sont pour une redistribution de la richesse et que 95 % sont contre toute nouvelle privatisation. Pourtant ce sont justement de telles orientations que la direction du Labour s'est engagée à ne pas adopter tout au long de la campagne électorale. Des millions d'électeurs ont voté Labour en dépit de l'engagement de Blair à ne pas augmenter les dépenses pour l'éducation, la santé, les retraites, les logements et les salaires du secteur public. L'aspiration au changement est très forte et il ne faudra pas beaucoup de temps avant que cela ne débouche sur des frictions avec le nouveau gouvernement. Toute tentative de couper les dépenses de l'État-providence ou d'imposer un blocage des salaires dans le secteur public afin de respecter les critères de convergence de Maastricht se heurtera à la résistance déterminée d'une classe ouvrière qui a repris confiance à la suite de la défaite massive des Conservateurs. ★

Congo (Brazzaville)

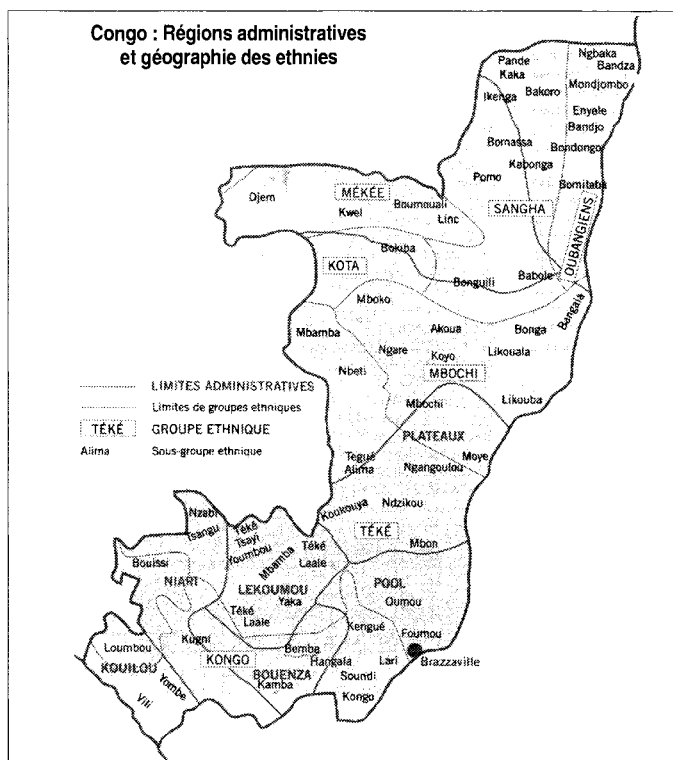
Une guerre civile qui ne cache pas ses origines

Le 5 juin, a commencé à Brazzaville (Congo), une guerre civile opposant l'armée régulière, les milices privées de la mouvance présidentielle d'un côté et de l'autre la milice privée de l'ancien président et actuel numéro deux de l'opposition Sassou-Nguesso (1). La guerre a d'ores et déjà entraîné des déplacements massifs des habitants des quartiers nord, centre et sud de Brazzaville pour Bacongo et Makélékélé, quartiers de Brazzaville-sud, fiefs du numéro un de l'opposition B. Kolelas en général à l'abri des combats. Cette guerre très meurtrière a causé, en quelques jours, des milliers de morts dont un soldat français de l'opération Pélican (2). Même le centre hospitalier universitaire, principal hôpital du pays, a reçu un obus sur son bloc opératoire. D'autres projectiles ont même traversé le fleuve Congo, sans faire de victimes dans la capitale voisine du Congo démocratique.

Par Jean Nanga

Cette guerre qui se poursuit à moins de deux mois de l'élection présidentielle prévue pour fin juillet 1997, n'est pas la première en ce Congo passé en 1991 à la faveur de la Conférence nationale souveraine, du néocolonialisme monopartiste auréolé de verbiage « marxiste-léniniste » au néocolonialisme multipartiste. Déjà en 1993-1994, Brazzaville avait été le théâtre d'une guerre civile, étendue à certains centres urbains et ruraux du Sud-Congo sous forme de « purification ethnique », expression de l'ingénierie ethniste des différentes fractions de la classe politique. Brazzaville-sud, les centres urbains et ruraux du Sud-Congo étaient le théâtre de cette guerre civile parce que dans chacune des « grandes familles politiques » est hégémonique un parti contrôlant une partie du Sud-Congo, l'UPADS (Union panafricaine pour la démocratie sociale) de l'actuel Chef de l'État, Pascal Lissouba (qui contrôle trois régions), et le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral) du président de l'alliance URD-PCT (Union pour la République et la démocratie regroupant des petits partis autour du MCDDI et le Parti congolais du travail marxiste léniniste contrôle la région du Pool).

La « restauration de la paix » a entraîné une réconciliation des « communautés ethniques » géographiquement voisines et au passé pré-moderne commun (royaume Kongo), carac-



térisée par la participation du MCDDI au gouvernement (ministère d'État de l'intérieur, ministre délégué à l'économie et aux Finances, etc.). Tout en se réclamant de l'opposition les rapports entre l'URD et le PCT se sont quelque peu adoucis. Adoucissement caractérisé par la transformation du PCT et apparentés en Forces démocratiques unies, sous hégémonie du PCT. Une sorte de regroupement des fractions oppositionnelles du Nord-Congo. Mais, malgré le maintien de l'Alliance URD-FDU (FDU se sont les Forces démocratiques unies un regroupement autour du PCT), la guerre actuelle est faite par le FDU sans le MCDDI dont le président, le maire de Brazzaville B. Kolelas, préside le comité de médiation. D'autant plus que la guerre civile serait la conséquence immédiate d'un conflit (16 morts à Owando et Oyo) entre fractions opposées de la région de la Cuvette Nord-Congo dirigées par l'ex-chef de l'État congolais Yombi-Opango (1977-1979), ex-premier ministre (1993-1996), président de la mouvance présidentielle et directeur de campagne (1997) de P. Lissouba et D.Sassou-Nguesso. Il avait chassé ce dernier du pouvoir en 1979 et

1) L'opposition multipartiste, comporte deux partis hégémoniques dont le rapport de forces fut déterminé par les présidentielles de 1992 : Bernard Kolelas (MCDDI) battu au 2e tour par Pascal Lissouba (UPADS), actuel président et Sassou-Nguesso (PCT) ne put franchir le 1er tour.

2) Nom de code de l'opération des militaires français chargés de rapatrier les ressortissants étrangers (et français) de Brazzaville.

envoyé la troupe mater la rébellion (1987-1988) à Owando (chef-lieu de la Cuvette et fief de Yombi-Opango).

Il s'agissait les deux fois de conflits entre fractions oligarchistes en rivalité pour le contrôle de l'appareil d'État néo-colonial, dans un pays où l'ajustement structurel au ralenti de 1985 à 1993, accéléré à partir de 1994, avait davantage dégradé les conditions d'existence de la majorité de la population, développant le passage de la pauvreté à la misère. Il y avait là un terreau de l'obscurantisme politico-ethniste répandu par les « grands partis » contrôlant la scène politique depuis « l'ouverture démocratique » (1991). La « société civile » se caractérisait par le laminage des syndicats et la prolifération d'ONG et d'autres associations, courroies de transmission des dits partis. Ainsi, la démocratisation au Congo a tourné en faveur d'une dynamique réactionnaire bien en phase avec la poussée néo-libérale et le redéploiement conflictuel de l'impérialisme caractérisé au Congo Brazzaville par la volonté des États-Unis d'Amérique de réduire la mainmise de l'État et du capital français sur les ressources naturelles (le pétrole en particulier) de son ex-colonie.

C'est pour avoir voulu jouer sur les conflits entre impérialistes, sous forme de diversification du partenariat, dans le secteur pétrolier contrôlé pendant près de deux décennies quasi-exclusivement par ELF-Congo (entreprise « mixte » sous domination d'ELF aquitaine), que Lissouba dont la campagne a été financée par ELF, conscient du rejet populaire de son traditionnel allié Sassou-Nguesso, s'est retrouvé avec une guerre civile. L'issue économique de cette guerre a été la cession des parts congolaises d'ELF-Congo et d'Agip-Recherches Congo, respectivement à ELF et Agip, en échange d'une hausse du taux de la rente pétrolière (de 17,5 % à 35 %) vitale pour l'État et surtout la fraction oligarchiste de Lissouba. Par ailleurs cette guerre a engendré également l'ouverture de l'exploitation pétrolière congolaise aux entreprises telles qu'Exxon, Shell, Chevron Overseas, etc.

Malgré le contrôle de 80 % de l'exploitation pétrolière par ELF, le réseau pétrolier semble n'avoir pas pardonné à Lissouba cette volonté d'autonomisation profitable à l'impérialisme yankee. Même le séjour de Chirac à Brazzaville, au cours duquel fut annoncée la suppression de 67 % de la dette publique congolaise — dont le principal créancier est la France — n'a pas, semble-t-il, ramené au beau fixe les rapports entre le capital français et Lissouba. Celui-ci avait pourtant manifesté ces deux dernières années le maintien de sa soumission à la volonté du capital français. Par exemple en soutenant sa politique au Cabinda, en Angola et au Zaïre (devenu Congo), sous forme d'axe Savimbi (président de l'UNITA)-Mobutu-Lissouba. Lissouba n'a pas économisé son énergie pour tenter de sauver son allié politiquement moribond Mobutu confronté à l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila. En vain. De cette opération néo-coloniale avortée sur l'autre rive, Brazzaville a gardé la trace sous forme de maintien des troupes françaises après le retour « at home » des troupes anglaises, belges, américaines, portugaises. Ce maintien des troupes françaises a d'ailleurs fait couler beaucoup de salive à Brazzaville où depuis janvier court la rumeur d'un coup de force militaire avant ou après l'élection présidentielle de juillet 1997. Ainsi, le flou de l'opération Pélican, en plein début d'une nouvelle cohabitation à la tête de l'État français, semble mal cacher quelque divergence dans la classe politique française. Faut-il soutenir le pouvoir légal malmené en maintenant la présence militaire française, faisant de l'aéroport une zone « neutre » jusqu'à la fin des négociations de Libreville (avec la participation des chefs d'États néo-coloniaux du Gabon, Sénégal, Tchad, Centrafrique, de l'Ambassadeur de France au Gabon, du représentant spécial de l'ONU dans la région des Grands Lacs, d'un représentant

Chronologie

1960 : Indépendance du Congo.

1960-1963 : République du Congo, Président Abbé Fulbert Youbou.

1963 : Soulèvement populaire.

1963-1968 : Président Alphonse Massamba (instaure le socialisme bantou), Premier ministre : Pascal Lissouba (actuel Président de la République).

1968 : Coup d'État militaire par le capitaine NGouabi.

1968-1977 : Président Marien NGouabi (instauration du « socialisme scientifique » et création de la République populaire du Congo).

1977 : Coup d'État de palais par Sassou NGuesso et Opango ; assassinat de NGonabi Marien et de Massamba Débat Alphonse.

1977-1979 : Président Y. Opango.

1979 : Coup d'État de Palais.

1979-1992 : Président Sassou NGuesso.

1991-1992 : Conférence nationale souveraine et gouvernement de transition.

1992-1997 : Premier président démocratiquement élu : Pascal Lissouba.

de l'Union européenne) ? Faut-il soutenir l'opération de Sassou-Nguesso en agréant sa demande de retrait immédiat de l'armée française après l'évacuation des 5 600 « étrangers », devant lui permettre la prise de l'aéroport international de Maya-Maya (Brazzaville) où atterrissent les troupes de renfort du capital français ?

Le capital français est aussi intéressé par la privatisation des entreprises stratégiques dont la seule privatisée pour le moment a permis l'acquisition par un géant US de la branche télécommunication de l'ONPT (Office nationale des postes et télécommunications). Ce qui n'est pas sans rapport avec la position du département d'État américain appelant au cessez-le-feu et au rétablissement de l'ordre constitutionnel.

A cette guerre néo-coloniale, où se mêlent intérêts des capitaux concurrents occidentaux et intérêts des fractions oligarchistes locales, le peuple congolais ne peut rien gagner. Il n'a que des morts à enterrer, une pauvreté accrue résultant de la destruction des habitations et du pillage. Les pillages expriment aussi la pauvreté des hommes de rang et de miliciens car ceux de la mouvance présidentielle ont, dès vendredi 6 juin, pillé dans le quartier résidentiel Batignolles, près de l'aéroport, les villas somptueuses aussi bien des dignitaires du PCT que de la mouvance présidentielle, pour leur faire payer leur ingratitude après la guerre civile de 1993-1994. Toutes les fractions de la classe politique rivalisent pour assouvir leur soif oligarchiste dans le cadre de l'Ajustement structurel néo-libéral et au lendemain de cette guerre, quel que soit le vainqueur, le pays risque d'être plongé dans une misère croissante accompagnée de résignation. Car l'opposition à la dynamique ethniste et au néolibéralisme est presque inexistante, aussi bien au Congo que parmi les Congolais de l'étranger. A moins que la guerre civile actuelle ne rende le peuple congolais quelque peu sensible au discours anti-ethniste et anti-ajustement structurel, trop étouffé localement.

La gauche française y contribuerait en faisant cesser la politique néo-coloniale de l'État français en Afrique, en développant la solidarité anti-néolibérale entre victimes du centre et de la périphérie capitalistes. Pour l'heure, il s'agit de faire pression sur l'État français pour que les négociations de Brazzaville ne soient pas une trêve de plus dans la « démocratisation » néo-coloniale, meurtrière. ★

République du Congo

Les défis de l'Alliance

Le nouveau régime mis en place par l'Alliance va être confronté à des défis majeurs s'il veut, comme il le prétend, réaliser une politique de satisfaction des besoins sociaux dans le cadre du respect des lois du marché et du néolibéralisme triomphant sur le plan mondial. L'immensité de la tâche de reconstruction est évidente.

Par Denise Comanne et Eric Toussaint.

En même temps, les richesses matérielles et humaines du Congo-Zaïre sont colossales. Le nouveau régime est en principe en mesure de poser ses conditions au capital international qui veut y faire à nouveau de « bonnes affaires ». Une série de mesures progressistes pourraient être mises en œuvre. Nous voudrions dans le cadre d'un dialogue entre militant(e)s anti-impérialistes et progressistes avancer certaines pistes pour débattre.

La première pourrait concerner une réforme monétaire qui viserait à faire chuter le rythme effréné de l'inflation de manière à protéger le pouvoir d'achat de la population et à favoriser la reprise des activités économiques, tant celles destinées au marché intérieur que celles destinées à générer des revenus d'exportation. Réforme monétaire redistributive en faveur des opprimé(e)s. Une réforme monétaire n'est pas neutre socialement. Soit elle favorise les riches, soit elle est un facteur de redistribution de la richesse en faveur de la majorité de la population. Le gouvernement pourrait s'il veut prendre la deuxième option, échanger les anciens zaires pour une nouvelle monnaie de façon différenciée selon les sommes présentées par les citoyens. Tous ceux qui arrivent avec une somme moyenne recevraient la contre-valeur exacte en nouvelle monnaie. Aux riches, on demanderait de déposer l'argent supplémentaire dont ils disposent sur un compte en banque. Ces sommes feraient l'objet d'une enquête au cours de laquelle leurs détenteurs pourraient démontrer qu'ils les ont obtenues de manière légitime. Au delà de certains paliers, on pratiquerait un taux de change qui serait d'autant moins favorable à son détenteur que la somme serait plus importante. S'il est de plus prouvé que son origine est douteuse, elle pourrait être purement et simplement confisquée. L'avantage d'une telle réforme que certains pays comme la Belgique ont appliquée après la Deuxième Guerre mondiale (opération Gutt) et que les sandinistes ont appliquée en 1985, est de porter un coup aux spéculateurs. L'autre avantage mentionné plus haut serait de limiter la quantité de monnaie en circulation, ce qui réduirait l'inflation. Cette mesure est envisageable car on voit mal comment



les riches spéculateurs réussiraient à changer à bon compte leurs anciens zaires démonétisés contre des devises étrangères. Une telle réforme est dite redistributive car elle favorise les petits producteurs, les salariés, les chefs de ménage des milieux populaires au détriment de ceux qui à l'ombre du régime mobutiste se sont enrichis sur le dos du peuple. Elle représenterait de fait un impôt exceptionnel sur la fortune. Si elle n'était pas retenue, on pourrait éventuellement trouver une autre formule d'impôt sur les riches.

NON REMBOURSEMENT DE LA DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure congolaise s'élève à environ 12 milliards de dollars dont plus du tiers est constitué d'arriérés de paiements. Cela représente 275 dollars par tête alors que le revenu annuel par habitant s'élevait en 1989 à 242 dollars. Trois quarts de la dette sont dus à des gouvernements (USA, France, Italie, Allemagne, Belgique et Japon), au FMI et à la Banque mondiale. Les nouvelles autorités pourraient décréter une suspension du remboursement de la dette, ouvrir une négociation avec les créanciers, analyser la partie « odieuse » de cette dette de manière à la faire annuler. Cela permettrait d'utiliser une partie des revenus d'exportations pour mettre en place un vaste programme d'amélioration des conditions de vie de la population plutôt que de détourner ces revenus vers les créanciers du Nord. Le Congo ex-Zaïre a la chance de disposer de ressources énormes : ses principales exportations sont actuellement le cuivre, le diamant, le cobalt, le pétrole et le café. Il faut y ajouter des minéraux d'une importance stratégique pour les industries du Nord notamment l'industrie aérospatiale. Une relance de la production des produits d'exportation génèrera d'importantes rentrées. Elles pourraient être utilisées notamment pour l'amélioration de l'outil.

EXPROPRIATION DES AVOIRS DU RÉGIME MOBUTISTE

Le nouveau régime devrait exiger de ses partenaires commerciaux et de ses créanciers l'expropriation des avoirs que détient

Le Congo en chiffres

Le Congo ex-Zaïre est le 141^e pays sur une liste de 174 en termes de développement (PNUD 1996). Sur une population de 40 millions d'habitants, 26 millions n'ont pas accès à la santé ; 27 millions n'ont pas accès à l'eau potable ; 25,5 millions à la campagne vivent en dessous du seuil de pauvreté ; 6,2 millions d'enfants ne sont pas scolarisés ; Taux de mortalité infantile : 93 morts pour 1 000 naissance (à Cuba, le taux est de 9 pour 1 000) ; il y a 350 000 décès d'enfants de moins de 5 ans par an ; l'espérance de vie est de 51,6 ans (en 1990, le chiffre était de 53 ans) ; taux d'analphabétisme des adultes : 74 %.

Un médecin pour 14 286 habitants, un(e) infirmier(ère) pour 1 351 habitants. Dépenses publiques de santé : 0,8 % du PIB. Toute une série de statistiques ne sont plus communiquées depuis longtemps, ce qui ne permet pas de dresser un tableau complet des besoins de la population.

le clan mobutiste à l'étranger et leur rétrocession aux nouvelles autorités congolaises de manière à alimenter un fonds de développement national socialement utile, écologiquement soutenable, géré sous le contrôle des organisations populaires et des nouvelles autorités.

VASTE PROGRAMME POUR AMÉLIORER L'ÉDUCATION, LA SANTÉ, LES COMMUNICATIONS

À l'image d'autres expériences de renversement de dictatures, il faudrait mettre en œuvre un vaste programme d'alphabétisation, de vaccinations, de création de postes de santé sur tout le territoire.

DÉFENSE DES BIENS PUBLICS

L'État est encore le principal actionnaire de très grandes entreprises, minières notamment. Il devrait préserver cet atout et négocier avec le capital étranger un flux d'investissements pour moderniser l'industrie et les communications. Au niveau de la terre (la population est à plus de 70 % rurale et l'agriculture représente 38 % du PNB), le nouveau régime devrait garantir l'accès de la terre à ceux qui la travaillent et s'opposer aux projets de privatisation de celle-ci. Le danger existe : des projets sont actuellement concoctés par les capitalistes internationaux de l'agrobusiness (à partir de l'Afrique du Sud notamment) et des institutions comme la Banque mondiale et le FMI. Des Congolais enrichis à l'extérieur pourraient aussi être intéressés à l'achat de grands domaines.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'ASSOCIATION

Il faudrait garantir à chaque citoyen une liberté complète d'expression et d'association, sauf pour les « nostalgiques du mobutisme ». Le fait qu'au Congo ex-Zaïre existe une multitude d'organes de presse indépendants ainsi qu'un tissu associatif très riche et pluriel (syndicats, comités de quartiers, communautés chrétiennes de base ...), constitue une chance formidable pour le nouveau Congo. Il faudrait garantir également le pluripartisme car le bouillonnement politique qui a surgi au moment des travaux de la Conférence Nationale Souveraine, même s'il a été largement dévoyé, ne peut être mis aux oubliettes. Un vrai débat politique nécessite la confrontation des programmes de partis réellement différents. On peut comprendre par ailleurs que les nouvelles autorités prennent le temps nécessaire d'organiser les futures élections pour autant que les libertés fondamentales soient garanties pendant ce délai, sans aucune restriction.

L'ARMÉE ET L'APPAREIL D'ÉTAT

Si la pacification est assurée, il faudrait pouvoir utiliser les militaires pour un vaste programme de reconstruction des ouvrages publics à commencer par les communications. Il faut être très attentif à ce que des parties clés de l'appareil répressif mobutiste soient purement et simplement dissoutes et à ce que les responsables de crimes à l'égard de la population, soient traduits en justice. On ne peut qu'être inquiet face au danger d'intégration à l'armée rebelle de tout ou partie de l'armée mobutiste. Toutes les autres institutions de l'appareil d'État devraient être épurées de ces éléments mobutistes.

JUSTICE, RÉPRESSION ET PEINE DE MORT

Il faudrait abolir la peine de mort. Tout présumé coupable d'actes qui vont à l'encontre de l'intégrité physique et morale des citoyens, devrait être traduit en justice. Il faut éviter toute politique de la terreur et bannir les exécutions sommaires et les châtements corporels.

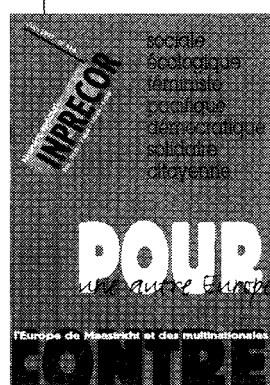
UNE SOLUTION HUMANITAIRE AU PROBLÈME DES RÉFUGIÉS

Ce problème tragique n'a pas été créé par l'Alliance. Si des exécutions sommaires de personnes sans défense ont eu lieu, les responsables doivent être traduits en justice. Les réfugiés doivent pouvoir être acheminés au Rwanda dans les meilleures conditions. Les présumés coupables de participation au génocide de 1994, eux, doivent être remis aux autorités rwandaises pour être jugés. La communauté internationale a pour responsabilité non seulement de venir en aide aux réfugiés mais également aux communautés congolaises locales dans le cadre d'accords avec les nouvelles autorités du pays.

LES DÉFIS DE LA GAUCHE ANTI-IMPÉRIALISTE AU NORD

Il lui incombe de défendre la souveraineté du nouveau Congo, de lutter pour l'annulation immédiate et inconditionnelle de sa dette extérieure ainsi que pour l'expropriation des avoirs du clan Mobutu à l'étranger et leur rétrocession aux nouvelles autorités. Obtenir le retrait de toutes les forces militaires envoyées par les pays du Nord aux frontières du Congo-Zaïre. Empêcher que Mobutu ne reçoive un visa pour la France et échappe à la justice de son pays.

Notre solidarité active avec le peuple congolais ne date ni d'aujourd'hui ni d'hier, elle devra se poursuivre de manière à soutenir les efforts de (re)construction d'un Congo démocratique et souverain. ★



Numéro spécial

Inprecor juin 1997-n°414

*Pour une autre Europe
sociale, écologique,
féministe,
pacifique, démocratique,
solidaire et citoyenne*

Prix : 20 FF/ 7 NLG/ 125 FB/ 5 CHF

**A commander à PECEI
BP 85, 75522, Paris cedex 11**

du 19 au 25 juillet... à Brioude



XIV^e camp

inter-
national
de
jeunes



Plus de 800 jeunes, d'Europe et d'ailleurs, sont attendus à Brioude, pour échanger des expériences, débattre et faire la fête.

Une semaine de rencontres et d'échanges avec des débats, des soirées thématiques, un concert, un espace vidéo, du sport, une discothèque, etc.

Samedi
19 juillet

Forum d'ouverture,

Dimanche
20 juillet

**Contre l'Europe des injustices,
l'Europe des résistances.**

Et des commissions sur les politiques d'éducation, la lutte contre le chômage, le Sida, information et nouvelles technologies, les pays de l'Est...

Lundi
21 juillet

Racisme, fascisme, ordre moral : no pasaran !

Et des commissions sur les mairies Front national, le fascisme en Allemagne, le racisme contre les Tsiganes, la drogue, la lutte des gays et lesbiennes...

**Le soir, un meeting sur Che Guevara
et les luttes actuelles en Amérique latine.**

Mardi
22 juillet

Les femmes au cœur de la tourmente.

Et des commissions sur le droit de choisir, les femmes en Pologne et en Algérie, exploitation sexuelle et crise capitaliste, les hommes et le féminisme...

Mercredi
23 juillet

Des commissions sur Mai 68, les expériences de recomposition dans la jeunesse, le consumérisme, la génétique et les biotechnologies, la crise blanche en Belgique, les Kurdes en Allemagne...

Jeudi
24 juillet

En finir avec cette société

Un après-midi sans commission pour se détendre...

Vendredi
25 juillet

**Comment être révolutionnaire
aujourd'hui ?**

Et aussi :

• Un cycle de formation :

- Le fascisme d'hier à aujourd'hui
- La Révolution russe d'octobre 1917
- L'exploitation du tiers monde à travers l'exemple africain

• Des débats femmes :

- Les sexualités
- Les violences faites aux femmes

• Un espace vidéo, avec chaque soir un film suivi d'un débat.

La construction européenne aujourd'hui, c'est celle de l'austérité et du chômage, c'est celle des accords de Schengen et de l'expulsion des immigrés, celle de la casse des services publics.

Mais les luttes à travers l'Europe dessinent les contours d'un autre projet, au service des travailleurs, des jeunes, des femmes, des immigrés, solidaire des peuples du « Sud », en Afrique ou au Chiapas notamment.

Parce qu'il est plus que jamais nécessaire aujourd'hui de faire converger toutes ces aspirations, nous débattons ensemble des perspectives qu'ouvrent ces mobilisations, de l'Europe et plus généralement de la société que nous voulons, des moyens d'y parvenir et de l'actualité d'un projet révolutionnaire.

Le camp est organisé par les organisations de jeunes révolutionnaires en solidarité avec la IV^e Internationale, comme les JCR-RED en France.

Ces organisations rejettent le système capitaliste qui génère misère, inégalités et haines de toutes sortes.

Pour construire une autre société de liberté et de justice sociale, elles participent à toutes les luttes contre le racisme, le fascisme, l'impérialisme, le sexisme... en y développant la nécessité de l'unité et de l'organisation démocratique.

Elles sont solidaires des peuples du tiers-monde.

Elles pensent que seule une lutte coordonnée et un mouvement international ont des chances de succès pour changer la société.

PAYS-BAS

• Wieland de *Rebel*

« Les Pays-Bas est l'un des quelques pays à satisfaire aux critères de convergence. Les politiques néerlandaises sont généralement données en exemple à l'étranger. Mais il y a un revers de la médaille : jamais la sécurité sociale, l'éducation, les droits des femmes n'ont été aussi durement attaqués. Le fossé entre les riches et les pauvres ne s'est jamais creusé aussi rapidement. Dès juin,

Rebel est investi dans la préparation du contre-sommet d'Amsterdam, aboutissement des Marches européennes contre le chômage. Pour nous, le camp sera l'occasion de partager cette expérience. »

PORTUGAL

• Sergio du *PSR*

« L'Europe de Maastricht, c'est actuellement le projet le plus important de la bourgeoisie. Il signifie la liquidation des droits des peuples et il est à la base de la montée de l'extrême droite. Pour lutter contre cette Europe, pour une Europe libre et solidaire, pour une révolution mondiale qui mette fin à l'exploitation capitaliste, pour échanger entre révolutionnaires de différents pays,

nos expériences de luttes, on se retrouvera au camp des jeunes révolutionnaires à Brioude. »

ITALIE

• Angelica des *Giovani Comunisti*

« Il ne faut pas oublier que l'Europe de Maastricht implique aussi le renforcement du racisme, de la xénophobie et de l'exclusion sociale. Les récentes expulsions de réfugié(e)s albanais sont la démonstration la plus évidente de ce que l'Europe propose aux peuples non européens. L'Europe que nous voulons construire, c'est l'Europe du plein emploi, de la solidarité et de la justice sociale. Les Marches européennes pour l'emploi peuvent constituer un premier pas dans ce sens, le camp de la jeunesse féministe et révolutionnaire pourrait être le deuxième ! ».

Inscrivez-vous dès maintenant !

Le prix de la semaine est de 700 FF : il comprend toutes les activités et la nourriture. L'hébergement se fait sous tente. N'oubliez pas vos toiles de tente, duvets, gamelles et couverts. Un départ en car sera organisé à partir de plusieurs villes en France.

Pour tout renseignement :
JCR-RED 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Liste des contacts en Europe

Allemagne

RSB ; Verbindungskanal Linkes Ufer 20-24 ; 68159 Mannheim.

Tel / fax : (49 621) 156 40 46

e-mail : avanti@oln.comlink.apc.org

AGVI, VSP Dasselstr. 75-77 ; 50674 Köln.

Tel : (49221) 21 15 55 ; fax : (49221) 19 23 11 97

e-mail : soz@link-lev.dinoco.de

Belgique

JWS / JGS ; 29 rue Plantin ; Bruxelles 1070

Tel : (32 2) 523 40 23, fax : (32 2) 522 61 27

Danemark

SAP Ungdomsudvalget, Norre Alle 11 A, Kopenhagen 2200 N

Tel / fax : (45 3) 537 32 17

e-mail : sdn02457@sdn.dk

Etat espagnol

Zutik ; Traavesia de las Escuelas, SN° 1-1°-IZQ ; 48006 Bilbao, Euskadi.

France

JCR-RED, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Tél. : (33 1) 40 09 80 22 ; fax : (33 1) 40 09 10 93

Grande-Bretagne

Liberation, PO Box 110, London N4 2UU

Tel : (44 181) 8 00 74 60, fax : 8 80 18 46

Grèce

Liberation, 34 Eresson Street, Athens 10681.

Tel : (301) 383 6609

Italie

Bandiera Rossa ; via B. Viarchi, 3 ; Milan 20158

Tel / fax : (39 2) 39 32 36 65

Luxemburg

De Fonken ; Boite Postale 1182.

Pays-Bas

Rebel ; St Jacobsstraat 10-20 ; Amsterdam 1012 NC

Tel : (31 20) 62 59 27 2 ; fax : (31 20) 62 03 77 4

e-mail : saprebel@dds.nl

Pologne

Dalej ! ; PO Box 76 ; 03-912 Warszawa 33.

Anty Nazi Front ; SOFOKLES ; PO Box 2242 ; 54-414 Wroclaw 47

Portugal

PSR Jovenes ; Rua da Palma 268 ; Lisboa 1000

Tel : (35 11) 886 46 43 ; fax : (35 11) 888 2736

Suède

Ungsocialisterna, Box 235, Hagersten 12909

Tel : (46 8) 337 850 ; fax : (6 8) 337 530

e-mail : socp@nn.apc.org

Turquie

c/o Delikrasu İçin Yeniyol

Turnacibasi sok 31/1 ; 80 050 Beyoglu. Istanbul.



La défection du Komsomol

Le 4^e congrès du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), qui a eu lieu à Moscou les 19 et 20 avril est apparu comme le triomphe de son leader Guennadi Ziouganov. Celui-ci devait expliquer son échec aux élections présidentielles de 1996 de même que la décision plus récente prise par la direction du parti de soutenir le budget de l'État considéré actuellement comme irréaliste même par le gouvernement. Il devait expliquer aussi la décision d'appuyer Viktor Tchernomyrdine comme premier ministre. Quoiqu'il en soit, le secrétaire général a été réélu « avec une seule voix contre » comme il s'en est vanté.

Par B. Kagarlitsky et R. Clarke

LA VICTOIRE DE GUENNADI Ziouganov était la victoire de l'appareil bureaucratique. Il ne représentait sous aucun aspect un pas en avant vers la construction d'une opposition unifiée de masse au régime d'Eltsine. Cela est devenu plus clair dans la semaine qui a suivi le congrès. Fin avril, les dirigeants des 21 000 membres de l'Union de la jeunesse communiste russe (Komsomol) ont déclaré leur indépendance politique et organisationnelle vis-à-vis du parti. Durant plusieurs mois, Ziouganov avait été l'objet de critiques sévères par des éléments de la gauche du parti. Des représentants des organisations régionales étaient particulièrement mécontents ; de nombreux députés élus dans des circonscriptions territoriales ont défié la discipline du parti et voté contre le budget.

Ce mécontentement ne s'est pratiquement pas manifesté au cours du congrès. Les délégués qui étaient soupçonnés de vouloir poser des questions délicates avaient été tout d'abord écartés au niveau des conférences provinciales. Les délégués critiques qui avaient réussi à participer au congrès ont été empêché de prendre la parole. Des dissidents connus ont été exclus du nouveau comité central.

La principale réponse de Ziouganov au mécontentement de la base a été un appel aux membres du parti à se mobiliser massivement pour des manifestations antigouvernementales à l'occasion de la journée du 1er mai, de l'anniversaire de la victoire de la Seconde Guerre mondiale (9 mai) et du 80^e anniversaire de la révolution d'octobre.

Mais toute illusion que les dirigeants du parti soient disposés à diriger effectivement des luttes de masse contre la politique gouvernementale s'est dissipée dès lors que des représentants de la fraction parlementaire du parti ont rencontré les jours suivants le vice-premier ministre Anatoli Tchoubaïs pour discuter des amendements au budget de l'État. Tchoubaïs exigeait des coupes supplémentaires dans les dépenses de santé et d'éducation tout en rejetant les mesures de soutien à l'industrie et à l'agriculture. La fraction communiste a accepté la plupart des propositions.

Ziouganov et ses camarades ne partagent pas délibérément les objectifs de Tchoubaïs mais ils n'ont pas été capables d'opposer une résistance sérieuse aux attaques du gouvernement parce qu'ils se sont retrouvés dans un cul-de-sac stratégique. N'ayant pas l'expérience d'un travail de masse et étant peu soucieux de le faire, les dirigeants du PCFR sont en train de présenter tous les symptômes du « crétinisme parlementaire ».

En ayant peur de perdre leur mandat à la Douma et leur place dans les différents comités parlementaires, ils acceptent tous les compromis dans le but d'éviter la dissolution du parlement. Cette attitude de soumission est en train de réduire l'influence du parti et ses chances en cas d'élections anticipées.

COMBLE DE L'IRONIE : la nouvelle presse pro-capitaliste ne renonce pas à mettre en relief la confusion et l'inconsistance de la « menace rouge » représentée par les dirigeants du parti. « Le décalage entre les masses qui se radicalisent et qui exigent des améliorations rapides dans leurs conditions et les actions faibles et inefficaces de la direction du PCFR est en train de provoquer une crise profonde dans l'opposition de gauche » a écrit récemment le journal *Viek*.

Le 29 avril, le leader du Komsomol Maliarov a déclaré au journal de langue anglaise *Moscow Tribune* que son organisation avait « une position indépendante et n'était pas un appendice du PCFR. (...) Le conflit est destiné à s'accroître ». A la même conférence de presse Anatoli Baranov, directeur adjoint de la *Pravda*, a attaqué le PCFR qui d'après lui n'était pas capable d'accomplir son rôle d'opposition à la stratégie gouvernementale. « L'opposition officielle représentée par Ziouganov, a perdu son esprit et ne peut plus accomplir sa fonction » a-t-il dit, en ajoutant qu'« une rupture sérieuse s'était produite au sein de l'opposition ».

La défection du Komsomol va fort probablement créer beaucoup de difficultés au PCFR. En raison de sa réputation de « parti de retraités » le PCFR a très peu réussi à attirer de nouveaux militants sauf par l'intermé-

diaire de son organisation jeune. L'un des facteurs fondamentaux qui a poussé le Komsomol à prendre une attitude indépendante réside dans le fait que les plus jeunes n'aiment pas les conceptions « nationales-patriotiques » affichées avec enthousiasme par les leaders du parti en considérant qu'elles constituent l'arme décisive pour élargir leur influence et réaliser des succès électoraux. L'idéologie nationaliste telle qu'elle est notamment formulée par Ziouganov et ses pairs est très peu attirante pour la plupart des jeunes russes.

EN RUSSIE LES GENS âgés sont méfiants vis-à-vis des influences étrangères, mais assez peu de jeunes partagent ce sentiment. Ces derniers s'orientent le plus naturellement non pas vers les communistes mais vers des groupes fascistes, dont le nationalisme est plus pur et l'esthétique plus moderne. Les jeunes disposés à rejoindre la gauche sont attirés par le socialisme et non par le « patriotisme d'État ». Ils souhaitent une action politique résolue et non une modération parlementaire avec accords en coulisse avec le gouvernement.

Certains intellectuels de gauche, comme Anatoli Baranov et Boris Kagarlitsky, ont exprimé leur soutien à Maliarov et aux dissidents du Komsomol. Ils ont signé ensemble de « nouvelles thèses d'avril », un programme pour une relance de la gauche.

Ces thèses représentent la troisième tentative depuis 1993 de créer une gauche alternative. La première tentative avait été faite en 1994 par des militants de la gauche non communiste en opposition à l'opportunisme croissant du PCFR.

A la veille des élections législatives de 1995, les dirigeants du parti avaient fait un pseudo tournant à gauche en poussant des militants à espérer qu'un PCFR « réformer et renouvelé » pourrait devenir l'élément principal d'un front unique large. Mais tout cela ne s'est pas concrétisé non plus.

Maliarov et ses camarades ont commencé maintenant à chercher des alliés. Les mois prochains montreront si leur déclaration d'indépendance aidera à faire apparaître une nouvelle force politique de la gauche russe. ★

PAYS-BAS

Contre sommet : la réussite

Une gauche internationaliste, européenne mais anti-UE, a fait irruption dans la vie politique du « vieux continent ». L'ensemble des activités du « contre sommet » l'ont établie comme un fait incontournable. D'abord la manifestation du samedi 14 juin, qui a duré 4 heures, est une réussite au-delà de tout espoir : entre 35 000 et 50 000 personnes (selon la police hollandaise), ont rassemblé toutes les nationalités de l'UE, et au-delà : il y avait des délégations turque, marocaine, ex-yougoslave, coréenne, égyptienne, brésilienne, américaine, etc. Propulsée par les 18 marches qui ont sillonné l'Europe (partant de Tanger au Maroc, Sarajevo en Bosnie, de la frontière germano-polonaise, de la Finlande du Nord, de l'Écosse et de l'Irlande, etc.) la manifestation a créé un événement à la hauteur du Sommet des 15 chefs de l'UE. Les médias internationaux ne s'y sont pas trompés, en opposant presque « naturellement » cette Europe sociale en marche aux négociations diplomatiques de l'Europe monétaire.

Cette percée politico-médiatique dépasse d'ailleurs l'assise de la coalition construite pays par pays dans la foulée des Euromarches : leurs forces vives étaient certainement les gauches radicales (syndicale, sociale, associative et politique), avec selon les pays, une gauche réformatrice attentive mais restée largement passive. Son soutien a rarement dépassé le niveau moral ou pratique.

Moins visible mais tout aussi importantes ont été deux initiatives parallèles à la manifestation. L'appel des 300 économistes (dont une partie de l'establishment académique et institutionnel) des 15 pays de l'UE a également reçu un large écho international. Il met en question la monnaie unique telle qu'elle se dessine. L'onde de choc qu'il a provoquée, en Hollande pour commencer, a brisé le monopole idéologique que les tenants de l'Euro avaient réussi à imposer ces cinq dernières années. Une autre légitimité est ainsi apparue, sur le plan de l'UE.

Moins spectaculaire mais certainement aussi prometteur, fut le « contre-sommet », un ensemble de débats, assemblées, groupes de travail, etc. qui ont eu lieu entre le jeudi 12 et le mardi 17 juin. En cinq jours, à peu près 2 500 personnes y ont discuté de toutes les questions qui affectent nos sociétés : emploi, écologie, exclusion, logement, militarisme, tiers-monde, etc. L'aspect le plus frappant de ce « sommet par en bas » (comme le comité organisateur l'avait appelé) ne fut pas tellement le pluralisme des opinions et approches (désormais acquis), mais le terrain commun à partir duquel ces débats ont pu être menés. Signe clair qu'une étape dans « l'européanisation » du mouvement social et politique vient d'être franchie.

Au total, la force rassemblée à Amsterdam devrait constituer le point de référence et le tremplin pour les mobilisations futures que l'UE ne manquera pas de susciter.



MAROC

Assassinat d'un syndicaliste

Nous publions ci-dessous un communiqué, daté du 2 juin 1997, de la famille du dirigeant syndicaliste Abdellah Mounacir, enlevé et assassiné.

« Le 27 mai 1997, vers 18h, le militant Abdellah Mounacir a été enlevé à Ait Melloui (15 km d'Agadir). Sa famille a entrepris activement sa recherche en avertissant les autorités et en contactant les organisations des droits de l'Homme, les syndicats et la presse. Le 31 mai, le cadavre du martyr a été découvert dans le bassin du port d'Agadir, ligoté et défiguré suite à une torture monstrueuse que le dirigeant syndicaliste a vraisemblablement subie avant de succomber.

« La famille du martyr condamne avec force ce crime odieux et déclare son obstination à lutter pour dévoiler la vérité sur l'enlèvement, la torture et l'assassinat du dirigeant syndicaliste Abdellah Mounacir. De même, elle fait appel à tous les militants des droits de l'Homme (organisations, associations, syndicats, partis et presse) à l'échelle nationale et internationale, pour qu'ils déploient toutes leurs forces dans une campagne de contestation et de solidarité, afin de faire pression sur les autorités marocaines au plus haut niveau, pour que les assassins soient démasqués et traduits en justice. »

Qui était Abdellah Mounacir ? Né en 1959 dans la cité ouvrière d'Anza (Agadir), il est devenu marin à 18 ans. De 1979 à 1983, il milita dans la fraction de gauche de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Il fut, un certain temps, membre du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) défendant, en son sein, la perspective de la construction d'un parti ouvrier socialiste.

Il devint secrétaire général du Syndicat des marins et des officiers de la haute pêche — affilié à la confédération démocratique du travail (CDT) —, dont il a été le principal fondateur et son permanent bénévole de 1993 à 1997, responsable de la publication de son bulletin, *La boussole*, et de la brochure *Agadir-Syndical*. Il fut aussi fondateur et secrétaire général de l'Association Atlas sociale, culturelle, écologique et sportive (AASCES) du quartier populaire Tacoute, une banlieue de la ville d'Agadir.

En 1997, il fonda le syndicat des marins de la pêche maritime à Agadir (affilié à l'Union marocaine du travail). Il en fut le secrétaire général jusqu'à son assassinat, ainsi qu'un membre très actif de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), constituant, en son sein, le Comité de lutte pour l'abolition du projet du nouveau code du travail.

* Les messages de solidarité peuvent être envoyés à l'adresse de la famille Abdellah Mounacir, n°1, rue 491, Lotissement des marins, Cité des Amicales, Agadir, Maroc.

